



## ASIE

### L'armée reprend vigoureusement ses droits

Chine

De notre correspondant

M. Hua Kuo-feng a reçu, le jeudi 9 décembre, mille cinq cents délégués de l'Armée militaire et politique de l'Armée populaire de libération, ainsi que leurs professeurs. Cette réception, à laquelle le « Quotidien du peuple » a consacré deux pages vendredi, illustre l'importance de l'armée dans la vie politique chinoise.

Pékin. — L'armée chinoise reprend vigoureusement ses droits. Non seulement elle a figuré à l'avant-garde des événements qui ont abouti à la nomination de M. Hua Kuo-feng à la présidence du parti, mais elle a fait connaître à haute et intelligible voix son opinion sur les questions qui concernent directement l'économie, la culture, la politique, la diplomatie, la défense nationale, la dénonciation des méfaits de la « bande des quatre » dans le domaine militaire. Le contraste est frappant entre les interventions développées aujourd'hui et celles qui étaient encore à l'honneur il y a quelques mois.

« La révolution culturelle », écrit-il, a été la « révolution culturelle » du peuple, à l'essentiellement renforcé l'édification de notre armée. » Sous prétexte de lutte contre la ligne militaire de Lin Biao-shao et de Teng Hsiao-ping, reculée le 4 décembre, le même journal, Chang Ching, Chang Ching, Chang Ching, de concert avec Lin Biao-shao, ont, en 1967, « persécuté de nombreux cadres militaires », provoquant ainsi « de graves dommages dans les domaines du travail politique et de la préparation à la guerre ».

C'est dans l'armée que les « réhabilités » de la révolution culturelle sont les plus nombreux, et il est compréhensible que ces personnes prennent leur revanche sur ceux qui les avaient critiqués et chassés il y a dix ans. Mais la subtilité des cadres militaires dirigeants est présente maintenant comme un principe essentiel auquel on ne saurait porter atteinte sans nuire à la solidité de l'armée. Cette ligne est soutenue par deux arguments. Le premier est que « l'armée a ses propres lois » et qu'il faut « lui laisser sa discipline et sa liberté de décision ». Le second argument est que « l'armée a une longue expérience de la guerre » et qu'elle est « la seule organisation qui ait subi les épreuves de la guerre ».

Le second argument est que « l'armée a une longue expérience de la guerre » et qu'elle est « la seule organisation qui ait subi les épreuves de la guerre ».

Un « équipement technique avancé » est indispensable. La modification est plus subtile dans la définition des relations entre l'armée et le peuple. Elle a pour effet pratique de défendre des positions acquises dans la hiérarchie militaire et sociale d'autant plus fermes que ces positions ont été menacées ou compromises dans un passé récent.

La modification est plus subtile dans la définition des relations entre l'armée et le peuple. Elle a pour effet pratique de défendre des positions acquises dans la hiérarchie militaire et sociale d'autant plus fermes que ces positions ont été menacées ou compromises dans un passé récent.

La modification est plus subtile dans la définition des relations entre l'armée et le peuple. Elle a pour effet pratique de défendre des positions acquises dans la hiérarchie militaire et sociale d'autant plus fermes que ces positions ont été menacées ou compromises dans un passé récent.

La modification est plus subtile dans la définition des relations entre l'armée et le peuple. Elle a pour effet pratique de défendre des positions acquises dans la hiérarchie militaire et sociale d'autant plus fermes que ces positions ont été menacées ou compromises dans un passé récent.

La modification est plus subtile dans la définition des relations entre l'armée et le peuple. Elle a pour effet pratique de défendre des positions acquises dans la hiérarchie militaire et sociale d'autant plus fermes que ces positions ont été menacées ou compromises dans un passé récent.

La modification est plus subtile dans la définition des relations entre l'armée et le peuple. Elle a pour effet pratique de défendre des positions acquises dans la hiérarchie militaire et sociale d'autant plus fermes que ces positions ont été menacées ou compromises dans un passé récent.

La modification est plus subtile dans la définition des relations entre l'armée et le peuple. Elle a pour effet pratique de défendre des positions acquises dans la hiérarchie militaire et sociale d'autant plus fermes que ces positions ont été menacées ou compromises dans un passé récent.

La modification est plus subtile dans la définition des relations entre l'armée et le peuple. Elle a pour effet pratique de défendre des positions acquises dans la hiérarchie militaire et sociale d'autant plus fermes que ces positions ont été menacées ou compromises dans un passé récent.

La modification est plus subtile dans la définition des relations entre l'armée et le peuple. Elle a pour effet pratique de défendre des positions acquises dans la hiérarchie militaire et sociale d'autant plus fermes que ces positions ont été menacées ou compromises dans un passé récent.

La modification est plus subtile dans la définition des relations entre l'armée et le peuple. Elle a pour effet pratique de défendre des positions acquises dans la hiérarchie militaire et sociale d'autant plus fermes que ces positions ont été menacées ou compromises dans un passé récent.

La modification est plus subtile dans la définition des relations entre l'armée et le peuple. Elle a pour effet pratique de défendre des positions acquises dans la hiérarchie militaire et sociale d'autant plus fermes que ces positions ont été menacées ou compromises dans un passé récent.

La modification est plus subtile dans la définition des relations entre l'armée et le peuple. Elle a pour effet pratique de défendre des positions acquises dans la hiérarchie militaire et sociale d'autant plus fermes que ces positions ont été menacées ou compromises dans un passé récent.

retrouvant le lendemain par Radio-Changhai. L'acte d'une « direction des comités du parti sur la milice » est qualifié de « bande des quatre » destinée à « déstabiliser les efforts de la « bande des quatre » pour « éliminer le contrôle d'une force armée indépendante de l'A.P.L. En fait, écrit l'hebdomadaire, la tâche essentielle « des districts militaires » des « bandes des quatre » est de « déstabiliser la milice ». Si l'autorité du parti sur l'ensemble des forces armées n'est pas contestée, elle ne saurait s'exercer sur les milices corréées, qui par l'intermédiaire « sous le contrôle » de l'autorité militaire. Quant au rôle de la milice, l'acte du parti est « une déclaration de la révolution culturelle » — selon l'acte — et « une force armée, la milice ne peut être employée que pour disposer contre-révolutionnaires et pour maintenir l'ordre public ».

En ce qui concerne enfin, les « bandes des quatre », les forces armées, le changement est brutal. Ce qui est particulièrement en cause, c'est d'abord, et le rôle et la place de la milice, les « bandes des quatre » de Changsha fait fréquemment allusion, en exemple, deux points étaient surtout mis en relief. D'abord, la milice doit « participer à la lutte de classe en société ».

Le journal de l'Armée, Libération, a expressément condamné ce dernier point de vue dans un article publié le 27 novembre, et

Le deuxième point de vue, qui est tout à fait admis, est la « portée commandée aux unités, les militaires entendant bien que tous les faits d'un soldat, moins sous leur responsabilité et leur activité.

Le deuxième point de vue, qui est tout à fait admis, est la « portée commandée aux unités, les militaires entendant bien que tous les faits d'un soldat, moins sous leur responsabilité et leur activité.

Le deuxième point de vue, qui est tout à fait admis, est la « portée commandée aux unités, les militaires entendant bien que tous les faits d'un soldat, moins sous leur responsabilité et leur activité.

Le deuxième point de vue, qui est tout à fait admis, est la « portée commandée aux unités, les militaires entendant bien que tous les faits d'un soldat, moins sous leur responsabilité et leur activité.

Le deuxième point de vue, qui est tout à fait admis, est la « portée commandée aux unités, les militaires entendant bien que tous les faits d'un soldat, moins sous leur responsabilité et leur activité.

Le deuxième point de vue, qui est tout à fait admis, est la « portée commandée aux unités, les militaires entendant bien que tous les faits d'un soldat, moins sous leur responsabilité et leur activité.

Le deuxième point de vue, qui est tout à fait admis, est la « portée commandée aux unités, les militaires entendant bien que tous les faits d'un soldat, moins sous leur responsabilité et leur activité.

Le deuxième point de vue, qui est tout à fait admis, est la « portée commandée aux unités, les militaires entendant bien que tous les faits d'un soldat, moins sous leur responsabilité et leur activité.

Le deuxième point de vue, qui est tout à fait admis, est la « portée commandée aux unités, les militaires entendant bien que tous les faits d'un soldat, moins sous leur responsabilité et leur activité.

Le deuxième point de vue, qui est tout à fait admis, est la « portée commandée aux unités, les militaires entendant bien que tous les faits d'un soldat, moins sous leur responsabilité et leur activité.

Le deuxième point de vue, qui est tout à fait admis, est la « portée commandée aux unités, les militaires entendant bien que tous les faits d'un soldat, moins sous leur responsabilité et leur activité.

Le deuxième point de vue, qui est tout à fait admis, est la « portée commandée aux unités, les militaires entendant bien que tous les faits d'un soldat, moins sous leur responsabilité et leur activité.

Le deuxième point de vue, qui est tout à fait admis, est la « portée commandée aux unités, les militaires entendant bien que tous les faits d'un soldat, moins sous leur responsabilité et leur activité.

Le deuxième point de vue, qui est tout à fait admis, est la « portée commandée aux unités, les militaires entendant bien que tous les faits d'un soldat, moins sous leur responsabilité et leur activité.

Le deuxième point de vue, qui est tout à fait admis, est la « portée commandée aux unités, les militaires entendant bien que tous les faits d'un soldat, moins sous leur responsabilité et leur activité.

Le deuxième point de vue, qui est tout à fait admis, est la « portée commandée aux unités, les militaires entendant bien que tous les faits d'un soldat, moins sous leur responsabilité et leur activité.

Le deuxième point de vue, qui est tout à fait admis, est la « portée commandée aux unités, les militaires entendant bien que tous les faits d'un soldat, moins sous leur responsabilité et leur activité.

Le deuxième point de vue, qui est tout à fait admis, est la « portée commandée aux unités, les militaires entendant bien que tous les faits d'un soldat, moins sous leur responsabilité et leur activité.

Le deuxième point de vue, qui est tout à fait admis, est la « portée commandée aux unités, les militaires entendant bien que tous les faits d'un soldat, moins sous leur responsabilité et leur activité.

Le deuxième point de vue, qui est tout à fait admis, est la « portée commandée aux unités, les militaires entendant bien que tous les faits d'un soldat, moins sous leur responsabilité et leur activité.

Le deuxième point de vue, qui est tout à fait admis, est la « portée commandée aux unités, les militaires entendant bien que tous les faits d'un soldat, moins sous leur responsabilité et leur activité.

Le deuxième point de vue, qui est tout à fait admis, est la « portée commandée aux unités, les militaires entendant bien que tous les faits d'un soldat, moins sous leur responsabilité et leur activité.

Le deuxième point de vue, qui est tout à fait admis, est la « portée commandée aux unités, les militaires entendant bien que tous les faits d'un soldat, moins sous leur responsabilité et leur activité.

Le deuxième point de vue, qui est tout à fait admis, est la « portée commandée aux unités, les militaires entendant bien que tous les faits d'un soldat, moins sous leur responsabilité et leur activité.

Tien-an-men. Les milices ouvrières furent alors présentées comme les héros de la journée pour avoir « éliminé » les « bandes des quatre » et fait ainsi « éliminer » l'ennemi de classe. Or, observe-t-on aujourd'hui, M. Teng Hsiao-ping n'a pas été exclu du parti, et ses erreurs, si elles sont réelles, sont parties de contradictions ou de « bandes des quatre » et non pas d'un « ennemi de classe ». En bonne logique, le rétablissement de l'ordre sur la place Tien-An-men aurait donc été l'affaire de la police, non de la milice.

Libération met en tout cas les milices en « garde » et les écritures n'ont aucune raison de se méfier sur ce point de la sécurité publique ni sur l'ordre. L'appui sur une formule employée dans le 18 septembre par M. Hua Kuo-feng, dans son discours à l'Assemblée nationale, est une erreur. Le journal définit la police comme l'un des éléments de l'armée, sous le commandement général de l'A.P.L.

qui est tout à fait admis, est la « portée commandée aux unités, les militaires entendant bien que tous les faits d'un soldat, moins sous leur responsabilité et leur activité.

qui est tout à fait admis, est la « portée commandée aux unités, les militaires entendant bien que tous les faits d'un soldat, moins sous leur responsabilité et leur activité.

qui est tout à fait admis, est la « portée commandée aux unités, les militaires entendant bien que tous les faits d'un soldat, moins sous leur responsabilité et leur activité.

qui est tout à fait admis, est la « portée commandée aux unités, les militaires entendant bien que tous les faits d'un soldat, moins sous leur responsabilité et leur activité.

qui est tout à fait admis, est la « portée commandée aux unités, les militaires entendant bien que tous les faits d'un soldat, moins sous leur responsabilité et leur activité.

qui est tout à fait admis, est la « portée commandée aux unités, les militaires entendant bien que tous les faits d'un soldat, moins sous leur responsabilité et leur activité.

qui est tout à fait admis, est la « portée commandée aux unités, les militaires entendant bien que tous les faits d'un soldat, moins sous leur responsabilité et leur activité.

qui est tout à fait admis, est la « portée commandée aux unités, les militaires entendant bien que tous les faits d'un soldat, moins sous leur responsabilité et leur activité.

qui est tout à fait admis, est la « portée commandée aux unités, les militaires entendant bien que tous les faits d'un soldat, moins sous leur responsabilité et leur activité.

qui est tout à fait admis, est la « portée commandée aux unités, les militaires entendant bien que tous les faits d'un soldat, moins sous leur responsabilité et leur activité.

qui est tout à fait admis, est la « portée commandée aux unités, les militaires entendant bien que tous les faits d'un soldat, moins sous leur responsabilité et leur activité.

qui est tout à fait admis, est la « portée commandée aux unités, les militaires entendant bien que tous les faits d'un soldat, moins sous leur responsabilité et leur activité.

qui est tout à fait admis, est la « portée commandée aux unités, les militaires entendant bien que tous les faits d'un soldat, moins sous leur responsabilité et leur activité.

qui est tout à fait admis, est la « portée commandée aux unités, les militaires entendant bien que tous les faits d'un soldat, moins sous leur responsabilité et leur activité.

qui est tout à fait admis, est la « portée commandée aux unités, les militaires entendant bien que tous les faits d'un soldat, moins sous leur responsabilité et leur activité.

qui est tout à fait admis, est la « portée commandée aux unités, les militaires entendant bien que tous les faits d'un soldat, moins sous leur responsabilité et leur activité.

qui est tout à fait admis, est la « portée commandée aux unités, les militaires entendant bien que tous les faits d'un soldat, moins sous leur responsabilité et leur activité.

qui est tout à fait admis, est la « portée commandée aux unités, les militaires entendant bien que tous les faits d'un soldat, moins sous leur responsabilité et leur activité.

qui est tout à fait admis, est la « portée commandée aux unités, les militaires entendant bien que tous les faits d'un soldat, moins sous leur responsabilité et leur activité.

qui est tout à fait admis, est la « portée commandée aux unités, les militaires entendant bien que tous les faits d'un soldat, moins sous leur responsabilité et leur activité.

qui est tout à fait admis, est la « portée commandée aux unités, les militaires entendant bien que tous les faits d'un soldat, moins sous leur responsabilité et leur activité.

qui est tout à fait admis, est la « portée commandée aux unités, les militaires entendant bien que tous les faits d'un soldat, moins sous leur responsabilité et leur activité.

## AFRIQUE

La conférence de Genève sur la Rhodesie

### M. Smith envisage de négocier à Salisbury avec des Africains « modérés »

M. Ian Smith, premier ministre rhodésien, a souligné, vendredi 10 décembre, que la conférence de Genève sur l'avenir de la Rhodesie, organisée par l'Organisation internationale de la Francophonie, n'est pas une « conférence de paix » mais une « conférence de dialogue ».

M. Smith a, en outre, assuré qu'il avait été « brisé » sur l'objet des pourparlers de Genève, accusant la « Grande-Bretagne » d'avoir « empêché » la négociation sur les « bases des quatre » et non pas sur les « bases des quatre ».

Les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit, et les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit.

Les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit, et les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit.

Les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit, et les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit.

Les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit, et les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit.

Les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit, et les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit.

Les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit, et les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit.

Les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit, et les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit.

Les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit, et les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit.

Les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit, et les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit.

Les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit, et les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit.

Les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit, et les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit.

Les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit, et les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit.

Les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit, et les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit.

Les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit, et les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit.

Les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit, et les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit.

Les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit, et les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit.

Les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit, et les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit.

Les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit, et les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit.

Les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit, et les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit.

Les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit, et les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit.

Les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit, et les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit.

Les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit, et les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit.

le secrétaire au Foreign Office, Anthony Crosland, a souligné, vendredi 10 décembre, que la conférence de Genève sur l'avenir de la Rhodesie, organisée par l'Organisation internationale de la Francophonie, n'est pas une « conférence de paix » mais une « conférence de dialogue ».

M. Smith a, en outre, assuré qu'il avait été « brisé » sur l'objet des pourparlers de Genève, accusant la « Grande-Bretagne » d'avoir « empêché » la négociation sur les « bases des quatre » et non pas sur les « bases des quatre ».

Les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit, et les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit.

Les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit, et les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit.

Les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit, et les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit.

Les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit, et les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit.

Les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit, et les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit.

Les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit, et les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit.

Les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit, et les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit.

Les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit, et les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit.

Les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit, et les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit.

Les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit, et les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit.

Les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit, et les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit.

Les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit, et les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit.

Les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit, et les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit.

Les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit, et les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit.

Les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit, et les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit.

Les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit, et les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit.

Les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit, et les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit.

Les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit, et les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit.

Les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit, et les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit.

Les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit, et les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit.

Les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit, et les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit.

Les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit, et les « bases des quatre » ont été « brisées » par M. Henry Kissinger, a-t-il dit.

### Namibie

#### LA COMMISSION DE DÉCOLONISATION DE L'ONU DÉCLARE SOUTENIR LA LUTTE ARMÉE DE LA SWAPO

(De notre correspondant.) New-York (Nations unies). — La quatrième commission (dite commission de décolonisation) a, vendredi 10 décembre, adopté une résolution sur la Namibie, qui déclare que la situation politique que pose l'occupation illégale de ce territoire par l'Afrique du Sud, la commission de la lutte armée de la SWAPO, qui est la seule organisation de libération de ce territoire, a le droit de mener la lutte armée.

La résolution, qui est la première d'une série de résolutions sur la Namibie, a été adoptée à l'unanimité, sauf une abstention.

La résolution, qui est la première d'une série de résolutions sur la Namibie, a été adoptée à l'unanimité, sauf une abstention.

La résolution, qui est la première d'une série de résolutions sur la Namibie, a été adoptée à l'unanimité, sauf une abstention.

La résolution, qui est la première d'une série de résolutions sur la Namibie, a été adoptée à l'unanimité, sauf une abstention.

La résolution, qui est la première d'une série de résolutions sur la Namibie, a été adoptée à l'unanimité, sauf une abstention.

La résolution, qui est la première d'une série de résolutions sur la Namibie, a été adoptée à l'unanimité, sauf une abstention.

La résolution, qui est la première d'une série de résolutions sur la Namibie, a été adoptée à l'unanimité, sauf une abstention.

La résolution, qui est la première d'une série de résolutions sur la Namibie, a été adoptée à l'unanimité, sauf une abstention.

La résolution, qui est la première d'une série de résolutions sur la Namibie, a été adoptée à l'unanimité, sauf une abstention.

La résolution, qui est la première d'une série de résolutions sur la Namibie, a été adoptée à l'unanimité, sauf une abstention.

La résolution, qui est la première d'une série de résolutions sur la Namibie, a été adoptée à l'unanimité, sauf une abstention.

La résolution, qui est la première d'une série de résolutions sur la Namibie, a été adoptée à l'unanimité, sauf une abstention.

La résolution, qui est la première d'une série de résolutions sur la Namibie, a été adoptée à l'unanimité, sauf une abstention.

La résolution, qui est la première d'une série de résolutions sur la Namibie, a été adoptée à l'unanimité, sauf une abstention.

La résolution, qui est la première d'une série de résolutions sur la Namibie, a été adoptée à l'unanimité, sauf une abstention.

La résolution, qui est la première d'une série de résolutions sur la Namibie, a été adoptée à l'unanimité, sauf une abstention.

La résolution, qui est la première d'une série de résolutions sur la Namibie, a été adoptée à l'unanimité, sauf une abstention.

La résolution, qui est la première d'une série de résolutions sur la Namibie, a été adoptée à l'unanimité, sauf une abstention.

La résolution, qui est la première d'une série de résolutions sur la Namibie, a été adoptée à l'unanimité, sauf une abstention.

La résolution, qui est la première d'une série de résolutions sur la Namibie, a été adoptée à l'unanimité, sauf une abstention.

### Algérie

#### M. BOUMEDIENE A ETE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE AVEC PLUS DE 99 % DES SUFFRAGES EXPRIMÉS

(De notre correspondant.) Alger. — M. Boumedienne a été élu président de la République algérienne le 10 décembre 1976, avec plus de 99 % des suffrages exprimés.

M. Boumedienne a été élu président de la République algérienne le 10 décembre 1976, avec plus de 99 % des suffrages exprimés.

M. Boumedienne a été élu président de la République algérienne le 10 décembre 1976, avec plus de 99 % des suffrages exprimés.

M. Boumedienne a été élu président de la République algérienne le 10 décembre 1976, avec plus de 99 % des suffrages exprimés.

M. Boumedienne a été élu président de la République algérienne le 10 décembre 1976, avec plus de 99 % des suffrages exprimés.

M. Boumedienne a été élu président de la République algérienne le 10 décembre 1976, avec plus de 99 % des suffrages exprimés.

M. Boumedienne a été élu président de la République algérienne le 10 décembre 1976, avec plus de 99 % des suffrages exprimés.

M. Boumedienne a été élu président de la République algérienne le 10 décembre 1

# PROCHE-ORIENT

## Les Palestiniens sous tutelle

(Suite de la première page.)

Une fillette, une trouille à la main, parle de son père qui vit à Gaza, de son oncle qui est à Gaza, de son oncle qui est à Gaza, de son oncle qui est à Gaza...

### Dix mille victimes ?

Selon M. Robert Pirov, directeur de l'UNRWA au Liban, trente mille réfugiés palestiniens ont été déplacés au cours de ces dix mille victimes ?

Le nombre des victimes - tués et blessés - parmi la population libanaise, palestiniens et libanais, est estimé à dix mille.

L'un d'eux explique que « les Palestiniens étaient habitués à prendre des mesures de sécurité passive ».

Depuis le repli forcé par le plan de paix arabe, la plupart des combattants palestiniens sont regroupés avec leur armement dans le sud libanais.

Le retour de la Saïka

De front de terre et une partie du PLO, des troupes palestiniennes ont été envoyées à la Saïka.

Sur ces événements, et les résultats de l'opération, les dirigeants du PLO ont tenu une conférence.

Le représentant des Pays-Bas, M. van der Stoep, a déclaré que le PLO n'est pas un mouvement révolutionnaire.

Le représentant des Pays-Bas, M. van der Stoep, a déclaré que le PLO n'est pas un mouvement révolutionnaire.

Le représentant des Pays-Bas, M. van der Stoep, a déclaré que le PLO n'est pas un mouvement révolutionnaire.

frontalière, en grande partie contrôlée par les forces libanaises (policiers conservateurs) allées avec les milices libanaises.

Le retour de la Saïka

De front de terre et une partie du PLO, des troupes palestiniennes ont été envoyées à la Saïka.

Sur ces événements, et les résultats de l'opération, les dirigeants du PLO ont tenu une conférence.

Le représentant des Pays-Bas, M. van der Stoep, a déclaré que le PLO n'est pas un mouvement révolutionnaire.

Le représentant des Pays-Bas, M. van der Stoep, a déclaré que le PLO n'est pas un mouvement révolutionnaire.

## Chili

### LE GOUVERNEMENT LIBRE SEPT PERSONNALITÉS DE LA GAUCHE

Santiago (A.F.P., A.P., Reuters). Le gouvernement chilien a nommé sept personnalités importantes de la gauche à des postes clés.

Les autres bénéficiaires de la mesure sont : M. Alfredo Jorjani, secrétaire général du mouvement de la gauche révolutionnaire (M.G.R.), M. Carlos Barrios Bruti, ancien ministre des Finances.

Le ministre de la Justice, M. Carlos Barrios Bruti, ancien ministre des Finances.

Le ministre de la Justice, M. Carlos Barrios Bruti, ancien ministre des Finances.

Le ministre de la Justice, M. Carlos Barrios Bruti, ancien ministre des Finances.

Le ministre de la Justice, M. Carlos Barrios Bruti, ancien ministre des Finances.

## Brésil

### Pas de censure pour les « élites »

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. Le régime militaire a toujours affirmé que le « chaos » et la « corruption » sévissent sous le gouvernement de João Goulart.

Le régime militaire a toujours affirmé que le « chaos » et la « corruption » sévissent sous le gouvernement de João Goulart.

Le régime militaire a toujours affirmé que le « chaos » et la « corruption » sévissent sous le gouvernement de João Goulart.

Le régime militaire a toujours affirmé que le « chaos » et la « corruption » sévissent sous le gouvernement de João Goulart.

Le régime militaire a toujours affirmé que le « chaos » et la « corruption » sévissent sous le gouvernement de João Goulart.

## AMÉRIQUES

### FRANCOPHONIE

IDENTITÉ CULTURELLE ET SUCCÈS POLITIQUE

L'Association francophone d'Amérique du Nord (A.F.A.N.) a offert, vendredi 10 décembre, un colloque à l'Assemblée nationale du Québec.

L'Association francophone d'Amérique du Nord (A.F.A.N.) a offert, vendredi 10 décembre, un colloque à l'Assemblée nationale du Québec.

L'Association francophone d'Amérique du Nord (A.F.A.N.) a offert, vendredi 10 décembre, un colloque à l'Assemblée nationale du Québec.

L'Association francophone d'Amérique du Nord (A.F.A.N.) a offert, vendredi 10 décembre, un colloque à l'Assemblée nationale du Québec.

L'Association francophone d'Amérique du Nord (A.F.A.N.) a offert, vendredi 10 décembre, un colloque à l'Assemblée nationale du Québec.

## CORRESPONDANCE

### LA FRANCE ET L'AUTODÉTERMINATION DES PALESTINIENS

M. Gérard Huet, directeur des Nouvelles Calédoniennes, nous écrit :

Le représentant des Pays-Bas, M. van der Stoep, a déclaré que le PLO n'est pas un mouvement révolutionnaire.

Le représentant des Pays-Bas, M. van der Stoep, a déclaré que le PLO n'est pas un mouvement révolutionnaire.

Le représentant des Pays-Bas, M. van der Stoep, a déclaré que le PLO n'est pas un mouvement révolutionnaire.

Le représentant des Pays-Bas, M. van der Stoep, a déclaré que le PLO n'est pas un mouvement révolutionnaire.

Le représentant des Pays-Bas, M. van der Stoep, a déclaré que le PLO n'est pas un mouvement révolutionnaire.

Le représentant des Pays-Bas, M. van der Stoep, a déclaré que le PLO n'est pas un mouvement révolutionnaire.

Le représentant des Pays-Bas, M. van der Stoep, a déclaré que le PLO n'est pas un mouvement révolutionnaire.

Le représentant des Pays-Bas, M. van der Stoep, a déclaré que le PLO n'est pas un mouvement révolutionnaire.

## NATIONS UNIES

### Le projet ouest-allemand de résolution sur les prises d'otages a été graduellement vidé de sa substance

De notre correspondant

Nations unies (New-York). Les Nations unies ont adopté, le 10 décembre, une résolution sur les prises d'otages.

Les Nations unies ont adopté, le 10 décembre, une résolution sur les prises d'otages.

Les Nations unies ont adopté, le 10 décembre, une résolution sur les prises d'otages.

Les Nations unies ont adopté, le 10 décembre, une résolution sur les prises d'otages.

Les Nations unies ont adopté, le 10 décembre, une résolution sur les prises d'otages.

Les Nations unies ont adopté, le 10 décembre, une résolution sur les prises d'otages.

Les Nations unies ont adopté, le 10 décembre, une résolution sur les prises d'otages.

Les Nations unies ont adopté, le 10 décembre, une résolution sur les prises d'otages.

Les Nations unies ont adopté, le 10 décembre, une résolution sur les prises d'otages.

## OUTRE-MER

### L'ASSOCIATION DES CANAQUES EN FRANCE DÉNONCE LA REPRESSION GÉNÉRALISÉE SUR PAR LES MELANÉSIENS

De notre correspondant

Le représentant des Pays-Bas, M. van der Stoep, a déclaré que le PLO n'est pas un mouvement révolutionnaire.

Le représentant des Pays-Bas, M. van der Stoep, a déclaré que le PLO n'est pas un mouvement révolutionnaire.

Le représentant des Pays-Bas, M. van der Stoep, a déclaré que le PLO n'est pas un mouvement révolutionnaire.

Le représentant des Pays-Bas, M. van der Stoep, a déclaré que le PLO n'est pas un mouvement révolutionnaire.

Le représentant des Pays-Bas, M. van der Stoep, a déclaré que le PLO n'est pas un mouvement révolutionnaire.

Le représentant des Pays-Bas, M. van der Stoep, a déclaré que le PLO n'est pas un mouvement révolutionnaire.

Le représentant des Pays-Bas, M. van der Stoep, a déclaré que le PLO n'est pas un mouvement révolutionnaire.

Le représentant des Pays-Bas, M. van der Stoep, a déclaré que le PLO n'est pas un mouvement révolutionnaire.

Le représentant des Pays-Bas, M. van der Stoep, a déclaré que le PLO n'est pas un mouvement révolutionnaire.

## Égypte

### LE CAIRE NE RÉPOND PLUS

(De notre correspondant.)

Le Caire. - La capitale égyptienne a refusé de répondre à l'appel du ministre des Affaires étrangères.

Le Caire. - La capitale égyptienne a refusé de répondre à l'appel du ministre des Affaires étrangères.

Le Caire. - La capitale égyptienne a refusé de répondre à l'appel du ministre des Affaires étrangères.

Le Caire. - La capitale égyptienne a refusé de répondre à l'appel du ministre des Affaires étrangères.

Le Caire. - La capitale égyptienne a refusé de répondre à l'appel du ministre des Affaires étrangères.

## ÉGYPTE

### LE CAIRE NE RÉPOND PLUS

(De notre correspondant.)

Le Caire. - La capitale égyptienne a refusé de répondre à l'appel du ministre des Affaires étrangères.

Le Caire. - La capitale égyptienne a refusé de répondre à l'appel du ministre des Affaires étrangères.

Le Caire. - La capitale égyptienne a refusé de répondre à l'appel du ministre des Affaires étrangères.

Le Caire. - La capitale égyptienne a refusé de répondre à l'appel du ministre des Affaires étrangères.

Le Caire. - La capitale égyptienne a refusé de répondre à l'appel du ministre des Affaires étrangères.

## ÉGYPTE

### LE CAIRE NE RÉPOND PLUS

(De notre correspondant.)

Le Caire. - La capitale égyptienne a refusé de répondre à l'appel du ministre des Affaires étrangères.

Le Caire. - La capitale égyptienne a refusé de répondre à l'appel du ministre des Affaires étrangères.

Le Caire. - La capitale égyptienne a refusé de répondre à l'appel du ministre des Affaires étrangères.

Le Caire. - La capitale égyptienne a refusé de répondre à l'appel du ministre des Affaires étrangères.

Le Caire. - La capitale égyptienne a refusé de répondre à l'appel du ministre des Affaires étrangères.

Le Caire. - La capitale égyptienne a refusé de répondre à l'appel du ministre des Affaires étrangères.

Le Caire. - La capitale égyptienne a refusé de répondre à l'appel du ministre des Affaires étrangères.

Le Caire. - La capitale égyptienne a refusé de répondre à l'appel du ministre des Affaires étrangères.

Le Caire. - La capitale égyptienne a refusé de répondre à l'appel du ministre des Affaires étrangères.

## ÉGYPTE

### LE CAIRE NE RÉPOND PLUS

(De notre correspondant.)

Le Caire. - La capitale égyptienne a refusé de répondre à l'appel du ministre des Affaires étrangères.

Le Caire. - La capitale égyptienne a refusé de répondre à l'appel du ministre des Affaires étrangères.

Le Caire. - La capitale égyptienne a refusé de répondre à l'appel du ministre des Affaires étrangères.

Le Caire. - La capitale égyptienne a refusé de répondre à l'appel du ministre des Affaires étrangères.

Le Caire. - La capitale égyptienne a refusé de répondre à l'appel du ministre des Affaires étrangères.



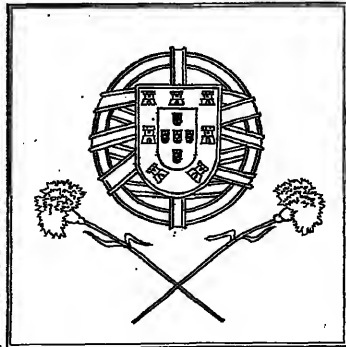




# PORTUGAL

Changent les temps et change l'espérance  
L'être change et change la confiance...

LUIS DE CAMOENS (Rimes)



Deutscher de R. Richard D.

ENDANT des mois, le Portugal a occupé presque quotidiennement la « une » des grands journaux. Non contents de nous enlever un dictateur incapable de se dégager du poids de la guerre africaine, la révolution du 25 avril 1974 avait libéré des courants idéologiques aussi nombreux que contradictoires, dont aucun n'avait le poids de la démocratie. Les revirements spectaculaires, coups de bâton, les mini-coups d'État, se succédaient dans une atmosphère enfiévrée, zébrée par des grèves, des défilés, des marches incessantes, par des occupations de terres, des prises de maisons particulières, des journaux ou de chaînes de radio. L'évolution de la situation était d'autant plus difficile à interpréter que la détermination des combattants valait d'égalie que leur volonté d'éviter les retournements de veste. Qu'ils y soient parvenus dans l'ensemble, que les mille et un aspects de la révolution portugaise n'aient que quelques mois, la plupart par accident, prouve la maturité d'un peuple dont on n'aurait pas pu craindre que, pour lui-même pour tant d'années, la libération ne soit l'occasion d'une explosion de violence. Il est plus remarquable encore, peut-être, après un demi-siècle de pouvoir autoritaire, succéder lui-même à une période de libération profonde, ce pays où les structures sociales restaient en beaucoup d'endroits de pure quasi féodalité, et où l'on comptait près de 40 % d'analphabètes, au moment de la chute de la monarchie. Ce n'est pas sans raison que le régime légué par le « docteur » Salazar

à M. Marcelino Caetano. A la différence de ce qui s'est passé en tant d'endroits, et en dépit des justifications qu'il aurait pu trouver dans le sous-développement de la nation, il n'est pas, en effet, resté à la tentation de substituer une dictature à une autre. Il n'est resté par leurs actes la sincérité de l'attachement à la liberté qui imprégnait leurs proclamations, et il n'est fait en sorte que le peuple souverain soit mis en mesure de choisir lui-même ses gouvernants.

Il n'y a pas eu de violence sans peine. Ils avaient, il faut bien le dire, tous la difficulté en laissant coexister non certes deux pouvoirs, mais deux sources de pouvoir, deux légitimités : la leur propre, d'essence révolutionnaire, et celle qui allait se dégager des urnes à la faveur des consultations électorales et, pour commencer, du scrutin qui, un an pour l'instant, a été l'occasion d'un vote à la Constitution. Avec une confiance un peu naïve en l'homme et en leur propre jugement, ils avaient tenu pour un postulat l'inévitable convergence des aspirations de ces deux légitimités. Dans ce cas, pourtant, la légitimité poussait à de profondes transformations sociales et économiques, dans l'autre à la limitation du rythme et de l'ampleur de ces transformations.

Si, comme beaucoup d'observateurs l'ont cru à l'étranger, et notamment en France, le Mouvement des forces armées avait été dominé par le parti communiste, plus préoccupé de rééditer octobre 1917 que de se plier aux impératifs de la démocratie formelle, les élections n'auraient pas eu lieu. Une fois de plus, l'espérance d'une conciliation de socia-

lisme et de la liberté aurait sombré corps et biens. C'est l'honneur de la majorité du Conseil de la révolution que de s'être tenue aux promesses faites au peuple.

Mais il y a fallu, aussi, le mélange de fermeté sur le fond et de souplesse tactique dont a fait preuve M. Mario Soares à la tête du parti socialiste. Il y a fallu, aussi, les impératifs des communistes. Ceux-ci ont provoqué un véritable phénomène de rejet de la part de la population. Elle les avait fêtés quelques mois plus tôt, mais elle en avait vite deviné leurs méthodes autoritaires, à rejeter sur eux la responsabilité des excès des gauchistes.

Des mois de révolution permanente n'avaient pas seulement engendré une confusion dont on pouvait prévoir qu'un jour la masse des Portugais se lassait. Il en était résulté une véritable paralysie de l'économie, aggravée par une inflation galopante, par la cessation de tout investissement, par l'écrou des capitaux, et même des cerveaux. Un coup d'arrêt était inévitable. Longtemps, on a pu craindre qu'il ne prît la forme d'un prêche de droite ou d'extrême gauche : Santiago en Espagne. Mais le Portugal a su échapper à tous ces écueils et persévérer dans la voie démocratique.

La Constitution votée par l'Assemblée constituante est entrée en vigueur. Un président de la République, le général Eanes, et un Parlement ont été élus régulièrement. Et si l'armée, hier maîtresse du jeu, est toujours présente par le Conseil de la révolution, si des remous continuent de l'agiter, périodiquement, elle a laissé se développer jusqu'à

présent sans intervenir l'expérience de gouvernement homogène dont M. Soares et le parti socialiste, bien que minoritaires à l'Assemblée nationale, ont pris la responsabilité. Pour le moment, les objectifs de la reconstruction économique, de la remise au travail du pays, l'emportent clairement sur les grands rêves politiques.

L'avenir sera dit si le peuple portugais parviendra à préserver l'essentiel des conquêtes de la révolution, au milieu d'une conjoncture économique qui n'est bonne nulle part et qui, dans son cas, est particulièrement difficile. La Communauté des Neuf, la France, si proches à tant d'égards, ne se pardonneraient pas, en tout cas, d'avoir, en quel que soit, ne serait-ce que par passivité ou égarement, contribué à l'échec d'une des rares expériences de restauration des libertés enregistrées à l'époque contemporaine, alors que son succès ne manquerait pas d'avoir le plus heureux effet sur l'évolution de l'Europe méditerranéenne.

ANDRÉ FONTAINE.



Deutscher de R. Richard D.

## L'Europe a quelques raisons

Que peut le nous aider », nous déclare M. Mario Soares

PREMIER ministre depuis juillet d'un gouvernement socialiste homogène qui entend mener les nouvelles institutions portugaises, solder les comptes de la révolution et restaurer l'économie, M. Mario Soares n'a évidemment pas la tâche facile. Certains lui reprochent de ne rien faire depuis qu'il est au pouvoir, et d'être un président à chaîne perpétuelle. Optimisme national ou nécessité de se conforter ? Il donne l'im-

pression de minimiser les difficultés, d'être agacé par ceux dont l'analyse diffère de la sienne. « À la fin de l'entretien qu'il nous a accordé à la résidence officielle des premiers ministres à Lisbonne, il nous dira : « Je profite de l'occasion pour saluer la France que j'aime. J'y ai vécu en exil et je ne sens qu'un peu étranger. Je salue les Portugais qui travaillent en France. Je salue le Monde, que nous aimons, malgré nos désaccords

sur notre expérience révolutionnaire. » Manifestement, ces désaccords lui font chagrin.

La conversation a commencé par l'actualité la plus immédiate : les élections locales du 12 décembre. Elles ne sont pas de nature à mettre en péril le gouvernement : elles devraient même apporter quelques indications sur l'état présent de l'opinion.

■ Que représentent les élections du 12 décembre dans la mise en place de la démocratie portugaise ? C'est attend le gouvernement ?

Il parait par ce scrutin. Des valeurs politiques, des pressions, nous ont empêchées de le faire. Jusqu'à présent, les municipalités sont dirigées par des hommes qui ont été désignés après le 25 avril 1974. Et jusqu'à présent, de ce fait, l'influence des communistes et des groupes de gauche y est importante. Dans ce scrutin, le P.C. ne se

type plutôt présidentiel ? Est-il plutôt parlementaire ? Et quel est le rôle, parmi les institutions, du Conseil de la révolution ?

— Nous sommes à mi-chemin du régime présidentiel et du régime parlementaire. Le chef de l'État a moins de pouvoir qu'en France. D'ailleurs il ne préside pas le conseil des ministres. Il y a séparation des pouvoirs entre le président et le gouvernement. Le premier ministre est responsable devant le président et devant l'Assemblée. Nous sommes en train d'établir la pratique constitutionnelle. Entre le président et moi, la confiance est totale, ce qui fait que tout va bien. Les ministres doivent s'expliquer devant l'Assemblée. Nous créons actuellement notre politique de rapports d'interdépendance.

■ Le Conseil de la révolution, lui, est un organisme de transition (pour quatre ans). Son existence est justifiée par l'évolution depuis le 25 avril. Il représente l'esprit des capitaines. Il conseille le président de la République pour garantir la constitutionnalité de la loi et la fidélité à l'impôt du 25 avril. Il a compétence pour les affaires militaires et civiles, et ce n'est pas tout. Jusqu'à présent, il n'y a pas eu de difficulté.

■ Il a été fait état, récemment, de remous au sein du parti socialiste. M. Lopes Cardoso a donné sa démission au gouvernement. Quelle importance attribuez-vous à celles-ci ? S'agit-il d'oppositions fondamentales ?

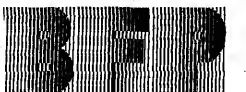
— Je ne pense pas qu'il y ait de grandes difficultés. Dans la presse portugaise, il n'y a pas eu tellement de commentaires sur ces problèmes, qui ont trouvé de la résonance dans le Monde. M. Lopes Cardoso a perdu sa position d'opinion dans le parti parce qu'il a voulu se présenter sur aucune des deux listes. Nous avons eu des problèmes avec quelques camarades de la commission de travail de la ville de Lisbonne. On a écrit qu'il y avait tension avec la base des syndicats ou du parti. Ces problèmes n'ont pas joué dans la campagne électorale qui s'achève. Tout le monde a compris que des divisions et d'éventuelles scissions seraient surtout à droite. Même les communistes ont compris cela. Il n'en est rien.

■ Aux yeux de certains, l'équation « social-démocrate » est la seule possible. Vous-même parlez d'« état-major ». Est-ce à dire que votre politique est social-démocrate ?

— Le terme de social-démocrate n'est pas péjoratif. Mais nous, nous avons toujours dit que nous sommes « socialistes démocrates » et non « social-démocrates », et pour des raisons essentielles. Cette étiquette de « social-démocrate » a été reprise, et nous avons eu des problèmes de ce fait. D'ailleurs, il n'y a pas de place à l'internationalisme socialiste.

Propos recueillis par BERNARD FERRON.

(Lire la suite p. 8.)



banque franco-portugaise

CORRESPONDANT DES PLUS GRANDES BANQUES PORTUGAISES

met à votre disposition :

- Des services bancaires rapides et spécialisés
- Un département international ayant des possibilités d'intervention dans tous les grands centres commerciaux du monde — plus particulièrement en AMÉRIQUE DU NORD et en AMÉRIQUE DU SUD ainsi qu'en AFRIQUE AUSTRALE.

22 AGENCES EN FRANCE

BANQUE FRANCO-PORTUGAISE : 8, rue du Helder 75009-Paris  
Tél. : 523.30.40

librairie portugaise et brésilienne

Livres, revues, documents, photos, cartes, audio-vidéo. Les revues, brochures et documents du Portugal et du Brésil, ainsi que du Chili, Argentine, Uruguay et Espagne. 23, rue Gay-Lussac, Paris 6 (13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1046-1047-1048-1049-1050-1051-1052-1053-1054-1055-1056-1057-1058-1059-1060-1061-1062-1063-1064-1065-1066-1067-1068-1069-1070-1071-1072-1073-1074-1075-1076-1077-1078-1079-1080-1081-1082-1083-1084-1085-1086-1087-1088-1089-1090-1091-1092-1093-1094-1095-1096-1097-1098-1099-1100-1101-1102-1103-1104-1105-1106-1107-1108-1109-1110-1111-1112-1113-1114-1115-1116-1117-1118-1119-1120-1121-1122-1123-1124-1125-1126-1127-1128-1129-1130-1131-1132-1133-1134-1135-1136-1137-1138-1139-1140-1141-1142-1143-1144-1145-1146-1147-1148-1149-1150-1151-1152-1153-1154-1155-1156-1157-1158-1159-1160-1161-1162-1163-1164-1165-1166-1167-1168-1169-1170-1171-1172-1173-1174-1175-1176-1177-1178-1179-1180-1181-1182-1183-1184-1185-1186-1187-1188-1189-1190-1191-1192-1193-1194-1195-1196-1197-1198-1199-1200-1201-1202-1203-1204-1205-1206-1207-1208-1209-1210-1211-1212-1213-1214-1215-1216-1217-1218-1219-1220-1221-1222-1223-1224-1225-1226-1227-1228-1229-1230-1231-1232-1233-1234-1235-1236-1237-1238-1239-1240-1241-1242-1243-1244-1245-1246-1247-1248-1249-1250-1251-1252-1253-1254-1255-1256-1257-1258-1259-1260-1261-1262-1263-1264-1265-1266-1267-1268-1269-1270-1271-1272-1273-1274-1275-1276-1277-1278-1279-1280-1281-1282-1283-1284-1285-1286-1287-1288-1289-1290-1291-1292-1293-1294-1295-1296-1297-1298-1299-1300-1301-1302-1303-1304-1305-1306-1307-1308-1309-1310-1311-1312-1313-1314-1315-1316-1317-1318-1319-1320-1321-1322-1323-1324-1325-1326-1327-1328-1329-1330-1331-1332-1333-1334-1335-1336-1337-1338-1339-1340-1341-1342-1343-1344-1345-1346-1347-1348-1349-1350-1351-1352-1353-1354-1355-1356-1357-1358-1359-1360-1361-1362-1363-1364-1365-1366-1367-1368-1369-1370-1371-1372-1373-1374-1375-1376-1377-1378-1379-1380-1381-1382-1383-1384-1385-1386-1387-1388-1389-1390-1391-1392-1393-1394-1395-1396-1397-1398-1399-1400-1401-1402-1403-1404-1405-1406-1407-1408-1409-1410-1411-1412-1413-1414-1415-1416-1417-1418-1419-1420-1421-1422-1423-1424-1425-1426-1427-1428-1429-1430-1431-1432-1433-1434-1435-1436-1437-1438-1439-1440-1441-1442-1443-1444-1445-1446-1447-1448-1449-1450-1451-1452-1453-1454-1455-1456-1457-1458-1459-1460-1461-1462-1463-1464-1465-1466-1467-1468-1469-1470-1471-1472-1473-1474-1475-1476-1477-1478-1479-1480-1481-1482-1483-1484-1485-1486-1487-1488-1489-1490-1491-1492-1493-1494-1495-1496-1497-1498-1499-1500-1501-1502-1503-1504-1505-1506-1507-1508-1509-1510-1511-1512-1513-1514-1515-1516-1517-1518-1519-1520-1521-1522-1523-1524-1525-1526-1527-1528-1529-1530-1531-1532-1533-1534-1535-1536-1537-1538-1539-1540-1541-1542-1543-1544-1545-1546-1547-1548-1549-1550-1551-1552-1553-1554-1555-1556-1557-1558-1559-1560-1561-1562-1563-1564-1565-1566-1567-1568-1569-1570-1571-1572-1573-1574-1575-1576-1577-1578-1579-1580-1581-1582-1583-1584-1585-1586-1587-1588-1589-1590-1591-1592-1593-1594-1595-1596-1597-1598-1599-1600-1601-1602-1603-1604-1605-1606-1607-1608-1609-1610-1611-1612-1613-1614-1615-1616-1617-1618-1619-1620-1621-1622-1623-1624-1625-1626-1627-1628-1629-1630-1631-1632-1633-1634-1635-1636-1637-1638-1639-1640-1641-1642-1643-1644-1645-1646-1647-1648-1649-1650-1651-1652-1653-1654-1655-1656-1657-1658-1659-1660-1661-1662-1663-1664-1665-1666-1667-1668-1669-1670-1671-1672-1673-1674-1675-1676-1677-1678-1679-1680-1681-1682-1683-1684-1685-1686-1687-1688-1689-1690-1691-1692-1693-1694-1695-1696-1697-1698-1699-1700-1701-1702-1703-1704-1705-1706-1707-1708-1709-1710-1711-1712-1713-1714-1715-1716-1717-1718-1719-1720-1721-1722-1723-1724-1725-1726-1727-1728-1729-1730-1731-1732-1733-1734-1735-1736-1737-1738-1739-1740-1741-1742-1743-1744-1745-1746-1747-1748-1749-1750-1751-1752-1753-1754-1755-1756-1757-1758-1759-1760-1761-1762-1763-1764-1765-1766-1767-1768-1769-1770-1771-1772-1773-1774-1775-1776-1777-1778-1779-1780-1781-1782-1783-1784-1785-1786-1787-1788-1789-1790-1791-1792-1793-1794-1795-1796-1797-1798-1799-1800-1801-1802-1803-1804-1805-1806-1807-1808-1809-1810-1811-1812-1813-1



POLITIQUE

# Sans socialisme, pas de liberté

par ERNESTO MELO ANTUNES

L'ACTE révolutionnaire déclenché par le Mouvement des forces armées le 25 avril 1974 — immédiatement suivi par un mouvement de masse unique dans notre histoire — a provoqué la chute du fascisme au Portugal. D'un jour à l'autre, les principaux supports de l'ancien régime ont été détruits, ou fortement ébranlés : la police politique, plusieurs organisations fascistes, l'essentiel de la hiérarchie militaire traditionnelle, le parti unique (l'Action nationale populaire). En même temps, l'Etat a été débarrassé de ses dévotionnels, les institutions qui l'ont soutenu pendant des décennies étaient ébranlées, pratiquement sans aucune résistance.

Une nouvelle période commençait. Au début, tout, ou presque, restait à faire. Le M.F.A. surgissait avec un programme qui, dès la première heure, recevait une adhésion presque unanime. Il s'agissait de proposer au Portugal — à la place d'un régime qui avait fait ses preuves et suscité la haine de la majeure partie de la population — un nouveau système politique adoptant d'emblée un ensemble de valeurs indiscutables en Europe occidentale depuis la révolution française : les libertés formelles.

On remettait à plus tard l'organisation du pouvoir politique de l'Etat — question qui devait être résolue par une Assemblée constituante élue au suffrage universel. Le programme acquiesçait aussi, implicitement, une solution anti-capitaliste au sous-développement et à la crise économique caractéristique de la société portugaise. Enfin, était affirmée la nécessité inéluctable d'une « solution politique » pour la guerre coloniale, cette plaie profonde ouverte trente années auparavant.

Tels ont été les éléments fondamentaux de la « charte » qui devait orienter la vie politique portugaise jusqu'à l'approbation de la Constitution, en 1976. Pendant deux années, on a assisté à un mouvement politique et social extrêmement complexe et profond. La rupture subite avec le passé avait trouvé une adhésion presque totale. La classe ouvrière démocratique, d'un seul coup, qui se voyait dépossédée de sa capacité de revendication était grande.

Le paysan, notamment les paysans pauvres sans terres, mais aussi les petits et les moyens propriétaires ruraux, voyait arriver l'heure de sa libération par rapport à des structures féodales et rétrogrades. La bourgeoisie nationale, de son côté, pensait, au début, que le changement lui serait finalement favorable.

Ce n'est que plus tard, avec l'approfondissement et le développement du mouvement populaire et l'assouplissement de la lutte de classes, que les illusions néo-capitalistes se sont évanouies. Mais la petite bourgeoisie, elle, a accepté, à l'assaut, presque dans son ensemble, la révolution. Elle était ébranlée tout avec le pouvoir et les paysans pauvres, très sensible à la question coloniale. Le processus d'accumulation qui avait lieu au Portugal pendant des dizaines d'années aux dépens des colonies esclavagistes n'avait évidemment jamais

« D'EUX ans et demi après le 25 avril, qui continua à représenter cet événement pour votre formation ? » avons-nous demandé aux cinq partis représentés à l'Assemblée de la République : le P.S., le P.S.D. (parti social-démocrate, ex-P.P.D.), le Centre démocratique et social (C.D.S., conservateur), le P.C.P. et l'Union démocratique populaire (U.D.P., révolutionnaire). Tous nous ont répondu par écrit, sauf la formation de M. Mario Soares : le premier

ministre a formulé lui-même la réponse devant notre envoyé spécial Bernard Yveron à Lisbonne. Nous avions, pour des raisons pratiques évidentes, demandé aux partis de limiter la longueur de leur réponse. Le P.S.D. et le C.D.S. ne l'ont pas fait. Nous publions, néanmoins, l'essentiel de leurs déclarations, qui nous paraissent exposer avec une grande clarté les positions respectives de ces deux formations.

Dans leurs réponses, tous les partis représentés à l'Assemblée de la République ont, le 25 avril — les partis s'inspirent le plus à ceux trouvant des mots émus pour le 25 avril — le P.C.P. et le P.C.P., nous admettent qu'il y a eu, au cours du procès « des abus et des excès », pour reprendre la formulation du P.S.

On note, d'autre part, sauf en ce qui concerne l'U.D.P., une relative modération de ton dans les attaques que les diffé-

## Qu'advient-il

les fonctions, clairement définies, ne mettent pas en cause la priorité de la séparation des pouvoirs. Le Conseil de la révolution est un organe consultatif à la disposition du président de la République. Pour se prononcer sur la constitutionnalité des lois, il est assisté d'une commission constitutionnelle, qui fonctionne aussi comme tribunal constitutionnel d'appel.

Outre la démocratie politique, la Constitution vise, aussi, l'institutionnalisation d'une démocratie économique et sociale. Les obligations et les droits économiques sociaux et culturels y sont énoncés avec une précision remarquable. Elle contient la contenu

des droits, des libertés et des garanties formelles. Les droits et les obligations de caractère économique, social et culturel viennent — ce n'est pas un hasard — au titre II, c'est-à-dire immédiatement à la suite de l'énoncé des libertés et des garanties en général. Il s'agit en somme de reconnaître que les libertés n'ont de valeur que dans un système où le droit d'associer concrètement ces libertés est reconnu. Autrement dit, il s'agit de constater qu'il n'y a pas de liberté abstraite, que la liberté n'a aucune signification en dehors d'un système organisé de libertés concrètes.

L'homme — est la condition libérée elle-même. En d'autres termes, sans socialisme, il n'y a pas de liberté. La construction socialiste et l'institution d'un droit démocratique ne se font donc pas être dissociées de projet constitutionnel. Pas qu'on ne veut dissocier la formation des structures politiques d'un modèle anti-capitaliste l'organisation plus réaliste, société politique.

Les libertés formelles n'ont pas de valeur. Malgré cela, dans l'histoire à l'ère que revêt leur pratique de construction de sociétés où les libertés n'ont pas, ne p. pas, avoir une assistance inébranlable — sans à construire véritable libération. Sans textes de garanties et de concrètes, la liberté est un C'est pourquoi, dans le P. d'aujourd'hui, défend la « craie », c'est défendre la progression vers le socialisme, à-dire défendre la Constitution.

Défendre la Constitution par la même, la démocratie politique, économique et sociale, c'est défendre la libération toutes les forces progressistes du Portugal. C'est lutter, l'ensemble, pour apporter contribution importante aux des travailleurs et des part. de la société, qui, un peu part. Europe, cherchent à provoquer changements politiques.

### Défendre la Constitution

La deuxième partie de la Constitution est consacrée à l'organisation économique. Elle met en évidence le rôle du plan dans la « construction d'une économie socialiste ».

Démocratie politique et démocratie économique et sociale sont donc les deux grands axes par rapport auxquels se développe la construction d'une économie socialiste.

Malgré les contradictions qui ont marqué l'élaboration de la Constitution, celle-ci constitue un projet politique dominant ? Je le crois. Ce projet, que j'ai déjà qualifié de « constitutionnel », est d'ailleurs indiqué fermement dès le début de la Constitution : les arti-

cles 1 et 2 disposent : « La Portugal est une République souveraine (...) engagée dans sa propre transformation en société sans classes » (art. premier). « La République portugaise est un Etat démocratique (...) ayant l'objectif d'assurer la transition vers le socialisme à travers la libération des conditions nécessaires à l'exercice démocratique du pouvoir par les travailleurs » (art. 2).

La transition vers le socialisme : tel est le projet politique de la Constitution du Portugal. La philosophie qui lui est sous-jacente est le socialisme, le mode d'organisation de la société visant la fin de l'exploitation de l'homme par

(PUBLI-CITE)

## PRODUCTION PORTUGAISE DE PATES, PAPIERS ET EMBALLAGES

(SECTEUR NATIONALISÉ)

## PORTUCEL - Empresa de Celulose e Papel de Portugal, E.P.

Cette entreprise publique est le résultat de la fusion des entreprises suivantes :

- COMPANHIA PORTUGUESA DE CELULOSE, Cacia Pâte à papier de résineux au sulfate blanche au biotype de chlore ;
- Pâte à papier de feuillus (eucalyptus) au sulfate blanche au biotype de chlore ;
- Pâte à papier demi blanche de résineux et feuillus ;
- Pâte kraft (emballages et fluting) ;
- SUEZ, SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DE CELLULOSE, Scharf Pâte à papier de résineux au sulfate blanche au biotype de chlore ;
- Pâte à papier de feuillus (eucalyptus) au sulfate blanche au biotype de chlore ;

- sulfate blanche au biotype de chlore ;
- Papier kraft ;
- Carton ondulé ;
- CELULO - CELULOSE DO TEJO, Renda Pâte à papier (écrite) de résineux ;
- Pâte à papier (écrite) de feuillus (eucalyptus) ;
- CELMOITE - CELULOSE DO MONTE, Viana Kraftliner ;
- CELULOSE DO GUADRAMA Carton ondulé ;
- Les entreprises mentionnées ci-dessus ont donné lieu aux Centres de Production suivants :
- CENTRE DE PRODUCTION SCHARF
- CENTRE DE PRODUCTION GUADRAMA
- CENTRE DE PRODUCTION VIANA
- CENTRE DE PRODUCTION GUADRAMA

La production de Portucel en pâtes marchandes sera la suivante :

— Pâte écrite de pin et d'eucalyptus	12 000 t/an
— » semi-blanchie de pin	12 500 »
— » blanche de pin	14 000 »
— » semi-blanchie d'eucalyptus	15 500 »
— » blanche d'eucalyptus	132 000 »
— Papiers (kraftliner, sacs, fluting)	55 000 »
— » linerboard	136 000 »
— Carton ondulé	107 000 000 m <sup>2</sup> /an

Les agrandissements qui sont en cours en ce moment aux Centres de Production de Cacia et Scharf permettront d'augmenter la production de Portucel de 200 000 t/an de pâtes blanches d'eucalyptus.

Les forêts portugaises de pin et d'eucalyptus « globales », dont la croissance annuelle est rapide, donnent au Portugal la possibilité de se

présenter comme un producteur sûr de pâtes et papiers.

La pâte d'eucalyptus blanche a une résistance et une qualité remarquables. Elle peut être soumise à un travail de machine, avec des coûts de séchage réduits et produit d'excellents papiers fins de tous types.

Depuis près d'un siècle, présente au Portugal...

## L'ASSURANCE FRANÇAISE

Offre aux entreprises comme aux particuliers

Une capacité de couverture de risques  
Une expérience technique  
Une tradition de confiance

GRUPE DES ASSURANCES NATIONALES

gan



LA PRESERVATRICE

SOCIEDADE PORTUGUESA DE SEGUROS - groupe des Assurances Générales de France

AGF



L'UNION DES ASSURANCES DE PARIS

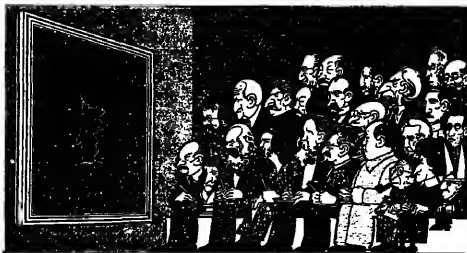
هكذا للأهل

# 'advient du 25 avril ?

Informations représentées au Parlement lancent des vœux contre les autres.

Le rôle de la Constitution dans la consolidation de la démocratie portugaise... tel était, d'autre part, le thème de réflexion que nous avions proposé au commandant Ernesto Melo Antunes, ancien président de la commission constitutionnelle, ancien ministre de l'Etat des deuxième et troisième gouvernements provisoires, et ancien ministre des affaires étrangères des quatrième et cinquième gouvernements provisoires. M. Melo Antunes

a joué un rôle capital au cours de l'été chaud de 1975 en prenant l'initiative, avec d'autres officiers conseillers de la révolution qui allaient former avec lui le « groupe des Neuf », de publier un document dénonçant l'emballage du processus révolutionnaire et proposant de revenir à des solutions plus conformes à la ligne originale du programme du Mouvement des forces armées, dont il avait été l'un des principaux rédacteurs. Il demeure un membre influent de l'actuel Conseil de la révolution. — J.P.C.



(Dessin de José Abel Martins.)

## Deux ans et demi après

### S. : une libération.

Pour le parti socialiste, le 25 avril est une libération dans une libération. Dans une libération du mal, car le Portugal était dirigé par des despotes. Vous nous considérez comme occupés. La révolution a commis des erreurs et des exactions, mais elle a été fondamentalement pacifique et constructive. Les structures profondes du pays. Les acquis ne sont pas immenses, du point de vue politique, elle a apporté la démocratie et la liberté, du point de vue social, les rapports avec le monde du travail ont été transformés. Le 25 avril a apporté l'autogestion et le contrôle de gestion par les ouvriers. Il nous a apporté la réforme électorale. Les politiques sociales, la nationalisation de l'énergie, les grands monopoles, qui ne nous ont pas libérés, mais qui nous ont libérés encore une fois.

Ces acquis, le P.S. s'engage à les respecter intégralement, en maintenant la démocratie politique et en donnant à notre peuple l'efficacité qui permettra de transformer le Portugal en un pays développé.

MARIO SOARES  
Secrétaire général du parti socialiste.

### S.D. : face au Portugal éternel.

Pour le parti social-démocrate (ex-Porto populaire démocratique, P.P.D.), le 25 avril est une part, un coup d'Etat militaire et, d'autre part, un processus révolutionnaire de ce

sens, il représente un tournant aussi important que les quatre ou cinq autres moments décisifs de notre histoire.

Le 25 avril a restauré la démocratie. Elle sera définitivement restaurée avec les élections locales de ce 12 décembre 1976. Le 25 avril a également essuyé une aspiration socialiste et socialiste, multiforme, dominante. C'est ce que, d'abord, dans le texte d'une Constitution provisoire et ambiguë, mais aussi dans le développement d'un processus social qui a eu ses aspects positifs à côté de ses aspects négatifs. Le 25 avril a aussi mis fin à la guerre coloniale. La paix est toujours un bien, même si elle succède à une période d'existence de plusieurs Etats indépendants de l'ancien Portugal ne peut que nous réjouir. Enfin, il y a eu cette option universellement européenne du Portugal, seule tenue et seule compensation à une aventure impériale qui s'est achevée sans gloire.

Un nouveau Portugal s'est retrouvé tout nu, face à lui-même, avec ses qualités et ses défauts. Il doit repenser sur quatre piliers : la démocratie, les aspirations socialistes et socialisées, la décolonisation, l'option européenne.

Il y a aujourd'hui, dans ce pays, une fébrile expérience de participation, le rêve d'une démocratie totale. Justice a été rendue aux ouvriers et aux travailleurs, mais en sacrifiant les paysans — et cela coûte cher au pays — les cadres et les paysans. Le pouvoir des municipalités est aujourd'hui ren-

versé. C'était nécessaire. Il y a des expériences passionnantes portées par les municipalités — de démocratie à l'intérieur des entreprises. Il y a une réforme agraire. Il faut la faire. Mais elle présente un point délicat : insuffisance, corruption, paralysie de l'initiative privée.

Le 25 avril, cela a aussi été des aides et des vœux de tous ceux qui ont voulu configurer le pouvoir — et ce fait historique singulier gère la victoire du peuple et des forces révolutionnaires sur un communisme qui dominait déjà l'ensemble de l'appareil de l'Etat.

Le bilan a aussi son défilé. Un grand vide, tout d'abord : la révolution n'a pas été de culture digne de ce nom, après l'abolition de la censure préalable. Citons aussi la destruction de l'Université et de la machine administrative. Il y a encore le retour massif des réfugiés d'Afrique, qui engendre des tensions sociales graves et un chômage important. Notre époque intérieure est des plus folles, et nos traverses sont en outre vertigineuses.

Nous voici donc face au Portugal éternel, éternellement ambigu, qui éternellement sous les lois strictes d'une dictature bête et traditionnelle : inefficacité, mais imagination ; paresse malséculaire, mais esprit d'initiative — souvent anarchique ; ouverture sur l'extérieur, mais indiscipliné ; capacité de dialogue, mais intolérance ; esprit d'ouverture, mais absence de sens de l'organisation. C'est avec ce Portugal vrai — ce Portugal tout parti pour l'avenir —

les quatre horizons, et qui revient aujourd'hui vers l'Europe en fils prodigue, ouvert et ardent — qu'il faut que tout le monde apprenne à vivre.

La révolution a rétabli la personnalité historique du Portugal. Il ne faut pas lui imputer la responsabilité d'une crise intérieure, mais une décolonisation. Mais si faut quand même attirer l'attention sur quelques carences qu'elle devra surmonter pour vaincre. La dégradation économique est un fait. Jusqu'à présent, il n'y a pas de programme cohérent de redressement.

L'absence d'une politique sociale, l'absence de libertés syndicales ont empêché qu'une meilleure justice et la participation des entreprises soient de pair avec la production, la discipline et l'efficacité.

L'Etat de l'administration publique et des entreprises nationalisées est encore plus alarmant.

Enfin, la persistance de résistances fascistes cultivées par des forces antidémocratiques et la lessive démodée, mais toujours présente, chez certains militaires de se comporter comme une avant-garde, créent un climat d'instabilité psychologique. La démocratie doit combattre ces maux. Faut-il de quoi, la résolution de tout un peuple ne sera pas possible. Au Portugal, on a eu un cours accéléré de démocratie, avec tous les avantages et tous les inconvénients d'une telle situation. Il faut en profiter au plus vite. Il faut faire de la démocratie une pratique, un ensemble fonctionnel d'institutions, un mode de vie efficace, ordonné, pro-

ductif de richesses. Il faut en faire une habitude.

A.L. SOUSA FRANCO  
Vice-président du P.S.D.

### C.D.S. : le sens des responsabilités.

Le Centre démocratique et social (C.D.S.) est né trois mois après le 25 avril 1974. Sa création découlait du sens des responsabilités civiques et politiques d'une génération qui voulait participer, sur les bases du pluralisme chrétien et communiste, à la construction et à l'institutionnalisation de la société démocratique et pluraliste promise par la révolution. Les dirigeants du nouveau parti n'avaient pas une tradition de lutte politique. Comme la grande majorité de leurs concitoyens, ils attendaient la création de conditions propices à la liberté et à la justice.

Dans la société fermée et autoritaire qui était celle du Portugal depuis plus de quarante années, ces conditions ont été créées grâce à l'action originale et courageuse des militaires. Les objectifs étaient les suivants : démocratisation de l'Etat, mobilisation de la vie publique, décolonisation en Afrique.

Le C.D.S. a été fondé, et entièrement approuvé, par ses objectifs. Il voulait contribuer à leur accomplissement en occupant une position centrée sur l'équilibre politique. Les réalités de l'époque justifiaient cette perspective. Plusieurs parties de la population se trouvaient entre le centre-gauche et l'extrême gauche. D'autre part,

des organisations se manifestaient à droite et à l'extrême droite. La volonté du C.D.S. exprimée dans ses statuts était de rassembler tous ceux qui acceptaient un projet politique équilibré entre le centre-gauche et le centre-droit.

Mais les premiers mois du nouveau régime ont changé les données initiales de la révolution. Chacun porta aide à la droite du C.D.S. ont été interdits : la démocratisation de l'Etat se faisait donc de telle sorte que la gauche démocratique devenait le centre. L'administration centrale et locale, plusieurs moyens de communication sociale, les syndicats, toutes les forces étaient de plus en plus contrôlées par le parti communiste : la mobilisation de la vie publique se traduisait par un simple changement de patron, et le nouveau était aussi autoritaire et dogmatique que l'ancien.

Or, le chemin était ouvert pour le rétablissement des libertés, pour la subordination de l'Etat à la souveraineté populaire et pour la création de nouveaux Etats indépendants en Afrique. Mais le prix payé pour tout cela par le Portugal a été trop élevé : des centaines d'emplois arbitraires, des persécution personnelle et politique intolérables, l'arrestation de milliers de personnes, la destruction d'une économie déjà faible. L'équilibre social des ressources financières de l'Etat, etc.

(Lire la suite page 8.)

## Au Portugal c'est le bon moment.

C'est le bon moment !  
L'évolution est terminée.  
Le Portugal est « mûr » pour les affaires.  
Du classique vin de Porto jusqu'aux techniques modernes de construction navale.  
Que connaissez-vous du Portugal ?  
Les bouchons, les vêtements, les textiles, la cellulose, les engrais, les grues géantes, sa technique extraordinaire de construction civile, l'électronique, le papier, les porcelaines, les draps, les conserves, les vélos, les chaussures, le liège, l'orfèvrerie, etc.  
Un monde d'affaires pour vous. Nous sommes prêts à vous recevoir.

... Et nous avons 18 degrés d'hiver et du soleil à revendre.  
Des informations ?  
C'est très simple !  
Contactez le « Fundo de Fomento de Exportação » ou ses délégations partout dans le monde...



### FUNDO DE FOMENTO DE EXPORTAÇÃO

FRANCE : Office Commercial du Portugal  
135, boulevard Hausmann, Paris-8<sup>e</sup>, Tél. 359-95-64. Téléc. 660594  
PORTUGAL : Av. 5 de Outubro, 101 - LISBOA  
Tél. 760103 - 767410 - 767416 - 767516 - 767520 - 767573 - 769844 - 770023 - 777579  
Cable : Fundexport. Téléc. 16486 - 16498 FEXPOR—P





PORTUGAL

# DÉMOCRATIQUE: un aperçu

(PUBLICITÉ)

economique

Objectif de DEVELOPPER le pays à partir des modifications dans le domaine social, économique et des relations de travail. Un grand nombre de travailleurs pour un compte d'attente ont ainsi la possibilité de bénéficier du statut national, soit à 22,25 % le mois de 1976 et augmenté à 22,50 % en 1977. Les statistiques de la vieillesse et d'invalidité ont subi une augmentation de 106 %, car elles étaient à un niveau extrêmement bas. La sécurité sociale, d'un montant de 1.000.000 \$, fut créée. Les allocations familiales, d'un montant de 1.000.000 \$ par mois et par enfant, furent aussi créées. D'autres allocations, d'un montant de 1.000.000 \$ par mois et par enfant, furent aussi créées. D'autres allocations, d'un montant de 1.000.000 \$ par mois et par enfant, furent aussi créées.

## L'évolution politique du processus révolutionnaire

Après un premier contact, euphorique et ardent, avec la démocratie, le processus politique a évolué vers l'appropriation de l'activité individuelle et collective. Dans l'ensemble, la phase d'attente, marquée par l'attente, a été remplacée par l'attente. Les statistiques de la vieillesse et d'invalidité ont subi une augmentation de 106 %, car elles étaient à un niveau extrêmement bas. La sécurité sociale, d'un montant de 1.000.000 \$, fut créée. Les allocations familiales, d'un montant de 1.000.000 \$ par mois et par enfant, furent aussi créées. D'autres allocations, d'un montant de 1.000.000 \$ par mois et par enfant, furent aussi créées.

## Les élections

Malgré un climat de tension politique et les tentatives d'agression fasciste, le Portugal a vu se dérouler, le 25 avril, une élection présidentielle.

## Le gouvernement constitutionnel et le Portugal de 1976

Suivant la Constitution, le président de la République a nommé le premier ministre et le gouvernement.

## La situation économique

La situation économique du pays est en train de changer. Les statistiques de la vieillesse et d'invalidité ont subi une augmentation de 106 %, car elles étaient à un niveau extrêmement bas. La sécurité sociale, d'un montant de 1.000.000 \$, fut créée. Les allocations familiales, d'un montant de 1.000.000 \$ par mois et par enfant, furent aussi créées. D'autres allocations, d'un montant de 1.000.000 \$ par mois et par enfant, furent aussi créées.

## Le programme du gouvernement

Le programme du gouvernement est basé sur la Constitution. Les statistiques de la vieillesse et d'invalidité ont subi une augmentation de 106 %, car elles étaient à un niveau extrêmement bas. La sécurité sociale, d'un montant de 1.000.000 \$, fut créée. Les allocations familiales, d'un montant de 1.000.000 \$ par mois et par enfant, furent aussi créées. D'autres allocations, d'un montant de 1.000.000 \$ par mois et par enfant, furent aussi créées.

## La Constitution

En 1974-1975, le pouvoir politique reposa sur la légalité révolutionnaire. En avril 1976, la loi fondamentale fut adoptée. La Constitution, l'une des plus longues du monde, est un document politique qui définit les principes fondamentaux de la République portugaise.

## Les investissements étrangers

La Constitution, dans son article 81, encourage l'activité économique et les investissements directs et indirects étrangers.

## Le code des investissements étrangers

Publié en avril 1976, le code des investissements étrangers a pour but de promouvoir l'investissement étranger et de protéger les intérêts nationaux.

l'économie sur la voie d'un socialisme ou libéral, au cadre de l'état démocratique, est définie par le plan, prévu par la Constitution. Pour permettre à l'économie de fonctionner, le plan doit être défini de manière à ce qu'il soit compatible avec les objectifs de la Constitution.

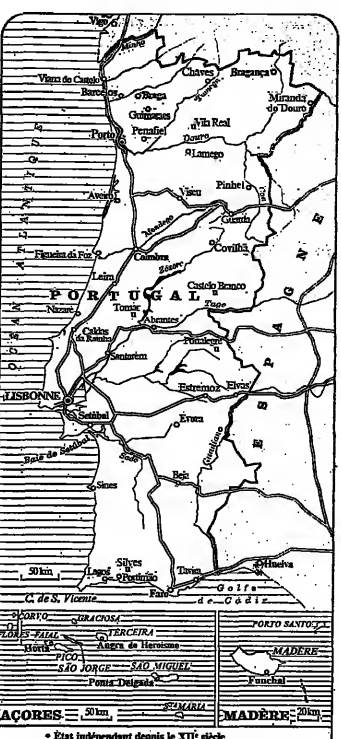
Le Portugal, outre la possibilité de développer et de dynamiser le secteur public, a besoin que le secteur privé, dans son ensemble, contribue à l'économie nationale, soit en créant des emplois, soit en augmentant la production.

## Les investissements étrangers

La Constitution, dans son article 81, encourage l'activité économique et les investissements directs et indirects étrangers.

## Le code des investissements étrangers

Publié en avril 1976, le code des investissements étrangers a pour but de promouvoir l'investissement étranger et de protéger les intérêts nationaux.



Indice du niveau de vie (données relatives au million de 1974)

Indicateur	Valeur
Médiane (pour 100 habitants)	122
Valeur de tourisme (pour 100 habitants)	180
Appareils radio (pour 100 habitants)	180
Téléphones (pour 100 habitants)	122

Les données relatives aux investissements directs étrangers (IDE) sont les suivantes :  
- IDE totaux : 789.100 (28%)  
- IDE secondaires : 768.700 (27,2%)  
- IDE tertiaires : 1.262.700 (44,7%)

## Le Plan

Selon l'article 82 de la Constitution, l'État a le droit de définir le plan national. Le plan national est un document qui définit les objectifs de la politique économique et sociale du pays.

## Le Portugal sur le chemin de l'avenir

En tenant son plan d'action, le gouvernement s'efforce de promouvoir le développement économique et social du pays. Les statistiques de la vieillesse et d'invalidité ont subi une augmentation de 106 %, car elles étaient à un niveau extrêmement bas.

Les données relatives aux investissements directs étrangers (IDE) sont les suivantes :  
- IDE totaux : 789.100 (28%)  
- IDE secondaires : 768.700 (27,2%)  
- IDE tertiaires : 1.262.700 (44,7%)

Le plan national est un document qui définit les objectifs de la politique économique et sociale du pays. Les statistiques de la vieillesse et d'invalidité ont subi une augmentation de 106 %, car elles étaient à un niveau extrêmement bas.

En tenant son plan d'action, le gouvernement s'efforce de promouvoir le développement économique et social du pays. Les statistiques de la vieillesse et d'invalidité ont subi une augmentation de 106 %, car elles étaient à un niveau extrêmement bas.



## POLITIQUE

## La réforme agraire divise le pays

La réforme agraire est l'un des aspects les plus controversés de la politique portugaise depuis le 25 avril 1974. Elle a réussi à diviser le pays. Elle est devenue le cheval de bataille des Portugais de droite, qui essaient de récupérer leurs privilèges. Elle est actuellement discutée au sein du gouvernement, contestée par bon nombre de députés, et mal aimée dans une grande partie du pays.

Un point, pourtant, est acquis : deux ans et demi après la chute du gouvernement de M. Carmona, les rapports de production dans la vaste plaine de l'Alentejo sont bouleversés. Plus d'un million d'hectares de terre, un quart de la surface cultivable du Portugal, ont été livrés à leurs propriétaires. Ils ont été démantelés, expropriés collectivement par les travailleurs organisés en coopératives ou en « unités collectives de production ». Et la récolte de 1976 a été l'une des meilleures des dernières années.

Le 1<sup>er</sup> sur la réforme agraire a été promulguée le 29 juillet 1975, sous le quinquagésime gouvernement provisoire présidé par le général Vasco Gonçalves. Elle avait déjà été discutée, cinq mois plus tôt, par le commandant José António, lors de la présentation de son « programme de politique économique et sociale », amendé par le ministre socialiste M. Lopes Cardozo, responsable de l'agriculture jusqu'en novembre dernier. Elle décidait notamment : l'expropriation de toutes les propriétés ayant un rendement supérieur à cinquante mille points (1) et de la totalité des terres irriguées, grâce à des investissements publics, soit, sur ce poste, 80 000 hectares ; l'ouverture d'un Institut de réorganisation agraire, chargé de promouvoir la création d'unités de production

dans les propriétés expropriées ; l'accès au sol par les propriétaires d'un « droit de réserve » ; une surface du terrain correspondant à un rendement de cinquante mille points. La loi remet à plus tard l'organisation des nouvelles structures de production, ainsi que la définition d'un statut juridique.

Dans toutes les régions où prévaut la réforme agraire — en gros entre les villes du Tage et la province de l'Algarve — les travailleurs n'ont pas attendu la promulgation de la loi pour passer à l'action. Mobilisés par le parti communiste, ils avaient déjà occupé les deux tiers de la surface expropriable et constitué plus de quatre cents unités collectives de production. Ils entendaient faire diriger par des « commissions de travailleurs » ou des « commissions de direction » dites par la base. En pratique, les syndicats pro-communistes ont pris le contrôle de l'affaire.

La réforme des grands propriétaires fonciers touchée par l'expropriation a été rapide. Mettant à profit des divergences au sein de la gauche portugaise, les socialistes ont organisé dans une véritable croisade anticommuniste. Un petit village, Rio de Mouro, — situé sur la principale route reliant Lisbonne à Porto, a donné l'exemple : un jour du mois de juillet 1975, des centaines de la capitale y ont été brûlées, et les sièges de partie de gauche, dont celui du P.C.P., ont été saisis. Très vite, d'autres actions similaires ont eu lieu dans le centre et la partie du pays. Une Confédération des agriculteurs du Portugal (CAP) a été créée pour combattre le « loi communiste » et faire valoir les droits de « agriculture exploitée ». Elle a bénéficié d'un appui considérable des petits et moyens propriétaires.

### Un pays coupé en deux

Pour ceux-ci, il est vrai, la révolution n'avait pas fait grand-chose. Ils attendaient une garantie des prix d'achat, une rationalisation des circuits commerciaux — toutes mesures qui seraient améliorées leurs revenus. Rien de tel n'a été fait. Les petits propriétaires ont plutôt vu leur situation se détériorer du fait de l'inflation.

En outre, ils étaient alarmés par les nouvelles mesures en provenance du Sud. De fausses décharges diluées par les journaux de droite décriaient des violences commises dans l'Alentejo.

Les paysans portugais n'avaient au milieu de 1975 qu'un droit commun : il ne comprendrait rien aux mesures prises à Lisbonne. Pour le reste, le pays était coupé en deux : les syndicats agricoles et CAP menaient les deux camps adverses au combat.

L'occupation des grands domaines, dans le Sud, avait effectivement provoqué quelques « bavures ». Mais leur nombre était demeuré limité : une centaine de « cas douteux », selon une enquête menée en janvier 1976 par un comité de la gauche, qui exploitait, le plupart du temps, des petits ou des moyens agriculteurs, du fait de la situation des terres avant d'être occupées en même temps que de grandes propriétés attenantes.

En réalité, il ne s'agissait d'un cas de répression des abus : la loi sur la réforme agraire elle-même était la cause des abus. La droite en exigeait la révision. Le Centre démocratique et social, récemment, en vain, proposé au Parlement de suspendre les expropriations. Il déposera, au début de l'année prochaine, un projet de loi sur la propriété rurale.

Des pressions sont exercées pour que les termes correspondant aux cinquante mille points « réservés » aux anciens propriétaires leur soient rapidement rendus. Presque un tiers de la surface actuellement expropriée collectivement résulterait, dans ces conditions, sans l'attribution.

Un demi-million d'hectares restent à exproprier aux termes de la loi. Le gouvernement, par la voix du ministre de l'Agriculture, M. Barreto, a annoncé, le 6 décembre, que les expropriations seraient poursuivies. Une loi politique est susceptible de résoudre les conflits les plus graves et de faire baisser le tension dans l'Alentejo.

Même de mille trois cents personnes ont été expropriées, appartenant aux deux camps, à moins de quatre cents familles. La plupart d'entre elles avaient des intérêts dans des secteurs plus rentables de l'économie. Elles ont été plus touchées par la nationalisation des banques que par les expropriations des terres. Mais la lutte contre ces dernières, qualifiée de « contre-révolution du sol », mobilise bien évidemment plus de gens, et de façon plus passionnée que la révolution du secteur bancaire.

### JOSÉ REBELO.

(1) Selon une étude du ministère de l'Agriculture, mille « points » correspondent à un rendement moyen d'un hectare de terre irriguée de 7 hectares de terre non irriguée. Dans le cas de terres arables fertiles, situées notamment dans la région du nord de Lisbonne, 50 000 points peuvent être attribués à un hectare. La même mesure correspond à plus de mille hectares de terre arable et des plus pauvres de l'intérieur du pays. La loi prévoit que 0,1 % de la surface cultivable, dans la limite de l'Alentejo, le pourcentage des terres arables approche souvent 20 % de la population agricole. Dans le nord du pays, ce pourcentage est inférieur à 10 %. À Vila-do-Cardoso, le pourcentage de la population exploitant des terres arables est de 80 et 60 %.

هنا من الأمل

Le 25 avril 1974 a entraîné deux grands changements de nature politique au Portugal : la décolonisation, et la démocratisation de la vie publique. La « révolution aux couleurs » a aussi été à l'origine de profondes transformations économiques et sociales. Trois d'entre elles sont, généralement, saluées par les partis de gauche comme les « grandes conquêtes de la révolution » : la réforme agraire, les nationalisations et le contrôle ouvrier. Les communistes réclament leur consolidation. Les socialistes au pouvoir se veulent leurs plus ardents défenseurs.

Hier, les « conquêtes de la révolution » étaient saluées par des foules en délire. Aujourd'hui, elles servent de baromètre à la vie politique portugaise : les alliances portées contre elles sont la mesure du glissement à droite du pays.

## « La gauche vaincra »

La blancheur des murs contrastait avec le vert de la plaine légèrement ondulée. Plus, c'était une quarantaine de kilomètres au sud-ouest de Séja, est le plus communiste de tous les villages communistes de l'Alentejo. Ici, les affiches et les inscriptions politiques sont rares. La propagande est inutile. Tout le monde semble savoir à quoi s'en tenir. Aux élections législatives du 25 avril dernier, sur 276 votes, le P.C.P. a recueilli 182 voix.

Dans le commune de Plas, il y avait dix-sept grandes propriétés. Elles ont toutes été occupées, puis expropriées. Aujourd'hui, 11 000 hectares de terres d'un seul tenant comptent « l'unité collective de production » : « La gauche vaincra ».

« La gauche vaincra », c'est 450 hectares de bled, 2 000 ha d'oliviers, 3 000 ha de céréales vertes, 520 ha de vignes et 28 ha d'aragons, de figuiers et d'amandiers. C'est aussi plus de quatre mille brebis. Deux mille vaches, un millier de bovins, des cochons. « La gauche vaincra » possède également et deux tracteurs, deux cer-

meuses, deux bœufiers, huit voitures de transport. C'est une des unités de production les plus riches de l'Alentejo.

« Contrairement à ce qui s'est passé dans beaucoup d'autres régions, ici, il n'y a pas eu la possibilité de passer tout ça en Espagne », précise un des cadres agricoles.

Il explique les différentes étapes de l'occupation des terres, achevée le 25 septembre 1975 : « D'abord, le syndicat de Séja a imposé des travailleurs aux propriétaires qui ne voulaient pas mettre en valeur leurs terres, ce que nous considérons comme un sabotage agricole. Puis nous avons constitué, dans chacune des propriétés, une commission de travailleurs qui, petit à petit, a assuré le contrôle de la production. » A la veille de l'occupation, les propriétaires ne maîtrisaient pratiquement plus les plades ici. Aujourd'hui, « La gauche vaincra » est en règle avec la loi. « Nous avons les papiers et tout », déclare avec un certain orgueil notre interlocuteur.

Les tâches sont réparties entre les membres du directoire. Il y a un responsable du bled, un responsable des machines, un responsable de l'organisation du travail, il y a tout cela écrit au bulletin secret. Tous se réunissent pas communément. « Ce qui nous intéresse, ce sont des gens disposés à travailler », déclare-t-on dans le

village. Pourtant, les décisions les plus importantes sont prises au siège du P.C.P. : une salle avec deux, trois ou quatre personnes. Les murs blancs et le chaume et au sol cimenté, avec, pour tout mobilier, une vieille table et quelques chaises. Deux portraits, l'un de Lénine, l'autre du « Che » Guevara, décorent la pièce.

On évoque l'époque difficile de la dictature. En 1964, les travailleurs ont déclenché une grève pour réclamer des salaires plus élevés. La réponse du gouvernement n'est pas fait attendre : le lendemain, la garde nationale républicaine emmenait soixante-dix villageois à la prison. Pendant des années, la lutte des habitants de Plas n'a pas cessé de braver le régime d'oppression d'autres travailleurs recrutés dans l'Alentejo au moment des moissons. Puis, les propriétaires ont commencé à acheter des machines. « Partout, on achetait des machines », déclare dans le village. « On a acheté des tracteurs pour les semailles », se rappelle un vieux militant.

A partir de 1960, beaucoup de villageois ont émigré vers la France et l'Allemagne, comme Manuel de Rosário, solide paysan d'une cinquantaine d'années, aujourd'hui député du parti communiste à l'Assemblée législative. Le village a alors perdu de sa combativité. Les agents locaux de la FIDE (les policiers politiques) ont un peu réussi à soulever les gens. Pour la population de Plas, la 25 avril, évidemment, est un grand jour.

« La gauche vaincra » donne du travail à quatre cent hommes. Le salaire, égal pour tous, est de 800 francs par mois. Les anciens propriétaires ne payaient que 15 francs par jour, et cela seulement pendant une partie de l'année. « Le reste du temps, on avait à peine de quoi manger ».

Plusieurs centaines de petits agriculteurs subsistent dans le village. Parmi eux, une cantinière se voit regroupée au sein d'une coopérative. « La gauche vaincra » a soutenu leur initiative, leur donnant 1 150 hectares de terres.

Pour court-circuiter les intermédiaires, on a créé une coopérative de consommation, qui alimente la presque totalité des six mille habitants de Plas. Centaines de petits commerçants ont compris qu'ils ne pourraient pas concurrencer l'exportation. Ils ont demandé à s'y associer. On les a acceptés. A présent, ce sont eux qui dirigent l'affaire. La recette quotidienne de la coopérative dépasse 6 000 F. On y trouve de tout : du petit vin du coin au cognac français à 60 F la bouteille.

« La gauche vaincra » veut se faire connaître. Le 2 décembre, une camionnette chargée de 50 hectolitres d'huile est partie pour Porto. « L'huile est venue de nos commandes du port, souligne le député du P.C.P. Il y a aussi des gens du Nord : vol de l'huile mène à la prison, de l'huile de la réforme agraire. » — J. R.

(Publicité)



## CAIXA GERAL DE DEPÓSITOS

Institut de Crédit de l'Etat fondé en 1876

L'activité de la Caixa Geral de Depósitos a été favorisée par l'année 1976, qui a permis de réaliser des opérations importantes, notamment en matière de crédit agricole, de crédit à l'exportation et de crédit à l'investissement.

considérer favorable pour le reste des années, mais qui a permis de réaliser des opérations importantes, notamment en matière de crédit agricole, de crédit à l'exportation et de crédit à l'investissement.

### DEPÔTS

	1974	1975	Croissance sur rapport à 1974
Total des dépôts en fin d'année	8 832	12 261	+ 4 429 (+ 50 %)
Sur : dépôts à terme	4 500	6 228	+ 1 728 (+ 38 %)

Presque le moitié des dépôts de la Caixa a été constituée par des dépôts à terme, dont les taux d'intérêt ont été considérablement augmentés au cours de l'année, stimulant la constitution de nouveaux dépôts. L'augmentation des dépôts en certains mois s'explique partiellement par des transferts d'argent, qui jouent un rôle important dans ces dépôts.

Quant aux crédits octroyés en 1976 (nouvelles opérations de financement), ils ont atteint 5 237 millions de francs, ce qui a permis de dégager un excédent de 1 170 millions de francs en fin d'année de 1 170 millions de francs en 1975, soit + 21 %.

### PRÊTS

	1974	1975	1976
Crédits accordés au cours de l'année	2 749	4 442	5 237
Total des crédits accordés en fin d'année	6 085	8 832	11 870

Des crédits octroyés, une partie considérable a été due aux opérations à court terme (une partie des crédits a été remboursée pendant l'exercice), qui ont atteint 2 918 millions de francs.

Le pluspart de ces opérations ont été contrôlées par des organismes publics ou contrôlés par le P.C.P. et ont permis de financer l'importation de produits alimentaires.

En ce qui concerne les crédits à moyen et à long terme, on peut dire que la Caixa a été très active, créant des services à l'agriculture et au bâtiment, et créant des services de crédit à l'exportation, qui ont permis de réaliser des opérations importantes, notamment en matière de crédit agricole, de crédit à l'exportation et de crédit à l'investissement.

La Caixa a été très active, créant des services à l'agriculture et au bâtiment, et créant des services de crédit à l'exportation, qui ont permis de réaliser des opérations importantes, notamment en matière de crédit agricole, de crédit à l'exportation et de crédit à l'investissement.

La Caixa a été très active, créant des services à l'agriculture et au bâtiment, et créant des services de crédit à l'exportation, qui ont permis de réaliser des opérations importantes, notamment en matière de crédit agricole, de crédit à l'exportation et de crédit à l'investissement.

La Caixa a été très active, créant des services à l'agriculture et au bâtiment, et créant des services de crédit à l'exportation, qui ont permis de réaliser des opérations importantes, notamment en matière de crédit agricole, de crédit à l'exportation et de crédit à l'investissement.

La Caixa a été très active, créant des services à l'agriculture et au bâtiment, et créant des services de crédit à l'exportation, qui ont permis de réaliser des opérations importantes, notamment en matière de crédit agricole, de crédit à l'exportation et de crédit à l'investissement.

La Caixa a été très active, créant des services à l'agriculture et au bâtiment, et créant des services de crédit à l'exportation, qui ont permis de réaliser des opérations importantes, notamment en matière de crédit agricole, de crédit à l'exportation et de crédit à l'investissement.

La Caixa a été très active, créant des services à l'agriculture et au bâtiment, et créant des services de crédit à l'exportation, qui ont permis de réaliser des opérations importantes, notamment en matière de crédit agricole, de crédit à l'exportation et de crédit à l'investissement.

La Caixa a été très active, créant des services à l'agriculture et au bâtiment, et créant des services de crédit à l'exportation, qui ont permis de réaliser des opérations importantes, notamment en matière de crédit agricole, de crédit à l'exportation et de crédit à l'investissement.

La Caixa a été très active, créant des services à l'agriculture et au bâtiment, et créant des services de crédit à l'exportation, qui ont permis de réaliser des opérations importantes, notamment en matière de crédit agricole, de crédit à l'exportation et de crédit à l'investissement.

La Caixa a été très active, créant des services à l'agriculture et au bâtiment, et créant des services de crédit à l'exportation, qui ont permis de réaliser des opérations importantes, notamment en matière de crédit agricole, de crédit à l'exportation et de crédit à l'investissement.

La Caixa a été très active, créant des services à l'agriculture et au bâtiment, et créant des services de crédit à l'exportation, qui ont permis de réaliser des opérations importantes, notamment en matière de crédit agricole, de crédit à l'exportation et de crédit à l'investissement.

La Caixa a été très active, créant des services à l'agriculture et au bâtiment, et créant des services de crédit à l'exportation, qui ont permis de réaliser des opérations importantes, notamment en matière de crédit agricole, de crédit à l'exportation et de crédit à l'investissement.

La Caixa a été très active, créant des services à l'agriculture et au bâtiment, et créant des services de crédit à l'exportation, qui ont permis de réaliser des opérations importantes, notamment en matière de crédit agricole, de crédit à l'exportation et de crédit à l'investissement.

La Caixa a été très active, créant des services à l'agriculture et au bâtiment, et créant des services de crédit à l'exportation, qui ont permis de réaliser des opérations importantes, notamment en matière de crédit agricole, de crédit à l'exportation et de crédit à l'investissement.

La Caixa a été très active, créant des services à l'agriculture et au bâtiment, et créant des services de crédit à l'exportation, qui ont permis de réaliser des opérations importantes, notamment en matière de crédit agricole, de crédit à l'exportation et de crédit à l'investissement.

La Caixa a été très active, créant des services à l'agriculture et au bâtiment, et créant des services de crédit à l'exportation, qui ont permis de réaliser des opérations importantes, notamment en matière de crédit agricole, de crédit à l'exportation et de crédit à l'investissement.

La Caixa a été très active, créant des services à l'agriculture et au bâtiment, et créant des services de crédit à l'exportation, qui ont permis de réaliser des opérations importantes, notamment en matière de crédit agricole, de crédit à l'exportation et de crédit à l'investissement.

La Caixa a été très active, créant des services à l'agriculture et au bâtiment, et créant des services de crédit à l'exportation, qui ont permis de réaliser des opérations importantes, notamment en matière de crédit agricole, de crédit à l'exportation et de crédit à l'investissement.

La Caixa a été très active, créant des services à l'agriculture et au bâtiment, et créant des services de crédit à l'exportation, qui ont permis de réaliser des opérations importantes, notamment en matière de crédit agricole, de crédit à l'exportation et de crédit à l'investissement.

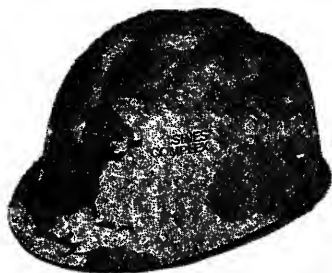
La Caixa a été très active, créant des services à l'agriculture et au bâtiment, et créant des services de crédit à l'exportation, qui ont permis de réaliser des opérations importantes, notamment en matière de crédit agricole, de crédit à l'exportation et de crédit à l'investissement.

La Caixa a été très active, créant des services à l'agriculture et au bâtiment, et créant des services de crédit à l'exportation, qui ont permis de réaliser des opérations importantes, notamment en matière de crédit agricole, de crédit à l'exportation et de crédit à l'investissement.

La Caixa a été très active, créant des services à l'agriculture et au bâtiment, et créant des services de crédit à l'exportation, qui ont permis de réaliser des opérations importantes, notamment en matière de crédit agricole, de crédit à l'exportation et de crédit à l'investissement.



**OP. 98** jean damiens



COMPLEXE DE SINES, un port ouvert pour l'Europe.  
Terminal pétrolier, terminal minéralier, terminal pour le charbon généraliste.  
Port de pêche.  
Octobre 1975: quai jusqu'à 150.000 tonnes.  
Décembre 1975: quai jusqu'à 200.000 tonnes.  
Décembre 1976: quai jusqu'à 300.000 tonnes.

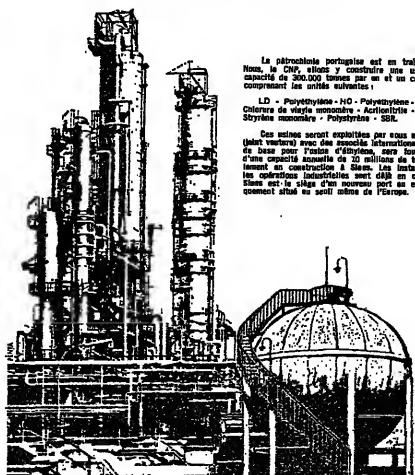
## Europort de l'Atlantique COMPLEXE DE SINES Une conception pour le Monde

COMPLEXE DE SINES, le port de vie pour un peuple.  
Nouvelle ville pour 100.000 habitants, avec écoles, espaces verts,  
et services aux citoyens ruraux et de centres de services.  
COMPLEXE DE SINES, le travail pour un pays.  
22.000 nouveaux postes de travail.

COMPLEXE DE SINES, une responsabilité pour une nation.

PORTUGAL - Gênera de Área de Sines  
Rua António Luís, N.º 35 - Lisboa  
Tél. 12.572 GÁS-LP

## FACE A L'ATLANTIQUE, UN NOUVEAU CENTRE PÉTROCHIMIQUE EN EUROPE CNP-SINES



La pétrochimie portugaise est en train de s'ouvrir à Sines.  
Nous, le CNP, allons construire une usine d'hydrocarbures d'une  
capacité de 300.000 tonnes par an et un complexe pétrochimique  
composant les unités suivantes:

LD - Polyéthylène - HD - Polyéthylène - Polystyrène - PVC -  
Chlore de vinyle monomère - Acrylonitrile - Benzène - Butadiène -  
Styrène monomère - Polystyrène - SBT.

Ces usines seront exploitées par deux entreprises connues  
dans le monde: une des sociétés internationales de la chimie, producte  
de base pour l'industrie chimique, sera basée par la raffinerie,  
d'une capacité nominale de 10 millions de tonnes, est actuellement  
en construction à Sines. Les installations annexes pour  
les opérations pétrochimiques ont été conçues de façon à ce que  
Sines soit le siège d'un nouveau port en eau profonde, stratégiquement  
situé au sud-ouest de l'Europe.



COMPANHIA NACIONAL DE PETROQUÍMICA

Rua de Arribas, 77 - 7 - Lisboa  
Tél. : 87-40-71 - 1964 - 19037 PETRO-S



## ÉCONOMIE

P our la plupart des citoyens portugais, deux traits résument l'évolution économique de leur pays depuis le 25 avril 1974. Le premier est une amélioration de leurs salaires réels, encore sensible aujourd'hui. Le second, négatif celui-ci, est une aggravation du chômage.

Depuis deux ans et demi, les salaires n'ont cessé d'augmenter plus vite que le coût de la vie. En 1973, dernière année de la dictature, face à un taux d'inflation de 30 %, le salaire réel des travailleurs de l'industrie avait baissé et celui des travailleurs ruraux avait stagné.

Or, la dernière étude économique du Banco Português do Abastecimento montre qu'en mars 1976 le taux d'augmentation des salaires de l'industrie était encore en avance de 8 points sur la hausse du coût de la vie.

Pour les salariés ruraux, la différence entre la progression de l'indice de leur salaire et celle de l'indice des prix était de 12 points, en leur faveur, en mars 1976.

Pour l'année 1976, le taux d'inflation au Portugal sera voisin de 17 %, supérieur à celui de 1975 (15 %) mais moindre qu'en 1974 (21 %).

Il faut attendre ces dernières semaines pour que la courbe d'augmentation des prix vienne frôler celle de la hausse des salaires nominaux.

S'agissant du chômage, une conjonction de facteurs est venue aggraver la situation: l'ouverture de passage, elle n'est pas, non plus, perceptible dans la vie quotidienne de ceux des Portugais qui ont un emploi.

Ce n'est qu'un miroir des grands équilibres du pays que l'on est en droit de penser un fait capital: les Portugais se sont mis, depuis deux

ans, à consommer tout ce qu'ils ont gagné. Ils ont cessé d'épargner. Ils ont cessé d'épargner, cependant, que le nombre des licenciements déclarés — sans avoir de valeur absolue en lui-même — était un meilleur indice des tendances de l'emploi que celui des chômeurs inscrits (cent cinquante mille environ). A cet égard, la situation s'empire, puisque la moyenne mensuelle des licenciements déclarés au premier semestre 1976 n'était que de deux cents, contre cinq cents en 1975 à la même époque.

Ce progrès et le fait que le nombre des demandeurs d'emploi connus diminue également, de 2 %, confirment la légère reprise d'activité économique qui se manifeste ces derniers mois.

L'indice de la production industrielle a augmenté de 5 %, entre mai 1975 et mai 1976, et il semble que la reprise se soit accélérée au début de cette année. Au total, en 1976, le progrès de la production industrielle brute devrait dépasser 5 % (au coût des facteurs) contrastant avec le recul de 3,7 % observé en 1975.

Les banques contre les entreprises

Aujourd'hui comme hier, la « crise » si souvent évoquée de l'économie portugaise n'apparaît pas encore clairement à l'observateur de passage. Elle n'est pas, non plus, perceptible dans la vie quotidienne de ceux des Portugais qui ont un emploi.

Ce n'est qu'un miroir des grands équilibres du pays que l'on est en droit de penser un fait capital: les Portugais se sont mis, depuis deux

ans, à consommer tout ce qu'ils ont gagné. Ils ont cessé d'épargner. Ils ont cessé d'épargner, cependant, que le nombre des licenciements déclarés — sans avoir de valeur absolue en lui-même — était un meilleur indice des tendances de l'emploi que celui des chômeurs inscrits (cent cinquante mille environ).

A cet égard, la situation s'empire, puisque la moyenne mensuelle des licenciements déclarés au premier semestre 1976 n'était que de deux cents, contre cinq cents en 1975 à la même époque.

Ce progrès et le fait que le nombre des demandeurs d'emploi connus diminue également, de 2 %, confirment la légère reprise d'activité économique qui se manifeste ces derniers mois.

L'indice de la production industrielle a augmenté de 5 %, entre mai 1975 et mai 1976, et il semble que la reprise se soit accélérée au début de cette année.

Au total, en 1976, le progrès de la production industrielle brute devrait dépasser 5 % (au coût des facteurs) contrastant avec le recul de 3,7 % observé en 1975.

Les banques contre les entreprises

Aujourd'hui comme hier, la « crise » si souvent évoquée de l'économie portugaise n'apparaît pas encore clairement à l'observateur de passage. Elle n'est pas, non plus, perceptible dans la vie quotidienne de ceux des Portugais qui ont un emploi.

Ce n'est qu'un miroir des grands équilibres du pays que l'on est en droit de penser un fait capital: les Portugais se sont mis, depuis deux

ans, à consommer tout ce qu'ils ont gagné. Ils ont cessé d'épargner. Ils ont cessé d'épargner, cependant, que le nombre des licenciements déclarés — sans avoir de valeur absolue en lui-même — était un meilleur indice des tendances de l'emploi que celui des chômeurs inscrits (cent cinquante mille environ).

A cet égard, la situation s'empire, puisque la moyenne mensuelle des licenciements déclarés au premier semestre 1976 n'était que de deux cents, contre cinq cents en 1975 à la même époque.

Ce progrès et le fait que le nombre des demandeurs d'emploi connus diminue également, de 2 %, confirment la légère reprise d'activité économique qui se manifeste ces derniers mois.

L'indice de la production industrielle a augmenté de 5 %, entre mai 1975 et mai 1976, et il semble que la reprise se soit accélérée au début de cette année.

Au total, en 1976, le progrès de la production industrielle brute devrait dépasser 5 % (au coût des facteurs) contrastant avec le recul de 3,7 % observé en 1975.

## Le déficit de la balance

ans, à consommer tout ce qu'ils ont gagné. Ils ont cessé d'épargner. Ils ont cessé d'épargner, cependant, que le nombre des licenciements déclarés — sans avoir de valeur absolue en lui-même — était un meilleur indice des tendances de l'emploi que celui des chômeurs inscrits (cent cinquante mille environ).

A cet égard, la situation s'empire, puisque la moyenne mensuelle des licenciements déclarés au premier semestre 1976 n'était que de deux cents, contre cinq cents en 1975 à la même époque.

Ce progrès et le fait que le nombre des demandeurs d'emploi connus diminue également, de 2 %, confirment la légère reprise d'activité économique qui se manifeste ces derniers mois.

L'indice de la production industrielle a augmenté de 5 %, entre mai 1975 et mai 1976, et il semble que la reprise se soit accélérée au début de cette année.

Au total, en 1976, le progrès de la production industrielle brute devrait dépasser 5 % (au coût des facteurs) contrastant avec le recul de 3,7 % observé en 1975.

Les banques contre les entreprises

Aujourd'hui comme hier, la « crise » si souvent évoquée de l'économie portugaise n'apparaît pas encore clairement à l'observateur de passage. Elle n'est pas, non plus, perceptible dans la vie quotidienne de ceux des Portugais qui ont un emploi.

Ce n'est qu'un miroir des grands équilibres du pays que l'on est en droit de penser un fait capital: les Portugais se sont mis, depuis deux

ans, à consommer tout ce qu'ils ont gagné. Ils ont cessé d'épargner. Ils ont cessé d'épargner, cependant, que le nombre des licenciements déclarés — sans avoir de valeur absolue en lui-même — était un meilleur indice des tendances de l'emploi que celui des chômeurs inscrits (cent cinquante mille environ).

A cet égard, la situation s'empire, puisque la moyenne mensuelle des licenciements déclarés au premier semestre 1976 n'était que de deux cents, contre cinq cents en 1975 à la même époque.

Ce progrès et le fait que le nombre des demandeurs d'emploi connus diminue également, de 2 %, confirment la légère reprise d'activité économique qui se manifeste ces derniers mois.

L'indice de la production industrielle a augmenté de 5 %, entre mai 1975 et mai 1976, et il semble que la reprise se soit accélérée au début de cette année.

Au total, en 1976, le progrès de la production industrielle brute devrait dépasser 5 % (au coût des facteurs) contrastant avec le recul de 3,7 % observé en 1975.

Les banques contre les entreprises

Aujourd'hui comme hier, la « crise » si souvent évoquée de l'économie portugaise n'apparaît pas encore clairement à l'observateur de passage. Elle n'est pas, non plus, perceptible dans la vie quotidienne de ceux des Portugais qui ont un emploi.

Ce n'est qu'un miroir des grands équilibres du pays que l'on est en droit de penser un fait capital: les Portugais se sont mis, depuis deux

ans, à consommer tout ce qu'ils ont gagné. Ils ont cessé d'épargner. Ils ont cessé d'épargner, cependant, que le nombre des licenciements déclarés — sans avoir de valeur absolue en lui-même — était un meilleur indice des tendances de l'emploi que celui des chômeurs inscrits (cent cinquante mille environ).

A cet égard, la situation s'empire, puisque la moyenne mensuelle des licenciements déclarés au premier semestre 1976 n'était que de deux cents, contre cinq cents en 1975 à la même époque.

Ce progrès et le fait que le nombre des demandeurs d'emploi connus diminue également, de 2 %, confirment la légère reprise d'activité économique qui se manifeste ces derniers mois.

L'indice de la production industrielle a augmenté de 5 %, entre mai 1975 et mai 1976, et il semble que la reprise se soit accélérée au début de cette année.

Au total, en 1976, le progrès de la production industrielle brute devrait dépasser 5 % (au coût des facteurs) contrastant avec le recul de 3,7 % observé en 1975.

Les banques contre les entreprises

Aujourd'hui comme hier, la « crise » si souvent évoquée de l'économie portugaise n'apparaît pas encore clairement à l'observateur de passage. Elle n'est pas, non plus, perceptible dans la vie quotidienne de ceux des Portugais qui ont un emploi.

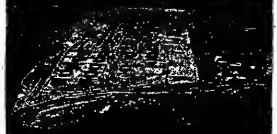
Ce n'est qu'un miroir des grands équilibres du pays que l'on est en droit de penser un fait capital: les Portugais se sont mis, depuis deux

## Industrie portugaise du pétrole UNE NOUVELLE RAFFINERIE A SINES

PETROGAL, la société nationale récemment créée, comprenant CIDLA, PETROSUL, SACOR et SONAP, construit à Sines, situé à 150 km au sud de Lisbonne, une des plus grandes raffineries de base du monde, dont la capacité initiale de raffinage sera de 10.000.000 t/an. Le Portugal a une grande expérience en raffinage de pétrole, commencée il y a 36 ans avec le démarrage de la raffinerie de Lisbonne et qui s'est étendue à la ville de Porto et aux colonies portugaises d'Afrique.

La raffinerie de Sines, planifiée pour dépasser largement les exigences du marché interne, sera rendue opérationnelle à la fin de 1977, devenant ainsi une unité supplémentaire pour satisfaire la demande internationale de produits pétroliers. Elle apportera une nouvelle capacité de raffinage à l'industrie occidentale. Elle sera surtout nécessaire à cause de la diminution d'investissements due à la récession économique et à la crise d'énergie actuelles.

L'emplacement de la raffinerie et les possibilités portuaires exceptionnelles pour VLCC facilitent les transferts entre le Proche-Orient, les pays producteurs d'Afrique et les grands centres de consommation d'Europe et d'Amérique du Nord. Sa conception technique et son engineering de pointe assurent un très grand rendement dans le traitement de presque tous les pétroles bruts et permet de traiter la gamme complète de produits raffinés et aussi de satisfaire toutes les réglementations, d'une façon remarquable surtout en ce qui concerne les teneurs en soufre et en plomb.



Vue aérienne de la raffinerie.

### QUELQUES CHIFFRES

Capacité nominale de distillation de pétrole brut .....	10.000.000 t/an
Import de pétrole brut .....	Pétroliers jusqu'à 500.000 t/w
Débit de distillation de pétrole brut .....	15.000 m <sup>3</sup> /h
Réservoirs de pétrole brut .....	15 x 100.000 m <sup>3</sup>
Unités de processing indépendantes .....	14
Capacité de stockage .....	2.750.000 m <sup>3</sup>
Consommation annuelle de combustible .....	600.000 t/an
Débit de charge de produits blancs .....	2.000 m <sup>3</sup> /h
Débit de charge de produits noirs .....	4.500 m <sup>3</sup> /h

### RAFFINERIE DE SINES

De la confiance dans l'avenir  
PETROGAL - Petróleos de Portugal, S.A.  
Séde social: Rua das Flores, 7 - LISBOA 2 (Portugal)  
Tél. : 328225 - 328231

مركز البترول

## UNE INDUSTRIE PORTUGAISE TOURNEE VERS L'EUROPE

en collaboration avec l'Industrie Française

Equipements Electromécaniques de Centrales  
Hydroélectriques et Thermiques (Classiques  
et Nucléaires)

Matériel Roulant de Chemins de Fer

Equipements Hydromécaniques de Barrages

Equipements pour l'Industrie Chimique et

Pétrolière

Equipements Offshore

### Exportation

Afrique du Sud · Angola · Argentine · Brésil · Congo · Kinshasa  
Costa Rica · France · Guatemala · Inde · Irak · Iran · Islande · Koweït  
Malawi · Maroc · Mexique · Mozambique · Nicaragua · Pakistan  
Rhodésie · Soudan · Turquie · Uganda · U.S.A. · Venezuela.



**SOREFAME**

SOCIEDADES REUNIDAS DE FABRICAÇÕES METÁLICAS, S.A.R.L.  
AMADORA PORTUGAL



Electricidade  
de Portugal-EDP  
PORTUGAL

Entreprise publique chargée de l'établissement et exploitation du service public de production,  
transport et distribution d'énergie électrique dans le but de promouvoir et satisfaire les exigences de  
développement social et économique de la population du territoire portugais.

- 12.500 travailleurs ;
- 41 centrales hydro-électriques en exploitation et 5 en cours de construction et 4 centrales thermiques en exploitation et 2 en cours de construction ce qui correspond à environ 3.600.000 KVA de puissance installée ;
- 184 postes avec une puissance de 6.500.000 KVA ;
- Plus de 3.000 km de lignes de transport à 150 et 220 kV et environ 399 km de lignes à 400 kV en cours de construction ;
- Distribution d'énergie électrique par tout le pays, plus de 2.500.000 compteurs étant destinés pour la satisfaction des consommateurs industriels, commerciaux, domestiques et agricoles ;
- Environ 95 % du total de la production d'énergie électrique au Portugal correspondent à 10.000 millions de kWh-années ;
- 18.000 millions d'écus (environ 690 millions de dollars) d'investissements au cours des dernières 5 années des 2 des revenus propres et 3 des revenus internes et externes ;
- 57.000 millions d'écus (environ 1.700 millions de dollars) d'investissements prévus pour les 5 prochaines années.

## Banco de Fomento Nacional

POUR INVESTIR DANS LA RÉCONSTRUCTION  
DE L'ÉCONOMIE PORTUGAISE

Établi dès 1938, Banco de Fomento Nacional est, essentiellement, le banque du développement du Portugal, son objectif principal étant le financement industriel d'entreprises, à long et à moyen terme. Banco de Fomento Nacional donne un appui financier assez large et diversifié au développement économique du Portugal et s'occupe, outre ses services spécifiques de banque, d'autres fonctions qui se rapportent à la promotion de la croissance économique du pays. Selon les données générales du Code de l'Investissement Étranger, récemment publié, Banco de Fomento Nacional offre son expérience et ses services aux investisseurs étrangers qui veulent soit investir au Portugal, soit coopérer avec des industriels ou des hommes d'affaires portugais.

La Banque peut offrir :

- Des informations sur les conditions économiques et financières de l'investissement au Portugal.
- Des études d'idées d'investissement et projets préliminaires.
- Des contacts avec les Autorités Portugaises.
- Des services d'intermédiaire avec les industriels et hommes d'affaires.

Si vous pensez à investir au Portugal, ou, tout simplement si vous voulez en connaître les opportunités, n'hésitez pas à nous contacter.



**Banco de Fomento Nacional**



Siège: Rua Mouzinho da Silveira, 26 - Lisbonne 2 - Portugal

## PORTUGAL

# Le déficit de la balance commerciale demeure préoccupant

Le manque de ressources financières a été le problème principal des Portugais pendant leur dernière année, ayant souvent perdu les clients étrangers, parfois empiétés par le système bancaire, les mines, reprises en fin par des ouvriers qui reçoivent la totalité du salaire de leur travail, continuent à marcher. Et pourtant, elle n'est pas seulement, parce que les entreprises étrangères sont venues à bout de bras par un niveau élevé.

Le chômage des structures du Portugal a été en avril 1976 de 25 % des ressources nationales à 1,3 % des exportations. Ceux-ci n'avaient qu'un peu d'un double de revenus, la rentabilité maximale n'aurait pas été de 1976, les grandes entreprises de travail se sont mises à les faire passer au travail, mais elles ne l'avaient fait qu'après la fin de l'année 1976, la récolte de blé a été de 10 %. Les surfaces blanches en été se sont accrues de 20 %.

Malgré l'industrialisation, l'Etat a dû faire une promesse de petites entreprises qui occupent chaque un très petit nombre d'ouvriers mal payés, mais qui jouissent, à elles toutes, une aide par la population. Aujourd'hui encore,

### Une révolution très attendue

Les trois coups de la révolution portugaise ont été le 25 avril 1974, lorsque fut proclamé à Lisbonne un gouvernement provisoire qui donna le nom d'Etat provisoire à Antonio Spínola, le Portugal a été libéré. De ce « mouvement » libérateur, la révolution portugaise a été quelque chose d'autre, elle a fait connaître beaucoup d'années. Voici une liste des principaux ouvrages publiés par la situation portugaise consacrée au 25 avril.

PORTUGAL, QUELLE REVOLUTION de Mario Soares, président de la République, éd. Domini & Costantini, 1976, 120 pages, 100 francs.

PORTUGAL, LES NOUVEAUX TROUBLES de Mario Soares, président de la République, éd. Domini & Costantini, 1976, 120 pages, 100 francs.

PORTUGAL, LES NOUVEAUX TROUBLES de Mario Soares, président de la République, éd. Domini & Costantini, 1976, 120 pages, 100 francs.

PORTUGAL, LES NOUVEAUX TROUBLES de Mario Soares, président de la République, éd. Domini & Costantini, 1976, 120 pages, 100 francs.

PORTUGAL, LES NOUVEAUX TROUBLES de Mario Soares, président de la République, éd. Domini & Costantini, 1976, 120 pages, 100 francs.

PORTUGAL, LES NOUVEAUX TROUBLES de Mario Soares, président de la République, éd. Domini & Costantini, 1976, 120 pages, 100 francs.

PORTUGAL, LES NOUVEAUX TROUBLES de Mario Soares, président de la République, éd. Domini & Costantini, 1976, 120 pages, 100 francs.

elles contribuent pour 40 % au P.N.B. et pour 80 % aux exportations du pays, avec une production stable au sein de la moyenne européenne.

L'Etat s'est attaché à la reconstruction de l'industrie. Mais les travailleurs eux-mêmes ont un autre problème d'industrialisation, d'industrialisation pour garder la machine en marche. Pris de Porto, l'usine de Vigo, prise sous contrôle ouvrier, en juillet 1976, s'est mise avec ses quarante employés à fabriquer de ces petits moteurs sur lesquels les Portugais font leurs avions ; elle vend l'essentiel à l'une des grandes quincailleries de Lisbonne, elle-même en situation.

Ce que la classe ouvrière portugaise a obtenu à défaut, depuis le 25 avril — au travers de conflits d'ordre la violence physique — est en général l'absence de conditions de travail. Ce sont les conditions de travail de l'industrie d'une économie non capitaliste. Les entreprises ont les ouvriers présents de façon défectueuse sur la direction, elles sont la majorité, ont cessé d'accroître du capital au-delà du minimum nécessaire au maintien et au renouvellement de l'outil de travail. Elles ont refusé les critères habituels de rendement.

Malgré ce système de fonctionnement économique défectueux, l'industrie d'un environnement international capitaliste fonctionne, mentalement concurrentiel. Malgré les progrès réalisés dans le domaine des services, la moitié des produits agricoles et alimentaires et la quasi-totalité de l'énergie consommée dans le pays vient de l'étranger : de l'Europe occidentale, essentiellement, avec les États-Unis, fournit plus de 70 % des importations du pays et absorbe plus de 80 % de ses exportations.

### Le vrai problème : la dépendance

Le vrai problème du Portugal est la crise de son économie. C'est sa dépendance économique.

Le vrai problème du Portugal est la crise de son économie. C'est sa dépendance économique.

Le vrai problème du Portugal est la crise de son économie. C'est sa dépendance économique.

Le vrai problème du Portugal est la crise de son économie. C'est sa dépendance économique.

Le vrai problème du Portugal est la crise de son économie. C'est sa dépendance économique.

Le vrai problème du Portugal est la crise de son économie. C'est sa dépendance économique.

Le vrai problème du Portugal est la crise de son économie. C'est sa dépendance économique.

à la moyenne des autres pays. Le rythme des concours financiers extérieurs s'est accéléré en 1976. L'aide quinquennale de la C.E.E. (200 millions d'unités de compte) s'est ajoutée à son aide d'urgence, consentie en 1976. Le Fonds d'aide industrielle de l'Association européenne de libre-échange vient de verser 100 millions de dollars. Plusieurs pays européens ont consenti des prêts directs, notamment le Royaume-Uni (8 millions de livres sur vingt ans à 4 %) et la Norvège (200 millions de couronnes). L'aide américaine est la plus importante. Des crédits ont été consentis par Washington pour des achats alimentaires.

### L'horizon 77

De tels apports extérieurs ne peuvent, à l'avenir, être garantis seulement sur l'horizon. Pour les obtenir, le gouvernement portugais a, sans doute, de son côté, dû donner des preuves de sa volonté de modifier le rapport indésirable entre consommation et investissement. Et cette modification devra prendre en compte, de façon prioritaire, les exigences d'une « saine gestion » au sens capitaliste du terme.

C'est à quel compte le projet de budget pour 1977 que M. Mario Soares vient de présenter devant l'Assemblée de la République. La consommation prévue se devra plus absorber en 1977 que 70 % de la dépense nationale — contre 86 % en 1976, et probablement augmenté en 1978. L'épargne intérieure devra atteindre 13 % de cette dépense (contre 6 %).

Quant à l'investissement, compte tenu des aides extérieures, passer de 10 à 16 % de la dépense nationale.

Pour atteindre ces objectifs, le gouvernement envisage l'épargne forcée. Dans un premier temps, il est prévu qu'une partie du traitement des fonctionnaires sera versée aux salariés sous forme de boni de Trésor. D'autre part, 84 milliards d'écus seront, dans le budget de 1977, affectés aux investissements productifs — dont 85 milliards par le secteur public.

Aut à quel compte le déficit budgétaire ne devrait pas dépasser 50,5 milliards d'écus — ce qui représenterait de même 10,2 % du P.N.B. En Europe, seule l'Italie dépense ce pourcentage. Le déficit budgétaire de 1976 avait été estimé à 40 milliards d'écus. Il dépassera sans doute cette somme.

Annex gouvernement ne pourra sans doute éviter ce type de mesure. Mais la nature et l'ampleur du compromis politique qui permettrait de les transcrire dans la réalité restent encore à définir. La question autour d'impôts à Lisbonne est celle-ci : une belle répartition de l'économie peut-elle être obtenue grâce à la collaboration active de la classe ouvrière, ou bien la seule solution est l'imposition, en comptant, dans le meilleur des cas, sur le soutien passif des travailleurs, et, au pire, sur leur soumission ? Tel est le sens du débat qui déchire le P.S. portugais et condamne le premier gouvernement constitutionnel à l'impuissance.

Le langage reste socialiste. Mais les grandes options deviennent de plus en plus floues. La classe ouvrière, c'est un fait, semble avoir perdu de sa combativité. Il est clair, à présent, qu'elle perd également confiance. En conflit avec sa propre base, le gouvernement de M. Soares paraîtra-t-il à remonter en ordre l'économie portugaise ?

DANIEL LIGER.

(1) Le second semestre 1976 comptait 10 semaines.

(2) Les États-Unis ont, en 1976, décaissé 10 milliards d'écus d'investissement. Ils ont versé le premier des six milliards d'écus d'aide à l'industrie portugaise avec 76 millions d'écus de l'aide. En revanche, la chute des investissements français en 1976 des plus fortes, avec celle du Japon.

(3) Le deuxième semestre s'annonce mal pour la première.





## DIPLOMATIE

AU début de 1977, sans doute au cours de la deuxième quinzaine de janvier, M. Mario Soares, premier ministre portugais, fera une tournée des neuf capitales du Marché commun. L'objectif proclamé de ce voyage est d'obtenir l'accord européen des Neuf pour l'ouverture, si possible dès le second semestre de l'année prochaine, de négociations devant aboutir, à moyen terme, à l'adhésion du Portugal à la Communauté économique européenne.

On n'en finit pas de relever les déclarations pro-européennes des personnalités qui se sont succédées à la tête de la diplomatie portugaise depuis le 25 avril 1974, ou des dirigeants politiques qui, à un moment ou un autre, ont eu une influence décisive sur le pays.

Mais il y a quelques mois, il n'était pas question pour Lisbonne d'envisager ne fût-ce qu'une association avec les Neuf. Au printemps son objectif était d'obtenir une amélioration de l'accord commercial signé avec la Communauté en 1972. Le 2 août dernier, présentant son programme de gouvernement à l'Assemblée de la République, M. Soares annonça son intention d'intensifier les contacts en vue de faire du Portugal un membre à part entière de la C.E.E. C'est un tournant historique. Bien qu'il ait été l'un des tout premiers Etats constitutifs du Vieux Continent et que son expérience de la coopération européenne soit très ancienne (il, ce pays a, seul dans les périodes les plus dramatiques de son histoire, beaucoup plus souvent tourné le regard vers le grand large que vers l'Europe).

Les caravelles de l'infini Henri le navigateur explorèrent d'abord l'Amérique que la France se débattait dans la guerre de Cent Ans. Sur plus de sept siècles d'existence indépendante, le Portugal en a vécu près de la moitié comme puissance coloniale. Dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle les luttes des libéraux et des conservateurs, au début du vingtième siècle, les souterrains de la première République, n'ont guère permis aux dirigeants de se préoccuper beaucoup du monde environnant. Puis, talent de nécessité vertu, Salazar, contre la métropole et l'Europe, instaura dans l'Autarcisme une Association européenne de libre-échange, qui permettait à Lisbonne de poursuivre des relations commerciales séculaires avec la Grande-Bretagne, et l'OTAN.

Vint le 25 avril 1974, dont l'origine était dans la guerre d'Afrique — et dont l'objectif principal, dans l'esprit des militaires, était la décolonisation. Cinq nouveaux Etats africains en sont nés, avec plus ou moins de drames. Le 11 novembre 1975, l'indépendance de l'Angola acquiesce, le Portugal se retrouvait, à l'exception de ses deux enclaves atlantiques et de Macao, réduit à ses frontières d'origine : « Le cycle de l'empire est achevé », constatait ironiquement le président Eanes en prenant ses fonctions, le 14 juillet.

Quel destin à la mesure d'une grande histoire les nouveaux dirigeants du Portugal allaient-ils proposer à un peuple plus bachelé, selon l'historien W. Adkinson, à administrer les affaires des autres que les siennes propres, et participant avec son voisin espagnol la funeste habitude d'écouler sans trêve les produits de la « hiérarchie » lorsqu'il est réduit aux étroites limites que lui a fixées l'histoire ?

Or tandis que le dictateur vi-

lissant s'efforçait de penser que le pays pouvait vivre — orgueilleusement — isolé, celui-ci changeait. Il existait depuis le début des années 80 une énorme vague d'émigration : rien là de très nouveau pour cette terre pauvre et surtout trop peuplée ; mais, cette fois, au lieu d'aller « faire l'Amérique », les candidats au départ se contentaient de « sauter » les Pyrénées, pour se retrouver en France, en Allemagne, en Italie, au Benelux. Près d'un million de Portugais étaient ainsi établis hors de leurs frontières le 25 avril 1974. Lisbonne, d'autre part, en était arrivée peu à peu à faire près des trois quarts de son commerce extérieur avec l'Europe des Neuf. Enfin, à la fin de l'ancien régime, plus de quatre millions de touristes européens s'adonnaient chaque année au Portugal.

## La Méditerranée et le tiers-monde

Ces considérations économiques expliquent que le Portugal, presque à l'insu de lui-même, soit « devenu » européen. Ajoutons à cela que les leaders de l'opposition non communiste avaient trouvé asile à Paris, en Suisse, en Angleterre ou en Allemagne, et y avaient noué de sérieux contacts.

Avant même d'être nommé ministre des affaires étrangères, M. Soares entreprit effectivement une tournée des capitales européennes pour expliquer et rassurer. Puis la décolonisation l'occupait. Le dynamisme politique du moment était tel que le plus urgent était de se garder à gauche : ce fut le début de la période dite de « diversification », qui vit l'ouverture de relations avec les pays de l'Est et de nombreux Etats du tiers-monde.

La révolution s'emballait après le 11 mars 1975, le commandant Melo Antunes, qui avait remplacé le secrétaire général du P.S. au palais des Necessidades, s'efforça de concilier la politique amorcée par son prédécesseur. Il s'agissait pour lui, comme il l'a clairement expliqué, ni « d'aligner le Portugal sur les non-alignés » ni de l'intégrer dans un tiers-monde dont les intérêts ne coïncident pas avec les siens. Il était conscient que son pays appartenait à l'Europe, mais d'une manière « subalterne et dépendante » comme les autres Etats méditerranéens du Vieux Continent. Il imaginait, en conséquence, que le Portugal « très lié par l'histoire à l'Afrique », et devenu petit pays « d'une Europe transformée » en fonction de cette donnée, pourrait jouer un rôle capital « dans le dialogue entre l'Europe et le tiers-monde ».

Face aux conceptions du général Vasco Gonçalves, alors premier ministre, qui imaginait pouvoir réorienter vers l'Est les relations extérieures, le « vision » méditerranéenne du commandant Melo Antunes, était, rassurant. Mais une fois l'extrême gauche écartée de la scène, après le 25 novembre 1975, ses idées devenaient encombrantes pour les tenants d'une Europe dont le centre de gravité serait situé plus au nord, et dont l'horizon serait davantage atlantique.

Une communauté est née, a un jour expliqué M. Mario Soares à propos de la C.E.E. Elle n'est ni d'origine, ni d'origine, ni d'origine. Elle peut s'avancer vers un socialisme, fidèle à ses traditions d'humanisme et de liberté.

Cette vision que ne renvoyaient pas la plupart des dirigeants sociaux-démocrates européens, est, aujourd'hui, celle qui prévaut à Lisbonne. Le Portugal ne peut plus rester

en dehors des grandes décisions prises par la C.E.E. C'est avec une certaine conscience des risques, mais aussi avec une grande tranquillité, que nous envisageons notre demande d'adhésion », nous déclarait M. Medeiros Ferreira, le jeune ministre des affaires étrangères du gouvernement Soares.

Ces risques sont surtout d'ordre économique. La mode industrielle portugaise, encore dominée par la révolution, risque de se trouver mise à rude épreuve face à celle de ses partenaires.

Le Portugal n'est d'ailleurs pas le seul à ressentir ces risques. La concurrence de certaines productions agricoles en provenance de ce pays peut inquiéter certains des Neuf, comme la France ou l'Italie, ou des Etats qui, comme l'Espagne, ne sont encore que candidats à l'entrée dans le Marché commun, mais ont déjà, à Bruxelles, leurs défenseurs. On peut penser que M. Giscard d'Estaing soutiendrait dans la préférence à une Espagne démocratique, mais à l'oriental vraisemblablement vers le libéralisme, plutôt qu'à un Portugal certes antimilitariste, mais acclimaté et très lié à l'Europe anglo-saxonne et scandinave. La France d'autre part, n'est sans doute pas le seul des Neuf à considérer, en cas d'adhésion portugaise, les conséquences sur son marché de l'emploi de l'application de la clause du traité de Rome relative à la libre circulation des travailleurs.

Les dirigeants de Lisbonne entendent, évidemment, arriver à la table de négociation avec les meilleures armes. Ils estiment qu'un de leurs principaux atouts serait de pouvoir faire état, à Bruxelles, de bonnes relations avec un nombre important de pays importants du tiers-monde. A l'heure du dialogue Nord-Sud et des grandes manœuvres pour l'établissement d'un nouveau cadre économique international, ces

considérations ont certainement leur prix. C'est une des raisons pour lesquelles la diplomatie portugaise — dans l'ensemble médiocre — avec ses ans coloniaux.

Le retour à Lisbonne de l'ambassadeur anglais, après l'absence de mal d'air, est, point de vue, un succès. M. Medeiros Ferreira, la pr en soit dernier d'observateur lucide à la conférence de Lisbonne, le 1er décembre du président du Venezuela à son Andros Pérez, — entre autres effets, celui de tirer sur Neuf que le drapeau portugais n'est pas tout privé d'alternatives.

## La promotion monétaire de la social-démocratie

Ces considérations « géométriques », placent leur poids les préoccupations politiques sans doute plus décisives. Si les autorités portugaises sentaient pressées de faire le porte de la Communauté, elles seraient peut-être en mesure de faire de la situation de leur pays une situation à peu stable, qu'il est indispensable de l'aligner, au moins de la C.E.E. Rapprochement, du côté européen, on aurait vu, sur la valeur exemplaire de l'est passé au Portugal de 25 avril 1974. Voilà, dit-on, dont le parti socialiste a eu de la résistance victorieuse pour l'établissement d'un nouveau cadre économique international, ces

(PUBLICITÉ)



Une vue de la région délimitée du Douro, productrice des vins de Porto.

C'est le vin générique de la région du Douro, exporté, après vieillissement, par le port de Porto.

La culture de la vigne dans la région du Douro est très ancienne. Mais c'est pendant le dernier quart du XVIII<sup>e</sup> siècle que l'exportation de vin de Porto prit son essor, surtout vers la Grande-Bretagne.

L'accroissement de l'exportation s'accompagna après la signature du traité de Metternich (1793). Et on arriva à l'année 1751. La région du Douro se heurtait à sa première grande crise, conséquence non seulement de l'abandon de la récolte, mais aussi de la baisse de qualité, en raison de fraudes et d'altérations. La désorganisation en est arrivée à un tel point que le gouvernement du marquis de Pombal, ministre du roi D. José I<sup>er</sup> du Portugal, intervenant et crée, en la destinée de produits spéciaux, la Companhia Geral de Agricultura das Vinhas do Alto Douro.

Le but recherché était de maintenir le crédit des vins, au moyen d'une politique de qualité et d'authenticité. Pour arriver à ce résultat, on a procédé à la première délimitation de la région des vins génériques du Douro ; on a déterminé que ces vins devaient être séparés des autres ; on a réglementé les mesures à adopter pour éviter le coupage des vins, etc.

Aujourd'hui, c'est l'Instituto do Vinho do Porto, organisme officiel, qui, avec ses services techniques, de contrôle, etc., est chargé de défendre et de garantir le renom et l'authenticité du Porto. L'instituto émet des certificats de garantie pour tous les Portos mis en bouteilles à l'origine et délivre des certificats d'origine et des certificats d'authenticité et qualité en vue de l'exportation.

La région délimitée du Douro ou simplement « Douro » — région productrice des Vins de Porto — s'étend non seulement le long du fleuve qui porte ce nom, à partir d'un point situé à cent kilomètres en amont de la ville de Porto, mais aussi dans les vallées encaissées de ses affluents, Corgo, Pinhão, Tago et autres.

Vallées de schiste, vallées fougères ; coulé profonde, canalisée, dominée par des massifs granitiques dont les crêtes dépassent les 1500 mètres, qui forment l'assise du nord du Portugal.

## LE VIN DE PORTO

Région de vignes très rares, aux galées fréquentes en décembre et janvier, avec des bruyères de novembre à février. L'hiver y forme un violent contraste avec les ardeurs torrides de l'été. Géologiquement, la zone appartient aux schistes du cambrien et du précambrien. Ses caractères orographiques, géologiques et climatiques distinguent cette région de toutes les autres.

Au cours des siècles, à force d'acharnement et de volonté, les vignes du Douro ont été aménagées sur ces pentes abruptes et très rocailleuses, confondues des terrasses et des gradins où pousse la vigne.

Il faut d'abord creuser le sol à un mètre de profondeur. On commence par planter le cep porte-griffe : l'année suivante on effectue le greffage. Les vignes sont installées en rangées. Les ceps d'une rangée s'appuient sur deux, plus rarement sur trois fils de fer fixés à des schistes plantés dans le schiste.

Avec quelle sorte de raisins fait-on le Vin de Porto ? C'est la qualité du sol, c'est le climat, qui font le Porto. Cependant, cela va de soi, un certain nombre de cépages, plus de 20 ou 30, doivent être choisis pour obtenir les meilleurs résultats.



Cépages de garantie émis par l'Instituto do Vinho do Porto pour tous les Portos mis en bouteilles à l'origine, à Porto, Portugal.

Cette multiplicité de variétés est une caractéristique de la vigne du Douro. Dans la plupart des régions viticoles, un cépage prédomine, trois ou quatre.

Beaucoup de gens supposent que la préparation du Porto est une mystérieuse. En réalité, c'est la noblesse même des raisins, conseillée de la nature des cépages et des caractéristiques exceptionnelles de la région, qui donne naissance à ce produit d'une valeur si particulière.

Il faut un nombre respectable d'années pour transformer le vin de Douro en ce nectar dénommé sous le nom de « Porto ». C'est là l'apparition délicate de Vin Nova de Baixo, à Porto.

Ajoutons que le procédé typique et ancien de foulage aux pieds progressivement remplacé par le foudage mécanique.

De plus en plus, les « ligures » sont remplacées par de grandes latitudes de vinification : souci de rentabilité et insuffisance de la d'œuvre expliquant cette évolution.

Le Vin de Porto est un nom, une appellation d'origine. Il y a plus sortes ou types de Portos. Au moment choisi pour le vinage, pendant fermentation du moût, on obtient des Portos plus ou moins secs ou ou moins doux. Le Porto peut être produit à partir de raisins rouges blancs et son vieillissement s'accomplit en fûts ou en bouteilles.

Le Porto vieillit en fût, est presque toujours, le produit d'un assemblage de différentes années. S'il est rouge et jeune, il a une couleur foncée et, en vieillissant, il devient plus pâle, passant par le « r » et plus tard le « tawny ». Chaque type a son intérêt particulier. Au contraire de choisir celui qu'il préfère selon son goût. S'il est blanc, c'est du blond doré, il est normalement sec, plus léger et excellent au apéritif.

Parfois, quand une récolte est de très bonne qualité et que le présent des caractéristiques exceptionnelles, rouge foncé et corsé, bon et d'un goût très fin, il est mis en bouteilles après deux ans de fût et avant la troisième, il est vieillissement se fait alors dans bouteille. C'est le « vintage ». Porto d'une seule récolte, et toujours le même. Ce type de Porto doit être dégusté avec soin quelque temps après le service : pour éviter de le troubler, et aussi pour qu'il puisse respirer sa longue curation dans la bouteille.

Le Porto peut être dégusté tout au long du jour ou de la nuit, le goût du consommateur, le type de vin choisi et le mode. C'est une question de palais et d'habitude. Mais si, par souci de simplicité, on désire un seul Porto pour toutes les occasions, un vieux « tawny » sera un bon jugement.

مركز المعلومات







# Le legs encombrant du salazarisme

J'ai été, expliquait l'abbé Siegas à qui l'on demandait comment il avait réussi à traverser sans encombre la tourmente révolutionnaire trépidante. Comme des années qui résistent à tous les assauts de régime, certains secteurs d'activité importante ne sont pas démolis par les bouleversements politiques. Ainsi le tourisme portugais — un des piliers de l'économie du pays — a, jusqu'à présent, résisté à la révolution. Mais, depuis le 25 avril 1976, ce secteur n'est plus le même. L'ancien régime, estimé indigne de continuer à diriger le pays, a été remplacé par un nouveau régime.

— un salaire de base de 7 000 escudos par mois (un peu plus de 1 000 francs), soit près du double du minimum garanti. On parle vaguement d'une « révolution salazariste » du secteur : le régime salazariste n'avait-il pas opté, délibérément, pour un tourisme de luxe, extrêmement sélectif ? Des Portugais engagés eux-mêmes les « processus », en campagne sur les terrains de golf de l'Algarve. L'euphorie n'a pas duré.

Il est vrai que, dans ce domaine, les premières expériences, bien timides, n'ont guère été concluantes. Les bordes de touristes « politiques » qui, de l'Europe entière, ont déferlé sur le Portugal durant l'été 1974 n'ont pas compensé, loin de là, les pertes enregistrées du côté de la clientèle habituelle — notamment les Américains et les Espagnols, effrayés par une presse alarmiste. On voyait, certes, avec sympathie ceux qui venaient assister au spectacle de la révolution : l'Office du tourisme lui-même affichait : « La liberté, c'est contagieux ! » Mais la dépense quotidienne moyenne d'un étranger dans de 1 400 escudos (plus de 200 F), il était difficile d'oublier que l'Office de « touristes militants » ne compensait pas le manque à gagner !

## La liberté contagieuse

Le tourisme social n'est pas une priorité du moment, explique aujourd'hui M. Manuel Rocha, directeur du bureau d'études et de planification de ce secteur. « Il n'y a qu'une certitude : le tourisme fait rentrer de l'argent au Portugal ». C'est là une excellente définition de la politique suivie, dans ce domaine, par toutes les équipes qui se sont succédé au pouvoir depuis le 25 avril 1974. Le problème n'est pas d'attirer dans les rues, et fleurir la révolution aux frais des salaires, mais de développer le tourisme — souvent les mêmes que naguère — continuant leurs actions de promotion.

## Une situation de fait

Les nouveaux responsables ne faisaient qu'aggraver une situation de fait, dont l'Algarve offre un bon exemple. A l'extrême sud du Portugal, dans une région ensolée, cinq hôtels de cinq étages, quatre terrains de golf, des tennis et deux casinos ont été construits entre Lagos et Faro, dans les années qui ont précédé le printemps de 1974. Bien desservi par l'air et par le train, la région est, ce n'est plus de doute, la plus fréquentée par les Portugais eux-mêmes, qui ont, après le 25 avril, découvert leur propre pays. Mais ce n'est évidemment pas dans ces hôtels luxueux qu'ils descendent.

Pourtant, ce qui est fait est fait. Pour l'équipe au pouvoir, l'alternative est donc de rentabiliser ces équipements de luxe, ou, si possible, de les convertir. Ils ont, selon toute apparence, choisi de rentabiliser l'héritage (1).

« Personne, aucun pays, ne peut échapper au tourisme. Même la Roumanie, la Yougoslavie ou l'Algérie, en tant que pays touristiques, ne peuvent pas échapper au tourisme », M. Luis Felipe Madeira.

## Obidos, Batalha

Alors, une fatalité ? Les travaux n'ont, en tout cas, jamais cessé à Vila-dourna — un ensemble de prestige de 1 600 hectares situés dans l'Algarve. Les gouvernements les plus durs, ceux qui mettaient en cause avec le plus de fermeté le tourisme sélectif, n'ont même pas retardé les programmes. Le général Vasco Gonçalves lui-même n'a-t-il pas déclaré, en juillet 1975, que les activités de ce secteur ne devaient pas être nationalisées ?

Le Portugal, avec ses 800 kilomètres de plage — certaines d'entre elles font plus de 100 kilomètres de long — son soleil sur les affiches de l'Office du tourisme, les soldats de la révolution ont été remplacés, cette année, par de superbes paysages, ses paysages attrayants et pittoresques, ses traditions populaires, offre exactement ce que recherchent, pour leurs vacances, nombre d'habitants des pays industrialisés. Les petits ports de la Côte d'Argent, où les pêcheurs colifient de bonnets blancs leurs filets bleus sur les plages, des villes fortifiées comme Obidos, aux rues blanches et calmes, des cités — comme celle de Batalha, véritable dentelle de pierre — les vieux quartiers de Lisbonne où l'on peut écouter le fado : tout cela n'a rien perdu de son attrait ou de sa beauté.

L'ensemble ayant été conservé, il faut, à présent, répartir les conséquences futures des événements. Une indication statistique les résume : les chiffres

de 1970 seront à peine rattrapés cette année. Deux problèmes pressants obsèdent actuellement l'avenir, à court ou à plus long terme.

Celui des retournés tout d'abord, ces rapatriés de l'Angola et du Mozambique qui, depuis la fin de 1975, occupent une partie des hôtels — si bien que les agents de voyages ont craint de ne pas avoir de places pour leurs clients. Les augmentations de salaires, en second lieu, ont rendu plus difficile l'exploitation d'une clientèle de luxe, nécessitant un personnel nombreux.

Avec la « normalisation » consécutive au 25 novembre 1975, le tourisme reprend peu à peu sa place dans l'économie portugaise. Il n'apparaît plus, aujourd'hui, dans une société où la fièvre est retombée, comme un « cancer » toxique. Les responsables actuels s'efforcent de faire admettre que les hôtels de luxe — à faire se révolter un paysan de l'Alentejo — peuvent aussi servir la cause, et qu'attirer une clientèle fortunée n'est pas incompatible avec le socialisme.

Il reste que cette clientèle n'est pas toujours au rendez-vous. Les responsables actuels de tourisme admettent que, pour attirer en nombre ces clients des pays d'Europe dont ils espèrent la venue, il faudra améliorer les infrastructures, les routes, les aéroports. N'ayant que, les prix portugais, tout en restant parmi les plus bas d'Europe (2), ont tout de même grimpé depuis le 25 avril 1974.

## CHRISTIAN COLOMBANI

(1) Les autorités s'efforcent, cependant, d'organiser l'accueil des touristes dans l'Alentejo, l'intérieur du pays.  
(2) Hormis l'Espagne, actuellement, le Portugal est le pays où le tourisme étudie un système de détaxe de l'achat de l'assurance des touristes.



## TOURISME

### OU, QUAND, COMMENT COMBIEN ?

Le Portugal se divise en neuf régions touristiques : Côte Verte, Côte d'Argent, les Montagnes, la Côte de Lisbonne, Lisbonne, les Llanuras, l'Algarve, Madeira et les Açores. D'une région à l'autre, les prix varient sensiblement, mais, dans l'ensemble, l'hôtelier portugais est très compétitif. En haute saison, dans un hôtel de première catégorie de la Côte de Lisbonne, il faut compter 150 F par jour et par personne, en moyenne. A Lisbonne : 200 F. A Madeira : 250 F. Mais sur la Côte d'Argent, au sud de Porto : 100 F seulement.

L'Algarve est l'une des régions les mieux équipées du continent, la plus ensolée : la température varie de 15 degrés l'hiver à 25 degrés l'été en moyenne. On pratique le golf à Guimaraes, Lagos, Vilamoura et Penina. Les terrains sont ouverts toute l'année : 250 escudos par jour en moyenne. La région est très bien desservie. Il n'y a que vingt minutes de vol entre Lisbonne et Faro.

● Renseignements pour l'ensemble du Portugal : secrétaire d'Etat au Commerce extérieur et au Tourisme, direction générale du tourisme, Paçoca Fox, Praça das Restauradores, Lisbonne, tél. 357-451. A Paris : Maison du Portugal, 7, rue Sorbier, 75008, tél. 073-44-71.

# BANCO PINTO & SOTTO MAYOR

Siège Social : LISBONNE (Portugal)  
Succursales : Porto, Luanda, Maputo, Paris

## UNE BANQUE A VOCATION INTERNATIONALE

SUCCURSALE A PARIS  
6, rue de la Chaussée-d'Antin. — PARIS (9<sup>e</sup>)

### AGENCES EN FRANCE

REGION PARISIENNE : Champigny-sur-Marne, Corbeil, Deuil-la-Barre, La Courneuve, Montfermeil, Montfermeil, Nanterre, Paris-15<sup>e</sup>, Paris de Charenton, Saint-Maur-des-Fossés, Saint-Gervais-des-Bois, Sevres, Villejuif, Villeneuve-Saint-Georges.

PROVINCE : Bordeaux, Clermont-Ferrand, Lille, Lyon.

### BUREAUX A L'ETRANGER

Düsseldorf - Montréal - Toronto



# Louez Maeva au Portugal.

Avec la TAP, c'est à 2h30 à vol d'oiseau.

Au printemps avec la T.A.P., envollez-vous pour le sud du Portugal, et découvrez la nouvelle formule de location vacances Maeva. A Pedras del Rei et Pedras da Rainha.

Vous louerez une maison bien à vous, à votre taille, entièrement meublée et équipée, vous vivrez vos vacances en toute indépendance. Au bord de la méditerranée, et près de ce que vous aimez. Vous trouverez sur place des activités nombreuses que Maeva a imaginé pour votre plaisir.

Gratuitement : piscine, pétanque, yoga, ping-pong, volley-ball, jeux de société, jardin d'enfants sont offerts par Maeva.

Pour un prix raisonnable : tennis, voile, ski nautique sont payables à la carte.

Ainsi vous passerez des vacances libres et heureuses selon vos envies et votre budget.

Alors dès le 22 mars, avec la T.A.P., filez vers l'Algarve et en moins de 2 h 30 rejoignez Maeva au cœur de l'une des plus belles régions du Portugal.

Réservez dès maintenant.

**Maeva**  
88 Champs Elysées 75008 Paris  
742.68.90

**TAP**  
THE AIRLINE OF PORTUGAL

nave



## Au fil de la semaine

# La confession forestière

**VENTS VERTS**  
**VENTS GRIS**

**LE JOURNAL**  
**ET**  
**SON LECTEUR**

PIERRE VIANSSON-PONTE

C'est un beau texte, n'est-ce pas, et de bons, d'excellents principes. Des principes tout imprégnés sous-tout du socialisme utopique du dix-neuvième siècle ou du socialisme du premier tiers du vingtième siècle ? Mais non ! Mais non ! cette déclaration s'élève et s'ambigüe au stade de la déclaration de la dernière guerre, elle a à peine plus de trente ans. C'est en novembre 1945 que la Fédération nationale de la presse française adopta l'anthropisme ce projet qui avait été préparé dès la fin de l'occupation par le Conseil national de la résistance. Un simple projet car — inutile de le préciser, on s'en doute tout un peu — il n'a jamais vu le jour, il n'a jamais été discuté, il n'a jamais été voté, il n'a jamais été appliqué. Il n'a jamais été discuté, il n'a jamais été voté, il n'a jamais été appliqué.

Quid te lid le dno ? J'el'entendu caci :  
Automobilistes, attention ! Les tor-  
tes nrales peuvent d'aportir votre  
volture... C'est loin de l'Océan,  
Paris ! Loin des fenêtres sur l'Océan.  
Les vents gric ! Les vents verts !  
Ils persistent à chamboular les cham-  
branles, à fracasser leurs poings  
contre la cyprade. Vents gric, vents  
verts ! Les cyprades comme des tor-  
tes afoies. Les chiens se taisent,  
raïncus par tous ces aboiements qui  
roulent sur les murs. Les rideaux  
bougent. Les rideaux comme des  
fronts anglois.

Les vents sont verts, les vents sont  
gric. La nuit est tombée. Elle est  
noire. Elle va engluer la couleur des  
vents, mais non leur violence. Qui  
donc viendra ce soir, dans la tem-

**X. TER GRALL**





## RADIO-TELEVISION

Voici la fin mon bel ami »

**UNE TENTATIVE  
DE CINÉMA  
MODERNE**

[illegible][illegible][illegible]

**JACQUES SICLIER.**  
Mercredi 15 décembre, FE 3.

## AIX-EN-PROVENCE RÉVISE « SIX FOIS DEUX »...

## *Jean-Luc Godard au Relais culturel*

[illegible][illegible][illegible][illegible][illegible]

LOUIS MARCORELLES,

## ...ET DÉCOUVRE « LA MÉMOIRE D'UN PEUPLE

## Claude Santelli au Télé-Forum

[illegible][illegible]

Plus, l'Internationale socialiste se reconquerra avec ceux qui ont fait la révolution du Front populaire. C'est ce que Lénine a dit à la fois au congrès de la 3<sup>e</sup> Internationale et au congrès de la 2<sup>e</sup> Internationale. C'est ce que Lénine a dit à la fois au congrès de la 3<sup>e</sup> Internationale et au congrès de la 2<sup>e</sup> Internationale. C'est ce que Lénine a dit à la fois au congrès de la 3<sup>e</sup> Internationale et au congrès de la 2<sup>e</sup> Internationale.

[illegible][illegible]

pratiques ont été, d'ailleurs, les mêmes (après de voir les ques-

**A**NGOISSES nocturnes, jalousies  
tamment, éducation sexuelle,  
nudité, nourriture, châtiment  
parents, difficultés de langage... La li-  
gure des « problèmes » que posent à  
parents les enfants d'aujourd'hui. Les  
carrés de jadis, les habitudes  
ancrées ou les routines qui  
transmettent de génération en géné-  
ration volent en éclats. Être parent, en 1978,  
est une sinécure. Le succès d'une  
émission de radio diffusée chaque  
semaine plus de deux mois par France  
témoigne de la variété des questions  
posées.

ou des étranges. A propos  
factive, elle explique à tous  
sont confrontés à  
quelle est son explication  
vue sur tel ou tel compos  
affirme souvent « ne pas  
Ses interventions visent  
renvoyer les parents à leur  
à essayer de comprendre  
qu'une attitude, un compo  
de leur enfant, peut signi

une lettre signée  
les parents qui  
e genre de cas  
ou son point de  
ement. Mais elle  
tenseur de vérité a  
sentimentalement à  
s responsabilités,  
eux-mêmes ce  
tamment, un tic  
tifier de profond.

quo François Dolto, par  
voir. Les psychanalystes qui  
sont dépositaires de tant de  
maînes... Nous ne sommes  
teurs. L'expérience de ceux  
de leur souffrance en la  
sur le jour doit servir aux  
la sortent de la leur. Selon  
épreuve en petite épreuve, et  
certains enfants à des épro-  
Or il est possible d'éviter  
e souffrances inutiles et qui  
impossibilité des échanges,  
c les parents.

pratiques obscures, démo-  
crasie façon de voir les ques-  
qui renvoie à une autre  
de l'Economie et de la  
». Ce « Lip vu de l'inté-  
», écrit et joué par une poi-  
de travailleurs d'une entre-  
pour en faire servir à la  
on de tous les secrets. Film  
liens, de ceux qui se re-  
sent dans le « comité d'ac-  
», il gomme volontiers  
vail des organisations syndi-  
et présente la C.G.T. sous  
un défavorable. Pour sa part,

Confier à une psychanalyste renommée le soin de parler de l'éducation des enfants, c'est comme demander à certains parents de confier à la psychanalyste Dolto la garde de leur fille aînée, la dernière, dépourvue du soutien tantôt des spécialistes de l'inconscient, tantôt des spécialistes de l'innocence. On comprendrait, on pourrait être tenté de comprendre simplement pour une bonne raison que dans son sens, la psychanalyse n'est pas une science, mais une expérience. Son enseignement va bien au-delà de la parole.

Chaque semaine, Françoise Dolto reçoit cent cinquante à deux cents personnes, dont une partie est particulière. Mon fils aîné, âgé de dix ans, me dit : « Maman, j'ai une question sur papa, que dois-je lui dire ? »

— Tu n'as rien à lui dire, dit-elle. Tu es sa fille, n'est-ce pas, les autres en sont sûrs, comment lui prendre ? Faut-il ériger la dispute devant nos enfants ? Mais

« Je suis très à l'aise avec ce langage violent. »  
« La violence est le principe — comme les principes de rester des enfants », — Françoise Du faitre de la psychanalyse n'appelle pas ses correspondances, ne suscite aucun débat, ne suscite aucun parti pris de voyantisme, sobriété de ses interventions, tant douce : elle se situe à la dédramatisation, qui

« Mais, nous sommes  
 dans une telle  
 permanence  
 Par sa présence  
 nous se bécotaient  
 et se bécotaient  
 et pour les  
 jase aux  
 de à se éviter de  
 l'antenne. Elle  
 aux télé-  
 déballage et de  
 de certains. La  
 est parfaite-  
 ment-chemin entre  
 minait tous les

saire réfrénait  
 souffrance ma-  
 de ne pas com-  
 L'homme est la  
 l'homme est la  
 Bien que l'ho-  
 lance à une fa-  
 femmes au po-  
 beaucoup d'ho-  
 de famille ré-  
 correspondant  
 réfrénait d'un  
 supériorité d'un  
 écouter l'émis-  
 important, les  
 s'importe com-  
 nous aider à  
 ment. < Mém-

Les parents sur le fait que la  
 nature de l'être humain, c'est  
 de communiquer avec les autres. «  
 être de relation : privation  
 de communication, c'est la mort  
 François Dolto peut sur l'au-  
 tre chose ou ce sont surtout les  
 sur qui peuvent l'entendre,  
 mêmes lui écrivait : les père  
 ont un dixième de ses  
 l'âme c'est cette  
 l'essence humaine, c'est  
 de découvrir la radio pour  
 n : « Vous comprenez, c'est  
 en/ants, et on fait tout ça  
 et. » François Dolto veut  
 pas faire n'importe com-  
 c'est une goutte d'eau dans

tion C.F.D.T. de film a tenu  
servies : « Le film me mon-  
trufficientement comment j'as  
après le goût du collectif. On  
pas avec les difficultés que  
concernent ces pratiques colle-  
ctives en reconnaissance que « ce  
le collectif traduit bien une  
qui est possible dans la pro-  
ductions nouvelles lentes », la  
C.F.D.T. a décidé de faire  
et les insuffisances (-), elle  
des pas perdant de son film  
sa position à elle ».

**BERNARD ELIE.**

Le film sera programmé

BERNARD ELIE.

e pose des questions sur la mort  
re ? Le contenu de ces lettres trahit  
grand trouble dans les familles. Fra  
lito se garde bien de donner des ra

comportements, et la n  
décréterait des règles à ob  
d'être de mauvais parents.  
« J'ai finalement accep

de faire cette

**BRUNO FRAPPAT.**  
France-Inter, 15 h. 15.

des salles publiques, à  
au Cinématographe, du  
22 décembre, et à Paris  
du 6 janvier 1977.

\* Tous les jours, France-Inter, 15 h. 15.

## RADIO-TELEVISION

## ECOUTER - VOIR

● **PORTRAIT MUSICAL : JOHN CAGE** — Les mardi 14 et jeudi 16 décembre, France-Musique, 22 h. 30.

Le père du néo-dadaïsme américain, à deux reprises sur « France-Musique la nuit », « Chant d'oiseau en Concert », dit Didier Allard (co-auteur avec Yves Ruggieri de ce portrait musical). C'est représentatif de l'école. Depuis, cette position a été révisée, et l'on écoute les paroles du maître avec sérieux. Ici, deux interviews antérieures (dont l'une, réalisée en 1970 par Jean-Yves Rousseau), saluent à des partitions enregistrées, mettent l'accent sur le thème du temps et sur les rapports du musicien et du social.

● **TELEFILM : FRANÇOIS LE CHAMPEL** — Mercredi 15 décembre, TF 1, 20 h. 30. Roman payan, roman éditant Fran-

çois le Champel cristallise sans doute les aspects les plus démodés de l'inspiration de George Sand. Certains romans romantiques y ont, de plus, perdu leur actualité : la « malédiction » qui pèse sur le héros (Patrick Raynal), fils adultère, abandonné et recueilli ; l'histoire qui entraîne l'amour du « champel » pour sa bien-aimée (Marie Dubois), de vingt ans son aînée.

À tous ces dépassements dans le temps, le réalisateur Laure Igliès ajoute des intrusions folkloriques, histoire de bien faire comprendre que l'action se situe dans le Berry. Résultat : c'est réussi.

● **TELEFILM : BARTLEBY**, — Jeudi 16 décembre, A 2, 20 h. 30.

Une fable morale, d'un sens ambigu. Serait-ce la solitude, l'impossibilité de communiquer, la pauvreté, qui ont fait échouer Bartleby (Maxime Mailfort) dans une ardeur d'existence,

face aux sarcasmes de Maurice Bland ? Est-ce le désastre qui le pousse, bientôt, à l'extinction ? À ne plus exister, à ne plus travailler, pour enfin, mourir volontairement, d'insomnie, en prison ? Ou bien, Bartleby représente-t-il l'abandon de soi, la perte du sentiment de responsabilité, l'appel à la pitié, à la charité, la part de culpabilité, toujours exploitée, en chacun de nous, « dans les Berraches » ?

Adaptant une nouvelle d'Herman Melville, Maurice Roné a choisi cette interrogation pour faire sa rentrée, comme réalisateur, au petit écran. Choix judicieux, d'après Michel Lonsdale, dans le rôle de l'inspecteur apitoyé, incertain, témoin du « martyr », futur agresseur.

● **DIRECT : DEPUIS LE MUSÉE DU LOUVRE**. — Du jeudi 16 décembre au samedi 1<sup>er</sup> janvier, A 2.

Pour ajouter au liste des fêtes de

fin d'année sur la dernière chaîne, Jacques Chancel a eu une idée : le Louvre. À 19 h. 40, présentation quotidienne d'une place maîtresse des collections (le buste d'Aménophis IV, le 161 ; à 19 h. 50, et chaque jour également, Daniel Lecomte évoque l'histoire du musée. Les caméras s'installent enfin entre les cariatides pour l'« Apogée », puis dans la salle de Grosse (département assyrien) au cours de « Musique de nuit », en fin de soirée, le vendredi 17.

● **FEUILLETON : LES BEAUX MESSIEURS DE BOIS-DORÉ**. — À partir du samedi 18 décembre, A 2, 20 h. 30.

Une « saga pour les fêtes », un feuilleton en cinq épisodes, inspiré (c'est le salon 1) par George Sand, cette histoire d'« amour sur fond d'ordre de France »

manque pas de rebondissement mouvementé. Lauriant, jeune et ingénieux, noble, veuve, battue et bon marquis de Bois-Doré, déjà mais très épris, et le frondeur de trois ans son cadet : situation, il y a en outre un Espagnol, V qui fait les figures de Richeur puis encore, Adamas, astrologue excommunié en même temps que nio. Il y a encore les routiers (en qui s'attaquent, pillent, tuent et) sur leur passage. Il y a guère de mais beaucoup d'épées, et de donc. L'histoire de France est, ment bien romanesque et ses av bien photographiques. Ce western de jadis réalisé par Bernard Borda est une image drôle — une drôle d' — de la mythologie du feuilleton gas.

## Les programmes des fêtes

DES films, toujours et encore, sur les trois chaînes de télévision pendant la période des fêtes de fin d'année. Des rediffusions, également, en matinée, sur Antenne 2 (Falcioni, Santelli, etc.). C'est heureux, en un sens. Car le doute plane encore sur la diffusion des programmes originaux-téléfilm de création et spectacles de variétés. Certains tournages, déjà, sont

suspendus par le grève qui immanquablement les artistes interprètes. Ainsi le « Chantier » de Jean-Christophe Averty ne sera diffusé que pour une partie. Des dramatiques, dont le dernier épisode n'a pu être terminé à temps, ne seront pas programmées. Pour les variétés, « tout est encore possible », si la grève cesse comme le souhaitent les présidents des sociétés.

Les festivités débutent sur TF 1 le 18 décembre sous l'étiquette « prestige » : duo Jean Delannoy-Jean Anouilh pour une fiction historique en trois parties, retransmission lyrique et chorégraphique ; hommages de Jean-Marie Drot à André Malraux.

Départ en flèche dès le 16 décembre, sur Antenne 2, avec le rentrée de Maurice Roné

comme réalisateur de télévision et adapte Herman Melville ; avec le retour de Jean Tophe Averty comme scénariste des visions lyriques de Jules Verne dans le Châtea Carpathes (le 19).

La troisième chaîne, au contraire, ne pas la rythme de ses soirées. Sinon, évitez les 24 et 31 décembre.

	TF 1	A 2	FR 3
<b>LUNDI 20 DÉCEMBRE</b>	19 h. 45. Les mini-chroniques quotidiennes, de René Cocquyt. 20 h. 30. Film : « Les Lumières de la ville », de Ch. Chaplin. 22 h. Récit-document : « Contes du solstice » (1), d'A. Volant.	18 h. 55. Ciné-club : « Un Américain à Paris », de V. Minnelli. 22 h. 35. Variétés : Les Rolling Stones. 23 h. 35. Portrait : Le violoniste Yehudi Menuhin, par S. Monassezon.	20 h. 30. Film : « Carambolages », de M. Elu' avec L. de Funès.
<b>MARDI 21 DÉCEMBRE</b>	20 h. 30. Série : « Chapeau melon et bottes de cuir » (nouveaux épisodes). 22 h. « Contes du solstice » (2).	10 h. 20. Concert : Cyrie Gilbert Amy. 11 h. Rediffusion : « Père Amable », d'après M. Parnet, réal. Cl. Santelli. 19 h. 55. Ciné-club : « La Règle du jeu », de J. Renoir. 20 h. 30. Les docteurs de l'écran : « L'enfant sauvage », de P. Truffaut. (Débat : la civilisation).	20 h. 30. Film : « La Planète des singes ».
<b>MERCREDI 22 DÉCEMBRE</b>	20 h. 30. Téléfilm : « Le Jeune Homme et le Lion » (Charlemagne), de J. Delannoy et de J. Anouilh, avec G. Wilson. (Première partie). 22 h. « Contes du solstice » (3).	19 h. 55. Ciné-club : « Le Cameraman », avec B. Keaton. 20 h. 30. Retransmission lyrique : « La Traviata », de G. Verdi. (Spectacle du Festival d'été-en-Provence). 22 h. 30. Portrait : la comédienne Gabrielle Dorziat.	20 h. 30. Film : « Jerry la grande gueule », de J. Lewis.
<b>JEUDI 23 DÉCEMBRE</b>	21 h. 30. Retransmission lyrique : « Salomé », de R. Strauss. (Spectacle de l'Opéra du Rhin), réalisation M. Rabinovitch.	11 h. Rediffusion : Gouverneur de la roche, de M. Falcioni. 19 h. 55. Ciné-club : « L'Éternel retour », de J. Delannoy et J. Cocquyt. 20 h. 30. Film : « Le Petit Baliseur », de R. Dhéry, avec L. de Funès. 22 h. 15. Portrait : l'écrivain Pierre Jakez-Hélias.	20 h. 30. Film : « Les Demoiselles de Rochefort », de J. Doury.
<b> VENDREDI 24 DÉCEMBRE</b>	21 h. 45. Concert : Jeunes virtuoses lyonnais. 22 h. 45. Veillée en direct de Perpignan. Vers 23 h. 30. Messe de minuit, en Eurovision, depuis Saint-Pierre de Rome.	19 h. 55. Animé : l'Opéra sauvage, de F. Rossif (tous les jours jusqu'au 31 décembre). 20 h. 30. Ciné-club : « Laurel et Hardy ». 21 h. 30. Veillée : La nuit de Graciosa et de Virgile.	20 h. 5. Le Crime de Mécène. 21 h. 5. Retransmission dramatique : « l'Otage », de P. Claudel. 22 h. 55. Culture : Méditerranée. 0 h. 5. Les crèches du monde, de F. Rossif.
<b>SAMEDI 25 DÉCEMBRE</b>	15 h. Téléfilm tchèque : « Trois noisettes pour Cendrillon ». 22 h. Film : « Ben Hur », de W. Wyler.	20 h. 30. Feuilleton : Les beaux messieurs de Bois-doré, d'après G. Sand. Réal. B. Borderie.	20 h. 30. Comédie musicale : « Chantier », de Ch. Averty, d'après J. Rostand. Avec J. Plat Ch. Mazzoni (première partie).
<b>DIMANCHE 26 DÉCEMBRE</b>	10 h. 30. Festival Gary Cooper : « Le Cavalier de bois », de W. Wyler. 20 h. 30. Film : « Le Mur de l'Atlantique », de M. Camus, avec Bourvil. 22 h. À bout portant : Raymond Devos.	20 h. 30. Retransmission dramatique : « Des souris et des hommes », de J. Steinbeck. Mise en scène de R. Hossain. Réal. M. Binwal. 22 h. 20. Récit : Serge Reggiani (sous réserve).	22 h. 30. Cinéma de minuit : « Orphee et préjudice », de R.-Z. Leonard, avec L. Olivier.
<b>LUNDI 27 DÉCEMBRE</b>	20 h. 30. Film : « Les Découragés de la 11 <sup>e</sup> », de Christian-Jaque, avec Fernandel. 21 h. 30. Retransmission chorégraphique : « Petrouchka », au palais Garnier, avec R. Nourzet.	19 h. 55. Ciné-club : « Antoine et Antoinette », de J. Becker. 11 h. Rediffusion : « Léopold le bien-aimé », de G. Wilson. 19 h. 55. Ciné-club : « Le Voyage fantastique », de R. Fleischer. 20 h. 30. Les docteurs de l'écran : « Tom Fort », de R. Wilderberg. (Débat : Comment on invente un champion).	20 h. 30. Film : « Certains l'aiment chaud », de R. Wilder, avec M. Monroe.
<b>MARDI 28 DÉCEMBRE</b>	21 h. 30. Soirées : Fernand Raynaud (sketches). 22h. Musique : Récital du violoncelliste M. Rostropovitch.	19 h. 55. Ciné-club : « Les Belles de nuit », de R. Clair. 21 h. 30. Magazine : Tant que les hommes auront faim, de R. Fec.	20 h. 30. Film : « Le Clan des Siciliens », d'El. Vernier.
<b>MERCREDI 29 DÉCEMBRE</b>	19 h. Film : « Pluk, naufragé de l'espace », de J. Imene. 20 h. 30. Téléfilm : « Le Jeune Homme et le Lion ». 22 h. Document : La Musée imaginaire (André Malraux), de J.-M. Drot.	11 h. Rediffusion : « Monsieur Jadis », de M. Polan, avec Cl. Rieu. 19 h. 55. Ciné-club : « Boulevard du crématorium », de R. Wilder. 20 h. 30. Grand ébénier : Arthur Hobbstein (sous réserve).	20 h. 30. Film : « Un monde fou, fou, fou », de S. Kramer.
<b>JEUDI 30 DÉCEMBRE</b>	19 h. Comédie-Française : « Lorenzaccio », d'A. de Musset. 20 h. 30. Ballet : Hommage à Nijinski, avec P. Bortolozzi.	19 h. 55. Ciné-club : « Drôle de drame », de M. Carné. 20 h. 30. Film : « La Cuisine au beurre », de G. Grangier, avec Fernandel et Bourvil. 21 h. 30. Film chorégraphique : « Je suis né à Venise », de M. Bérard. 22 h. 55. Vendredi : Bonne année, chère administré une comédie musicale de J.-P. Alessandri. 0 h. 15. Film : « Arabesque », de S. Donen.	20 h. 30. Film : « Opération Omega », de R. Kull.
<b> VENDREDI 31 DÉCEMBRE</b>	19 h. Film : « Le Roi de cœur », de Ph. de Broca. 17 h. Comédie musicale : « Trafalgar », de G. Calvi. 20 h. 30. Le saut de l'ivoire, à Los Angeles. 21 h. 30. Show Jerry Lewis. 22 h. 30. Bienvenue à 1977 : En direct de l'Observatoire de Nice.	14 h. 35. Film : « French Cancan », de J. Renoir. 22 h. 30. Téléfilm : « Un amour de jeunesse », de R. Rouleau, d'après Barbey d'Aurevilly (sous réserve).	21 h. 35. Retransmission lyrique : « La Vie parisienne », d'Offenbach. (Filmed au Capitole de Toulouse). 22 h. 55. Vendredi : Bonne année, chère administré une comédie musicale de J.-P. Alessandri. 0 h. 15. Film : « Arabesque », de S. Donen.
<b>SAMEDI 1<sup>er</sup> JANVIER</b>	20 h. 30. Variétés : Michel Sardou. 21 h. 30. Au théâtre ce soir : « La Bagatelle », de M. Achard, avec Amarante.	10 h. 55. Théâtre pour les jeunes : Frodo le fils du forgeron, par le Théâtre de la Salamandre. 14 h. 35. Film chorégraphique : « Je suis né à Venise », de M. Bérard. Humour : On mange pas d'air, de P. Lescure, M. Desjournes et E. Thionozza.	20 h. 30. Film : « La Charge fantôme », de R. Walsh.
<b>DIMANCHE 2 JANVIER</b>	19 h. Festival Gary Cooper : « La Glorieuse aventure », d'El. Hathaway. 20 h. 30. Film : « Le Téléphone rose », d'E. Molinaro. 22 h. Variétés : La fête des Calendes en Grèce, réal. R. Mantouli.	14 h. 35. Film : « French Cancan », de J. Renoir. 22 h. 30. Téléfilm : « Un amour de jeunesse », de R. Rouleau, d'après Barbey d'Aurevilly (sous réserve).	



**Mercredi 15 décembre**

CHAINE II : A 2

12 h. 30, Sid; Descante dames & Cordina;  
13 h. 35, Magazine régional; 13 h. 50, Mercredi  
animé; 14 h., Anjou d'hul, madame... & 15 h.  
(R.), Série: L'aventure est au bout de la  
route; & 15 h. 50, Un sur cinq; 19 h. 35, Le pal-  
marès des enfants; 19 h. 45, Jour: Des enfants  
et des lettres; 19 h. 45 (R.), La caméra invis-  
sible.  
20 h. 30, Série: Kokaj; 21 h. 30, Magazine  
d'actualité. C'est à dire: prés. J.-M. Cavada;  
J. Chalais. Livres propos: Pour adultes, de  
J. Chalais.

**CHAÎNE III: FR 3**

18 h. 15, Pour les jeunes; Pen rouge, feu  
vert; 19 h. 5, Émissions régionales; 19 h. 40,  
Tribune libre: La C.F.T.C.; 20 h., Les Jeux.

**bre** \_\_\_\_\_

Anjournd'hui, madame... à 15 h. (R.J. Série :  
L'Europe de San Francisco ; à 15 h. 55. Anjournd'hui magazine ; 18 h. 30. Enfants : An cœur des choses ; 18 h. 55. Jeu. Des chiffres et des lettres ; 19 h. 15. Émission destinée aux formations politiques.  
20 h. 35 (K.). Téléfilm : Barthélemy, d'après H. Melville. Adapté et réalisé par M. Ronet, avec M. Lonsdale et J. L. L. L.  
Un homme, nommé Barthélemy, a rêvé à vivre, sans vouloir se donner la mort : il a écrit et lu son testament, et se rendit en voiture par ses nombreux propriétés.  
22 h. 10 (K.). En direct du Louvre : L'âme des peuples : L'art et la civilisation de l'Égypte ancienne (La chanson égyptienne). Paul J. Ripley.

CHAINE III : EP 3

18 h. 45. Pour les jeunes : Jacques, un paysan du dix-neuvième siècle ; 19 h. 5. Émissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre : la Ligue nationale contre le crime et pour l'application

Nombre \_\_\_\_\_

Gardiens, 13 h. 35, Magazine régional; 13 h. 50, Journal des sourds et des malentendants; 14 h. Aujourd'hui, madame. À 15 h. (R.) Série : Les rues de San-Francisco; à 15 h. 55, Aujourd'hui, monsieur. À 16 h. 30, L'Américain, cœur des choses; 18 h. 55, Jeu; Des chiffres et des lettres; 19 h. 40, En direct du Louvre; Un chef-d'œuvre; 19 h. 45, Dessins animés. 20 h. 35, Série : Les brigades du Tigre; 21 h. 30, Émission littéraire : Apostrophes (Quel avenir pour l'homme ?).

André Fontaine  
siècle et.  
22 h 40 Concert

programmes de fin d'année : 17 h. 10. C'est pour rire : 18 h. Concours : Le concours autour du monde : 18 h. 53. Jeu : Des chiffres et des lettres : 19 h. 40. En direct du Louvre : Un chef d'œuvre.

Bois-Doré, d'après G.  
et J. Armand, réal. E.  
Chal Y. Elliot

22 h. 15. **Divertissement** : Collages, de M. Du-  
mont. 22 h. 30. **Portrait** : Des ports de  
lumière. (Jeanne Lieberman, professeur de  
yoga à quatre-vingt-cinq ans.)

**CHAÎNE III : FR 3**

18 h. 45. **Pour les jeunes** : Les aventures de  
Lolo et Belek ; 19 h. 5. **Emissions régionales** ;  
18 h. 40. Un homme, un événement.

**mbre**

18 h. 50. **Les animaux du monde** ; 19 h. 20.  
Tony, dit Jarry.

20 h. 30. Film : «  
mouches», de G. Leira

J. Richard, P. Préboist, N. Maurey.  
*Une aventure de Sam Antonio.*  
22 h. Emission musicale : Arcana.

**CHAÎNE II : A 2**

10 h. 20, Ski ; Slalom spécial messieurs à Madonna (reprise à 13 h. 30) ; 11 h., Emission pédagogique ; 12 h., Magazines du spectacle ; 13 h., Blanc, rideau rouge ; 14 h., Monsieur Cielmas ; 15 h., Le génie ; 16 h., au trésor ; 17 h., Les hommes d'acier ; 18 h., Sutherland ; 19 h., 20

**2** \_\_\_\_\_

**FRANCE-CULTURE**

Invité > l'explorateur Paul  
Français s'interroge ; à ?

**FRANCE-MUSIQUE**

7 h. 3. Quatuor musique : 9 h. 2. Petites formes ; 10 h. 1. Règle du jeu... pour Stravinsky ; à 10 h. 30 (c). Enregistrement d'une répétition de « Sacre » avec les compositeurs ; 12 h. 1. La chanson ; 12 h. 40. Jazz classique ; 19 h. 15. Microdiscs : 14. Sinfonies dans l'attente... Portrait d'un musicien français : Jean Rivier (classique) ; 20 h. 32. Après-midi lyrique : « Sélemon » (Maendel), avec L. Young, J. Shirley Glick, les Chœurs et Orchestre du

9 h., Jazz time : 19 h. 35,  
30 e., Conversation southern  
Soudan. (Barthel) avec

« Jeunesse », « Adieu », « Air », « Symphonie », « Valse », et «  
Levons-nous, plastique »; 22 h. Concert donné au palais des  
Congrès de Juan-les-Pins. Par l'Orchestre régional Provençal  
Libre d'Aix, direction Ph. Bender, avec M.-P. Cochereau  
(harpe), Ph. Privat (flûte); • Concerto grosso en ré  
mineur » (Vivaldi); • Concerto pour flûte et harpe en ut  
mineur (Nizet); • Danses sacrées et profanes »  
(Debussy); 23 h. 30. France-Musique la nuit

d'Erckmann-Chatrian; 19 h. 25, La science en marche; 20 h. (5.) (e), La musique et les hommes... Musique à Vienne, par M. Brion; 22 h. 20 (e), Entretiens avec Edouard Scematti par J. Thibault; 23 h. Vienne

**FRANCE-MUSIQUE**

[illegible]

---

Les Français s'interrogent ; à 17 h. 15, L'heure de pointe  
18 h. 2, Vienne, métropole des arts ; 18 h. 30 (a), Feu  
leton : « Histoire d'un paysan avant et après la Révo-  
lution », d'Erckmann-Chatrian ; 19 h. 25, Biologie ;  
médecine ; 19 h. 35, Poésie ;  
20 h. (a), Nouveau répertoire dramatique de France  
Culture : « Le Ciel ouvert », d'Yves Heurts ; 22 h. 30 (a):  
Entretiens avec Edouard Sanguinetti, par J. Thibaudon  
22 h. Vienne, métropole des arts ; 23 h. 20, Poésie.

**FRANCE-MUSIQUE**

7 h. 2. Quatuor musique; 9 h. 2. Clair-obscur; 10 h. 14. Le jeu de Jeu; à 10 h. 30. Cours d'interprétation; 12 h. 8. La chanson; 12 h. 40. Jazz classique; 13 h. 15. Micro-téclat; 14 h. Mélodies sans paroles; 15 h. 15. Chanson; 16 h. 15. Chanson; 17 h. 6. Ciel dans la nuit; 17 h. 35. Nouveaux talents, premiers salons; 18 h. 2. Ecoute, magazine musical; 19 h. 8. Jazz time; 19 h. 30. Klezmer; 19 h. 40. Et c'en est assez.

Orchestre et Orchestre symphonique de la radio Bavaroise, direction R. Kubelik; à 5. Sur dans le style populiste anglais; à (Britten); à Concerto pour piano et orchestre au maître, K. 467; à (Mozart); à Mass symphonique n° 11; à 10 h. 30. Africa, par J. Coltrane; 12 h. 30. Musique d'orchestre de Béarn et d'Artois; à 6 h. 2. Improbables et magnifiques.

•

da pointe; 18 h. 3, Vienne, métropole des arts; 18 h. 30, Le Paillillon; » Histoire d'un paysan avant et après la Révolution, de Châteauneuf-Charbain; 19 h. 35, Les grands aveugles de la science moderne; 19 h. 35, Poldar; 20 h. (a), Emulsion médicale (au balcon avec T.F. 1) « Le Réve », par J. Barrière; 21 h. 30, Musique de chambre (a), Maitre et élève, de Châteauneuf-Charbain; 21 h. 30, Le Val de la Droie (a), Gaillois-Nonthrand; 22 h. 30 (a), Enbriétés avec Edouard Sanguinetti, par J. Thibaudoux; 23 h, Vienne, métropole de arts; 23 h. 50, Poldar.

7 h. 3. - Quotidien musique.  
10 h. - La règle de jeu ; à

[illegible]

---

22 h, 5, e. La Pique de samedi ou mi-fugue, mi-raïsin —  
divertissement de S. Jérôme ; 23 h, 50, Poésie.

de la musique populaire ;  
(Liszt), par les Chœurs de

[illegible]

---

12 h. 5, Allegra, divertisseme. des D. Jérôme; 12 h. 45  
Réclat d'orgue à l'église. 8 h. 30, Concerto  
14 h., Pétia; 14 h. 5, Le Comité-Franciste présente :  
e le Professeur Kluwe, de K. Branson;  
16 h. 5, Orchestre philharmonique de Berlin, direction Sall  
Osser; 17 h., Requiem « Berlioz », avec la chœur de la  
cathédrale Sainte-Hedwige; 17 h. 30, Concerto, avec  
Clara Malraux et Edgar Moris; 18 h. 30, Ma non troppo;  
19 h. 10 (e), La donna des ciéastes;  
20 h., Concerto, avec Clara Malraux et Edgar Moris;  
R.-F. Arabet et J.-L. Rivière, avec R. Berthes et M. Duras

## FRANCE MUSIQUE

## FRANCE-MUSIQUE

7 h. 5. Concert promenade ; 8 h. Contate pour le quatuor à cordes de l'Amaz. estral ; 9 h. Opéra de Noël ; 10 h. 5. Opéra ; 9 h. 2. Musical gréffé ; 11 h. En direct de Théâtre d'opéra : Concert de Los Maguejones ; Musique populaire ; 12 h. Opéra-bouffon ; 13 h. 3. Petite forme ; 14 h. La tribune des critiques de disques ; 15 h. 30. Messe de Beethoven ; 17 h. (e). La concert de la B. Massin (Schubert, C. Berlioz, Chopin, Puccini, Dufay, Charivari) ; 19 h. La route des Jumeaux ; 19 h. 35. Jazz vivante ; 19 h. La route des

Festival de Schwetzingen 1976  
an un prologue et trois actes,  
1 Caddy 5 de la famille et

Festival du Schwetzingen 1976 : « Vénus et Adonis », opéra en un prologue et trois actes, de John Blow, avec E. Herrny, I. Caddy, S. de Jevstin, et par le chœur et l'orchestre de l'Opéra de Kent, direction R. Norrington ; 22 h, Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, direction John Pools avec I. Petridge, Steven Roberts et les chœurs de la B.B.C. » « Motets anglais de seizième siècle », « Ode à sainte Cécile » (Purcell), « Cantata Misericordium » (Verbin) ; 0 h 5, Folk des grattes-ci, par I. Wainwright »

THE (S), HAVE.

# uncophones

**unconphones -**

[illegible]

## هكذا أمّ الأصيل



# La République contre les libertés

[illegible]

P. Macheboin analyse ensuite l'importance durable de l'organisation judiciaire. Il montre l'insuffisance de la compétence du juge judiciaire. La loi du 30 août 1883 apporte de simples réformes au statut impérial de la magistrature. Le recrutement des magistrats est laissé à l'appréciation du pouvoir exécutif, sans qu'il soit possible de contrôler l'emploi. Il faut le décret Sarrien du 18 août 1906 pour poser le principe du recrutement des magistrats au concours et prévoir l'instauration d'un statut d'avancement. Encore ce décret est-il étreint moins de deux ans après. Les républicains n'entendent pas que des magistrats non indépendants puissent véritablement exercer le pouvoir discrétionnaire du juge. Les influences politiques persistent en matière de nomination et d'avancement.

Le régime assume, au moins partiellement, un héritage restrictif des libertés politiques. Jusqu'en 1901, la crainte des répressions entraîne l'échec des projets visant à donner le droit d'association. La grève n'a pas le statut de droit public défini. L'administration conserve des prérogatives considérables. J. P. Macheion y insiste à propos de domaines aussi divers que la police, la censure ou la censure dramatique.

[illegible]

La deuxième partie du livre porte sur les refus du libéralisme. A J.-P. Macdonald aborde la question mal connue de l'éruption des publics à Paris à partir de 1870, et se penche sur une source inédite pour le biographe. Une constatation révèle qu'une édit considérable. Elle est à la fois revanche politique moyen, de cadence, d'indépendance. Les républicains ont géré l'administration du régime, les autres administratifs du payspace assés candidats aux élections. L'administration préfectorale ou l'administration provinciale, au second l'administration préfectorale ou le magistrature (à la fin de 1888 suspend pendant trois mois l'annulation des finances. Les parlementaires influents ont attirer perceptions et recettes à leurs clients. Cette colonisation, qui va poursuivre des années, récompense les républicains retards et constitue un moyen d'action politique.

La carence du législateur à donner aux fonctionnaires un statut général permet les plus grandes atteintes à leur

liberté d'opinion. Les agents de l'Histoire sont transformés en agents du mouvement. Le loyalisme à l'égard du régime est exigé des fonctionnaires. « Il faut que nul n'oublie désormais, s'adressant au peuple, qu'il y a eu une République le 16 janvier 1898, que la liberté d'opposition n'existe pas pour les ministres de l'État. Ceux-ci doivent à leur tour être respectés par le peuple, dignes, loyaux et respectueux... Cette exigence de loyalisme à la République se définitive pas toujours du simple fait qu'on ait été ministre. C'est la « Défense républicaine » et le Bloc à gauche, de 1893 à 1905, sous Waldecke Rousseau et Combes, les gouvernements de 1906 à 1917, sous Poincaré, Briand, Naules et les mouvements dans la bataille idéologique antirépublicaine. On le voit tout nettement dans le message de Combes à M. Luchaire, après la loi de séparation des Églises et de l'État : « Réponse aux réactions entrainées par l'affaire des fiches », l'exigence d'un strict loyalisme républicain et la garantie de la démocratie.

[illegible]

progrès. Cependant, l'administration reste jusqu'à la guerre « très largement ouverte aux influences politiques ».

On pourrait suivre encore J.-P. Machein sur d'autres avenues de sa recherche, qu'il évoque la loi d'Estel de 1886, la loi de répression frappant les congrégations, la répression de l'anarchisme et la défense de l'ordre social. A chaque fois il dévoile le refus du libéralisme, par un régime qui se défend contre ceux en qui il voit ses adversaires : prétendants monarchistes, congréganistes ultramontains, adversaires de l'ordre social. Le mythe de l'« âge d'or des libertés » s'évanouit bel et bien, et c'est un libéralisme ambigu que celui de la Troisième Répu-

quais, est l'apport d'un livre qui marque, et qui décape le visage d'une Marianne prétendument bonne fille, au temps d'une non moins légendaire bonne Époque. Ici, l'approche juridique de la loi par le philosophe permet de saisir l'histoire du socialisme. Aux deux grands volets consacrés à l'incarnation du libéralisme et au refus du libéralisme, qui consistent à dire respectivement ce que le libéralisme a fait et ce qu'il a empêché, vient s'ajouter celui de substituer une présentation organique qui aborde tout à tour les différents thèmes : la justice, l'administration, par exemple. Il est également vrai que le livre de l'auteur, qui est une œuvre de l'histoire, ne se contente pas de décrire l'histoire l'auteur, qui toutes privilégie les limites ou les refus apportés au libéralisme, peuvent conduire à assembler le

Il reste que J.-P. Machelon, dans une conclusion équilibrée, convient que le libéralisme demeure poussé : aucune force politique d'opposition ne subit de graves atteintes à sa liberté d'expression. Les restrictions aux libertés touchent certaines minorités ; par cette contradiction aux yeux des valeurs dont se réclame le régime, celui-ci est bien, mais non au sens que donnaient ses administrateurs, une « Athènes moderne ».

De 1879 à 1914, l'indifférence pour les libertés va croissant. La législature 1881-1885 est dominée par le vote des grandes lois libérales. A la veille de la guerre, en revanche, le bilan est tout à fait négatif. On assiste à une « déperdition progressive de l'énergie libérale dont le Parlement était porteur ».

L'absence de pression politique explique que les marginaux (elléens ou prostittues) demeurent la proie de l'arbitraire administratif. Surtout, l'absence ou l'insuffisance des réformes tiennent à la volonté de l'exécutif de faire prévaloir l'autorité du gouvernement sur la fidélité aux principes libéraux.

Sans doute touche-t-on là à l'une des conclusions les plus fortes, encore qu'implicites, qui se dégagent de ce livre. La République d'avant 1914, loin d'être ce régime débile que l'on dit parfois, sut se battre et choisir ses adversaires, entre gauche et droite conservatrice, avec clarté. On explique souvent la réalité contemporaine par deux notions qui n'offrent qu'une évidence apparente : l'absence d'alternance et la coupure du pays en deux camps. En fait, de 1879 à 1914 déjà, ce sont deux données constantes. Dès lors, l'inachèvement et le refus, au moins ponctuel, du libéralisme sont inévitables.

Au reste — mais tel n'était pas le propos de J.-P. Macheion — na convient-il pas de se demander si les républicains, autant et plus qu'un libéralisme, n'étaient pas attachés à la démocratie issue de la tradition révolutionnaire, et qui ne se confond pas avec le libéralisme ? Le « système des dépouilles » et la colonisation de l'administration pouvaient correspondre aux idéaux des démocrates ennemis des notables, sinon à ceux des libéraux.

En somme, la Troisième République, comme l'observe le préfet Jean Rivero, a eu de la chance : son œuvre libérale demeure la base de notre droit, son passif est largement oublié. En le remettant en lumière, J.-P. Machelon fait œuvre salubre. Il interdit aussi aux observateurs moroses du présent d'opposer l'« Age d'or » à notre temps. Montrer que les évolutions ne sont ni irréversibles ni à sens unique, c'est une

(1) J.-P. Maghelin : *la République contre les ébriétés* ? Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1976, 488 p. Préface de Jean Ruffo, 140 P. broché.

(2) *Of* ses développements sur l'avancement dans la Vie quotidienne dans les ministères au XIX<sup>e</sup> siècle. Hachette, 1976, 243 p. et son article : « Un fonctionnaire syndicaliste pacifiste : Georges Demar- tigny (1801-1893) », *Revue administrative*, bulletin n° 387.

## — La vie du langage

## AVENIR ET DEVENIR DU FRANÇAIS

[illegible]

### Les mots du terroir

[illegible]

Celles-ci rendront de grand service, encore que leur mise à jour soit parfois délicate. Elles méritent d'être mentionnées : l'Association française de la maison, AFAM, 47, rue de Linc, 75007, tel. 564-07-88 ; l'Union culturelle et technique de langue française, U.C.T.F., 10, rue Lavoisier, 75008, tel. 56-36-79 ; et l'Association française de terminologie, AFTERM, 82, rue de Bayle, 75007, tel. 559-88-90.

Enfin, la terminologie française est également développée par plusieurs mots installés rue de Bayle (n° 82), et non plus rue

caut. Evitez du moins de prêter aux langues des comportements humains, et d'écrire par exemple que la nitrate est *la* pensée en la conscience » (p. 150), ou qu'elle « n'hésite pas à diluer la pensée » en faisant passer le mot dans un grand nombre de mots que ses voisines ».

Une langue peut-elle être soucieuse (ou insoucieuse) de quel que ce soit ? Ce sont des questions qui ne se posent que dans le plus pour les écrivains ; elles contribuent à faire du français l'objet d'une pensée masquée, et non d'une

La description (n°s 295 à 302) de la situation du français dans le monde est claire, précise et un questionnaire précis : statut légal, situation économique, situation sociale. Mais il est intéressant d'y voir revêtu ce « tic » significatif : quiconque « l'étranger parle (ou est capable de parler) notre langue, appartient par là même à une « élite ».

On se méfie de même de tous ceux qui ne savent pas s'exprimer, le couleur ou l'efficacité d'une langue. C'est la porte ouverte à des

Au reste, pourquoi le français échappera-t-il à la règle générale de l'économie des moyens ? Dans la pratique ou contrairement, des connotations sont-elles attachées à la langue ? Je ne sais pas, ou : « Je ne lui dirai pas », sont d'une conclusion très remarquable, d'un rendement très élevé. Comprenez-le, pour vous en assurer, les connotations sont-elles positives ou négatives, ou ambiguës.

C'est boudaïser aussi quelque peu philistin (après la linguistique

9) qui, d'estimer (p. 149) qu'il  
 y a eu «*pas grand'chose d'original*»  
 et à toujours «*mettre en avant*» des  
 défauts glorieux que les plus  
 décentes gloires... (*rien* peut  
 être) versés dans les résolutions  
 que dans les paroles de concepts...  
 1° Les contemporains de  
 François I<sup>er</sup>, de Louis XIV, de  
 Napoléon, de Victor Hugo, de  
 Pasteur, etc., furent sans doute d'un  
 autre avis.  
 Il fut un temps pas si lointain  
 où, en France, on mettait en  
 doute que les autres dit ouvrir  
 le voie à l'impair du *photocrit*  
 pour le plus grand profit de  
 la civilisation et même de la  
 culture humaine plus là; mais il  
 reste bien difficile de parler en  
 toute bonne foi de la situation du  
 monde, de la culture, de la science  
 à l'époque où l'on commençait à  
 déserter à l'occasion soit vers la  
 nostalgie des temps heureux où  
 l'impériale culture était de  
 l'ordre, soit vers l'absence de  
 culture, soit le déclinement systé-  
 matique et le refus d'assumer  
 aucune séquelle de cet impériale-

## Une affaire majeure

On saura donc grâce à André Reboullet et à Michel Bianchini d'avoir courageusement multiplié les mises au point, les mises en garde et les interrogations.

Il reste que l'éventail du français (comme géo-langue) et son devenir (comme système en mouvement) sont une affaire majeure pour l'humanité, qu'il y ait ou non complaisance ou non ; et une affaire qui n'est pas absolument mineure pour la planète. C'est ce que rappelle à bon scandant un livre qui, sans se donner pour une Bible de la francophonie ni du français, offre pour la première fois à leur

Autre document essentiel : le bulletin 12-13 de la *Fédération internationale des professeurs de français*, FIPF (2). Ce sont les actes du troisième Congrès mondial de FIPF, La Nouvelle-Orléans (E.U.), décembre 1975.

Au sommaire, entre autres, les résultats d'une enquête sur les situations linguistiques de l'enseignement du français hors de

tances. On regrettera tout l'ensemble de l'ouvrage et les bienfaits d'y voir réapparaître à propos de l'Afrique ces « francophones » et ces « francophiles » indispensables si on n'est mystifié. Quant aux francophones, ils sont présentés par Mme Tabouret-Khellouf comme des « francophiles » qui n'ont rien su inventer autre qu'une « francophonie » qui paraît en voie de disparition et devient une ardeur que l'on ne peut pas laisser mourir. La langue française a toujours à l'égard le plus vulgaire (p. 139).

Deux thèmes généraux nous ont frappés : d'être bilingues et l'intérêt matériel. Celle de Mme L. Chamberlain (« Nouvelle France », « lecture des textes de la langue française », « le second degré ») dont il faut au moins dire cette adresse (p. 210) : « Je ne suis pas bilingue ; je ne nous terrifions pas ; n'écrivez pas les barrières de votre destinée », scientifique ». Je nous en sommes souvenus, car il y a de nouveaux savoirs préliminaires et maintenant plus compliqués que ceux que nous nous sommes souvenus. L'effet le plus sûr de ces attitudes, c'est de renvoyer à la langue française, la condamner à la plus loquace.

celle d'A. Rey sur « images  
langues et enseignement de  
l'adulte » (p. 43). Thème : la  
« ciclon » (indiquée au femi-  
nisme) d'apprendre une et telle  
langue étrangère est généralement  
« influencée par l'image de la  
langue objet d'apprentissage :  
« image », ou double sans d'image  
marque et de fantaisie. »

Cette image, à son tour, inter-  
vient, positivement ou négative-  
ment, dans le processus d'appren-  
tissage : « Le professeur de lan-  
gue doit... devenir, peu ou prou,

**JACQUES CELLARD.**

1) Une langue : le français  
jouissait dans le monde, sous  
direction de Marc Bianchini et  
André Reboullet : 328 pages :  
Gauthier, éditeur, Paris 1970 :  
F. 10.

2) Au secrétariat général de la  
F.F.P., centre international  
des études pédagogiques, il a vu  
paraître dans le "Journal", 92310 Sévres :  
n° 327-33-00. Le tome I des  
études (bulletin 12-33) : 25 F. Le  
tome II, à paraître en 1971 : 25 F.

[illegible]

## L'extinction de la maison de La Tour d'Auvergne

Sous le titre : « Le nobilité de France recense quatre mille familles », le Monde du 28 novembre 1970, M. F. Bernard-Dumaine, commentant la publication du second tome de l'ouvrage du Dr Dugast-Rouillé, évoquait le cas de la famille de La Tour d'Auvergne. L'un de ses membres, M. G. de La Tour d'Auvergne, nous adresse la lettre suivante :

Cet article soulève la question de l'extinction ou non de la maison de La Tour d'Auvergne. C'est la vaine querelle de la Tour d'Auvergne, dans de Baillon Arétus en 1821.

Or, au XVIII<sup>e</sup> siècle (cf. Dugast-Rouillé, d'Hozier), la branche des seigneurs de La Tour (de Maure, dans le Cantal), seigneurs de La Borie et de La Piscette, représentée actuellement, est, du vivant des ducs de Bouillon, en possession régulière et fondée en droit du nom et des armes de La Tour d'Auvergne (cf. rapport du directeur des Archives de France cité par M. Douzet-

[illegible]

poillé — nomination par le roi.  
En 1758, d'un membre de cette  
famille au prieuré de Priardel  
seigneur du comté d'Evreux appar-  
tenant au duc de Bourbon, ce qui  
aurait pu impliquer, sous  
l'ancien Régime, une reconnais-  
sance d'origine commune.)

D'autre part, le cardinal Ber-  
nard de La Tour (1265-1333) de  
la branche des La Tour (de  
la Tour) avait, dans ses armoiries, les  
couleurs de la, à l'instar de la  
branche aînée. On peut égale-  
ment noter que d'après des docu-  
ments du 13<sup>e</sup> siècle (la charte de  
Fental), le château de La Tour  
de Maure, devrait sa fondation  
au XIII<sup>e</sup> siècle, à la famille de  
La Tour (d'Anvers).

Les précisions apportées par M. de Tour d'Auvergne s'adressent en fait à l'auteur de « Nobiliaire », Dr Dugast-Boullé, qui maintient intégralement ce qu'il a écrit, non à M<sup>re</sup> Bernard-Dumaine, qui est borné à faire écho aux indications contenues dans l'ouvrage. (N.D.I.R.)











## ÉDUCATION

CINQ ANS APRÈS LA LOI DE 1971

### a formation permanente au creux de la vague

In beau rêve. C'est la remarque que l'on peut faire en lisant les déclarations qui saluent la loi du 10 juillet 1971 sur la formation permanente. Sans compter à la suite de temps, la formation, dans le mot adjectif, est devenue un verbe. On a dit, dans les années 60, que la formation permanente était le droit de l'adulte. On a dit, dans les années 70, que la formation permanente était le droit de l'adulte. On a dit, dans les années 80, que la formation permanente était le droit de l'adulte.

Dans le détail, la situation est moins brillante. Il était attendu que la loi du 10 juillet 1971, qui a permis progressivement de 0,5 % des salaires en 1972 à 2 % en 1974, ait permis d'augmenter la loi de formation pour 1977. Or, la loi du 10 juillet 1971 est restée lettre morte. Les entreprises ont continué à ne pas investir dans la formation. Les salariés ont continué à ne pas investir dans la formation. Les pouvoirs publics ont continué à ne pas investir dans la formation.

Un dédoublement. Après une période d'enthousiasme, la formation permanente semble bien au creux de la vague. Cette situation, soulignée par les pouvoirs publics, s'explique par la crise de l'emploi. A moins qu'il n'y ait eu de la formation permanente, il n'y aurait pas eu de crise de l'emploi. A moins qu'il n'y ait eu de la formation permanente, il n'y aurait pas eu de crise de l'emploi.

La priorité accordée à la crise qui a entraîné la formation permanente au second rang des préoccupations syndicales. Toujours est-il que la loi du 10 juillet 1971 n'a pas été appliquée. Les entreprises ont continué à ne pas investir dans la formation. Les salariés ont continué à ne pas investir dans la formation. Les pouvoirs publics ont continué à ne pas investir dans la formation.

Un investissement. Un regard de près, tout n'est pas rose. Le droit à la formation permanente, tel qu'il a été défini par la loi du 10 juillet 1971, est un droit à la formation permanente. Mais, dans la pratique, ce droit n'est pas toujours respecté. Les entreprises ont continué à ne pas investir dans la formation. Les salariés ont continué à ne pas investir dans la formation. Les pouvoirs publics ont continué à ne pas investir dans la formation.

Une loi, votée le 10 juillet dernier, autorise ainsi les entreprises à verser désormais leur participation obligatoire (de 1 à 2 %) à des organismes dispensant une formation professionnelle (75 % en 1979) et à la lutte contre le chômage. Une loi, votée le 10 juillet dernier, autorise ainsi les entreprises à verser désormais leur participation obligatoire (de 1 à 2 %) à des organismes dispensant une formation professionnelle (75 % en 1979) et à la lutte contre le chômage.

Une loi, votée le 10 juillet dernier, autorise ainsi les entreprises à verser désormais leur participation obligatoire (de 1 à 2 %) à des organismes dispensant une formation professionnelle (75 % en 1979) et à la lutte contre le chômage. Une loi, votée le 10 juillet dernier, autorise ainsi les entreprises à verser désormais leur participation obligatoire (de 1 à 2 %) à des organismes dispensant une formation professionnelle (75 % en 1979) et à la lutte contre le chômage.

Une loi, votée le 10 juillet dernier, autorise ainsi les entreprises à verser désormais leur participation obligatoire (de 1 à 2 %) à des organismes dispensant une formation professionnelle (75 % en 1979) et à la lutte contre le chômage. Une loi, votée le 10 juillet dernier, autorise ainsi les entreprises à verser désormais leur participation obligatoire (de 1 à 2 %) à des organismes dispensant une formation professionnelle (75 % en 1979) et à la lutte contre le chômage.

Une loi, votée le 10 juillet dernier, autorise ainsi les entreprises à verser désormais leur participation obligatoire (de 1 à 2 %) à des organismes dispensant une formation professionnelle (75 % en 1979) et à la lutte contre le chômage. Une loi, votée le 10 juillet dernier, autorise ainsi les entreprises à verser désormais leur participation obligatoire (de 1 à 2 %) à des organismes dispensant une formation professionnelle (75 % en 1979) et à la lutte contre le chômage.

Une loi, votée le 10 juillet dernier, autorise ainsi les entreprises à verser désormais leur participation obligatoire (de 1 à 2 %) à des organismes dispensant une formation professionnelle (75 % en 1979) et à la lutte contre le chômage. Une loi, votée le 10 juillet dernier, autorise ainsi les entreprises à verser désormais leur participation obligatoire (de 1 à 2 %) à des organismes dispensant une formation professionnelle (75 % en 1979) et à la lutte contre le chômage.

Une loi, votée le 10 juillet dernier, autorise ainsi les entreprises à verser désormais leur participation obligatoire (de 1 à 2 %) à des organismes dispensant une formation professionnelle (75 % en 1979) et à la lutte contre le chômage. Une loi, votée le 10 juillet dernier, autorise ainsi les entreprises à verser désormais leur participation obligatoire (de 1 à 2 %) à des organismes dispensant une formation professionnelle (75 % en 1979) et à la lutte contre le chômage.

Une loi, votée le 10 juillet dernier, autorise ainsi les entreprises à verser désormais leur participation obligatoire (de 1 à 2 %) à des organismes dispensant une formation professionnelle (75 % en 1979) et à la lutte contre le chômage. Une loi, votée le 10 juillet dernier, autorise ainsi les entreprises à verser désormais leur participation obligatoire (de 1 à 2 %) à des organismes dispensant une formation professionnelle (75 % en 1979) et à la lutte contre le chômage.

## LE MONDE diplomatique

PUBLICATION MENSUELLE

du Monde

Un sommaire du sommaire de décembre

L'EUROPE SOUS UNE HEGEMONIE GERMANO-AMÉRICAINE ?

LE PORTUGAL EN ÉQUILIBRE INSTABLE

LES NATIONS UNIES PEUVENT-ELLES ÊTRE DÉMOCRATISÉES ?

LES PIÈGES DE LA « LIBÉRALISATION » AU BRÉSIL

LE ROI DU MAROC FACE À L'OPPOSITION LÉGALE

GRANDES MANŒUVRES DANS L'OCEAN INDIEN

LE LIBAN SOUS MAMMAD

LE RÔLE D'ISRAËL DANS LA CRISE LIBANAISE

La langue marocaine (Moulay de Certeau).

Maoïste : la « vieille garde » impose un virage à droite (Philippe Duvellier).

Burundi : un coup d'État porteur d'espoir (Jean-François Chénier).

La Yougoslavie : enjeu des convoitises internationales (Bernard Fétel).

Albanie : comment faire échec au bureaucratisme (Éric Vigier).

CINÉMA POLITIQUE : mélodrames français

Le numéro : 5 F

(en vente dans les kiosques)

Abonnement et vente au numéro

5, rue des Italiens, 75247 PARIS CEDEX 09.

## AÉRONAUTIQUE

Un enjeu de 250 milliards de francs

### La lutte au couteau des constructeurs d'avions

C'est une guerre au couteau à laquelle se livrent, partout dans le monde, les constructeurs d'avions. Ils se battent pour la maîtrise du marché de l'aviation commerciale pour les dix prochaines années. Les enjeux sont énormes. Les enjeux sont énormes. Les enjeux sont énormes.

Un avion présentait des performances intéressantes de réduction de la consommation ou de niveau de bruit des moteurs. Or, dans les années 70, les avions se battent pour la maîtrise du marché de l'aviation commerciale pour les dix prochaines années. Les enjeux sont énormes. Les enjeux sont énormes. Les enjeux sont énormes.

Toutes les études de prospective commerciale aboutissent à des conclusions identiques. D'ici là, les constructeurs d'avions se battent pour la maîtrise du marché de l'aviation commerciale pour les dix prochaines années. Les enjeux sont énormes. Les enjeux sont énormes. Les enjeux sont énormes.

Depuis le fin de la seconde guerre mondiale, le trafic international de l'aviation civile a été multiplié par soixante-dix. Il est exclu que cette expansion s'arrête. Les enjeux sont énormes. Les enjeux sont énormes. Les enjeux sont énormes.

Un regard de près, tout n'est pas rose. Le droit à la formation permanente, tel qu'il a été défini par la loi du 10 juillet 1971, est un droit à la formation permanente. Mais, dans la pratique, ce droit n'est pas toujours respecté. Les entreprises ont continué à ne pas investir dans la formation. Les salariés ont continué à ne pas investir dans la formation. Les pouvoirs publics ont continué à ne pas investir dans la formation.

Une loi, votée le 10 juillet dernier, autorise ainsi les entreprises à verser désormais leur participation obligatoire (de 1 à 2 %) à des organismes dispensant une formation professionnelle (75 % en 1979) et à la lutte contre le chômage. Une loi, votée le 10 juillet dernier, autorise ainsi les entreprises à verser désormais leur participation obligatoire (de 1 à 2 %) à des organismes dispensant une formation professionnelle (75 % en 1979) et à la lutte contre le chômage.

Une loi, votée le 10 juillet dernier, autorise ainsi les entreprises à verser désormais leur participation obligatoire (de 1 à 2 %) à des organismes dispensant une formation professionnelle (75 % en 1979) et à la lutte contre le chômage. Une loi, votée le 10 juillet dernier, autorise ainsi les entreprises à verser désormais leur participation obligatoire (de 1 à 2 %) à des organismes dispensant une formation professionnelle (75 % en 1979) et à la lutte contre le chômage.

Une loi, votée le 10 juillet dernier, autorise ainsi les entreprises à verser désormais leur participation obligatoire (de 1 à 2 %) à des organismes dispensant une formation professionnelle (75 % en 1979) et à la lutte contre le chômage. Une loi, votée le 10 juillet dernier, autorise ainsi les entreprises à verser désormais leur participation obligatoire (de 1 à 2 %) à des organismes dispensant une formation professionnelle (75 % en 1979) et à la lutte contre le chômage.

Une loi, votée le 10 juillet dernier, autorise ainsi les entreprises à verser désormais leur participation obligatoire (de 1 à 2 %) à des organismes dispensant une formation professionnelle (75 % en 1979) et à la lutte contre le chômage. Une loi, votée le 10 juillet dernier, autorise ainsi les entreprises à verser désormais leur participation obligatoire (de 1 à 2 %) à des organismes dispensant une formation professionnelle (75 % en 1979) et à la lutte contre le chômage.

Une loi, votée le 10 juillet dernier, autorise ainsi les entreprises à verser désormais leur participation obligatoire (de 1 à 2 %) à des organismes dispensant une formation professionnelle (75 % en 1979) et à la lutte contre le chômage. Une loi, votée le 10 juillet dernier, autorise ainsi les entreprises à verser désormais leur participation obligatoire (de 1 à 2 %) à des organismes dispensant une formation professionnelle (75 % en 1979) et à la lutte contre le chômage.

Une loi, votée le 10 juillet dernier, autorise ainsi les entreprises à verser désormais leur participation obligatoire (de 1 à 2 %) à des organismes dispensant une formation professionnelle (75 % en 1979) et à la lutte contre le chômage. Une loi, votée le 10 juillet dernier, autorise ainsi les entreprises à verser désormais leur participation obligatoire (de 1 à 2 %) à des organismes dispensant une formation professionnelle (75 % en 1979) et à la lutte contre le chômage.

Une loi, votée le 10 juillet dernier, autorise ainsi les entreprises à verser désormais leur participation obligatoire (de 1 à 2 %) à des organismes dispensant une formation professionnelle (75 % en 1979) et à la lutte contre le chômage. Une loi, votée le 10 juillet dernier, autorise ainsi les entreprises à verser désormais leur participation obligatoire (de 1 à 2 %) à des organismes dispensant une formation professionnelle (75 % en 1979) et à la lutte contre le chômage.

Une loi, votée le 10 juillet dernier, autorise ainsi les entreprises à verser désormais leur participation obligatoire (de 1 à 2 %) à des organismes dispensant une formation professionnelle (75 % en 1979) et à la lutte contre le chômage. Une loi, votée le 10 juillet dernier, autorise ainsi les entreprises à verser désormais leur participation obligatoire (de 1 à 2 %) à des organismes dispensant une formation professionnelle (75 % en 1979) et à la lutte contre le chômage.

Une loi, votée le 10 juillet dernier, autorise ainsi les entreprises à verser désormais leur participation obligatoire (de 1 à 2 %) à des organismes dispensant une formation professionnelle (75 % en 1979) et à la lutte contre le chômage. Une loi, votée le 10 juillet dernier, autorise ainsi les entreprises à verser désormais leur participation obligatoire (de 1 à 2 %) à des organismes dispensant une formation professionnelle (75 % en 1979) et à la lutte contre le chômage.

Une loi, votée le 10 juillet dernier, autorise ainsi les entreprises à verser désormais leur participation obligatoire (de 1 à 2 %) à des organismes dispensant une formation professionnelle (75 % en 1979) et à la lutte contre le chômage. Une loi, votée le 10 juillet dernier, autorise ainsi les entreprises à verser désormais leur participation obligatoire (de 1 à 2 %) à des organismes dispensant une formation professionnelle (75 % en 1979) et à la lutte contre le chômage.

Une loi, votée le 10 juillet dernier, autorise ainsi les entreprises à verser désormais leur participation obligatoire (de 1 à 2 %) à des organismes dispensant une formation professionnelle (75 % en 1979) et à la lutte contre le chômage. Une loi, votée le 10 juillet dernier, autorise ainsi les entreprises à verser désormais leur participation obligatoire (de 1 à 2 %) à des organismes dispensant une formation professionnelle (75 % en 1979) et à la lutte contre le chômage.

Une loi, votée le 10 juillet dernier, autorise ainsi les entreprises à verser désormais leur participation obligatoire (de 1 à 2 %) à des organismes dispensant une formation professionnelle (75 % en 1979) et à la lutte contre le chômage. Une loi, votée le 10 juillet dernier, autorise ainsi les entreprises à verser désormais leur participation obligatoire (de 1 à 2 %) à des organismes dispensant une formation professionnelle (75 % en 1979) et à la lutte contre le chômage.

Une loi, votée le 10 juillet dernier, autorise ainsi les entreprises à verser désormais leur participation obligatoire (de 1 à 2 %) à des organismes dispensant une formation professionnelle (75 % en 1979) et à la lutte contre le chômage. Une loi, votée le 10 juillet dernier, autorise ainsi les entreprises à verser désormais leur participation obligatoire (de 1 à 2 %) à des organismes dispensant une formation professionnelle (75 % en 1979) et à la lutte contre le chômage.

Une loi, votée le 10 juillet dernier, autorise ainsi les entreprises à verser désormais leur participation obligatoire (de 1 à 2 %) à des organismes dispensant une formation professionnelle (75 % en 1979) et à la lutte contre le chômage. Une loi, votée le 10 juillet dernier, autorise ainsi les entreprises à verser désormais leur participation obligatoire (de 1 à 2 %) à des organismes dispensant une formation professionnelle (75 % en 1979) et à la lutte contre le chômage.

Une loi, votée le 10 juillet dernier, autorise ainsi les entreprises à verser désormais leur participation obligatoire (de 1 à 2 %) à des organismes dispensant une formation professionnelle (75 % en 1979) et à la lutte contre le chômage. Une loi, votée le 10 juillet dernier, autorise ainsi les entreprises à verser désormais leur participation obligatoire (de 1 à 2 %) à des organismes dispensant une formation professionnelle (75 % en 1979) et à la lutte contre le chômage.

Une loi, votée le 10 juillet dernier, autorise ainsi les entreprises à verser désormais leur participation obligatoire (de 1 à 2 %) à des organismes dispensant une formation professionnelle (75 % en 1979) et à la lutte contre le chômage. Une loi, votée le 10 juillet dernier, autorise ainsi les entreprises à verser désormais leur participation obligatoire (de 1 à 2 %) à des organismes dispensant une formation professionnelle (75 % en 1979) et à la lutte contre le chômage.

Une loi, votée le 10 juillet dernier, autorise ainsi les entreprises à verser désormais leur participation obligatoire (de 1 à 2 %) à des organismes dispensant une formation professionnelle (75 % en 1979) et à la lutte contre le chômage. Une loi, votée le 10 juillet dernier, autorise ainsi les entreprises à verser désormais leur participation obligatoire (de 1 à 2 %) à des organismes dispensant une formation professionnelle (75 % en 1979) et à la lutte contre le chômage.

Une loi, votée le 10 juillet dernier, autorise ainsi les entreprises à verser désormais leur participation obligatoire (de 1 à 2 %) à des organismes dispensant une formation professionnelle (75 % en 1979) et à la lutte contre le chômage. Une loi, votée le 10 juillet dernier, autorise ainsi les entreprises à verser désormais leur participation obligatoire (de 1 à 2 %) à des organismes dispensant une formation professionnelle (75 % en 1979) et à la lutte contre le chômage.

Une loi, votée le 10 juillet dernier, autorise ainsi les entreprises à verser désormais leur participation obligatoire (de 1 à 2 %) à des organismes dispensant une formation professionnelle (75 % en 1979) et à la lutte contre le chômage. Une loi, votée le 10 juillet dernier, autorise ainsi les entreprises à verser désormais leur participation obligatoire (de 1 à 2 %) à des organismes dispensant une formation professionnelle (75 % en 1979) et à la lutte contre le chômage.

Une loi, votée le 10 juillet dernier, autorise ainsi les entreprises à verser désormais leur participation obligatoire (de 1 à 2 %) à des organismes dispensant une formation professionnelle (75 % en 1979) et à la lutte contre le chômage. Une loi, votée le 10 juillet dernier, autorise ainsi les entreprises à verser désormais leur participation obligatoire (de 1 à 2 %) à des organismes dispensant une formation professionnelle (75 % en 1979) et à la lutte contre le chômage.

Une loi, votée le 10 juillet dernier, autorise ainsi les entreprises à verser désormais leur participation obligatoire (de 1 à 2 %) à des organismes dispensant une formation professionnelle (75 % en 1979) et à la lutte contre le chômage. Une loi, votée le 10 juillet dernier, autorise ainsi les entreprises à verser désormais leur participation obligatoire (de 1 à 2 %) à des organismes dispensant une formation professionnelle (75 % en 1979) et à la lutte contre le chômage.

Une loi, votée le 10 juillet dernier, autorise ainsi les entreprises à verser désormais leur participation obligatoire (de 1 à 2 %) à des organismes dispensant une formation professionnelle (75 % en 1979) et à la lutte contre le chômage. Une loi, votée le 10 juillet dernier, autorise ainsi les entreprises à verser désormais leur participation obligatoire (de 1 à 2 %) à des organismes dispensant une formation professionnelle (75 % en 1979) et à la lutte contre le chômage.

Une loi, votée le 10 juillet dernier, autorise ainsi les entreprises à verser désormais leur participation obligatoire (de 1 à 2 %) à des organismes dispensant une formation professionnelle (75 % en 1979) et à la lutte contre le chômage. Une loi, votée le 10 juillet dernier, autorise ainsi les entreprises à verser désormais leur participation obligatoire (de 1 à 2 %) à des organismes dispensant une formation professionnelle (75 % en 1979) et à la lutte contre le chômage.

**miserable**

## La misère en famille

es à faire la  
surs, étiquetés,  
nt comme une  
vention exté-  
ment celle des  
de vols des  
eux, avec les  
ent aussi mé-  
ux, ou même  
A.T.D. qui se  
s. Ils crai-  
logement,  
allocations,  
ut, de se voir  
s : c'est l'ob-  
murs, con-

## Taizé - Sevil

Chaque année cesse ce qu'il se  
passait aux enfants. »

enlever leurs enfants : c'est  
session de toutes les mères, c

cultural e A.T.D. Science et  
vice, 77, rue Jules-Ferry, 93160 N  
le-Grand.

Le journal  
de Toizé

Ministère d'Etat au Travail Manuel  
de Grenelle 75007 PARIS. Tél. 551.29.20.

## Taizé - Sevil

---





\_\_\_\_\_

- **Décès**[illegible]

**NOËL pour  
les ENFANTS des  
DÉMOCRATES  
CHILIENS**

23.275.500

Souscrivez  
généreusement

Santiago

France, Belgique, Espagne, et le Palais de  
Séoul (à Séoul, en Corée) - 13. 14.  
15. 16. 17. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 24. 25.  
26. 27. 28. 29. 30. 31. 32. 33. 34. 35. 36.  
37. 38. 39. 40. 41. 42. 43. 44. 45. 46. 47.  
48. 49. 50. 51. 52. 53. 54. 55. 56. 57. 58.  
59. 60. 61. 62. 63. 64. 65. 66. 67. 68. 69.  
70. 71. 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80.  
81. 82. 83. 84. 85. 86. 87. 88. 89. 90. 91.  
92. 93. 94. 95. 96. 97. 98. 99. 100. 101.  
102. 103. 104. 105. 106. 107. 108. 109. 110.  
111. 112. 113. 114. 115. 116. 117. 118. 119.  
120. 121. 122. 123. 124. 125. 126. 127. 128.  
129. 130. 131. 132. 133. 134. 135. 136. 137.  
138. 139. 140. 141. 142. 143. 144. 145. 146.  
147. 148. 149. 150. 151. 152. 153. 154. 155.  
156. 157. 158. 159. 160. 161. 162. 163. 164.  
165. 166. 167. 168. 169. 170. 171. 172. 173.  
174. 175. 176. 177. 178. 179. 180. 181. 182.  
183. 184. 185. 186. 187. 188. 189. 190. 191.  
192. 193. 194. 195. 196. 197. 198. 199. 200.  
201. 202. 203. 204. 205. 206. 207. 208. 209.  
210. 211. 212. 213. 214. 215. 216. 217. 218.  
219. 220. 221. 222. 223. 224. 225. 226. 227.  
228. 229. 230. 231. 232. 233. 234. 235. 236.  
237. 238. 239. 240. 241. 242. 243. 244. 245.  
246. 247. 248. 249. 250. 251. 252. 253. 254.  
255. 256. 257. 258. 259. 260. 261. 262. 263.  
264. 265. 266. 267. 268. 269. 270. 271. 272.  
273. 274. 275. 276. 277. 278. 279. 280. 281.  
282. 283. 284. 285. 286. 287. 288. 289. 290.  
291. 292. 293. 294. 295. 296. 297. 298. 299.  
300. 301. 302. 303. 304. 305. 306. 307. 308.  
309. 310. 311. 312. 313. 314. 315. 316. 317.  
318. 319. 320. 321. 322. 323. 324. 325. 326.  
327. 328. 329. 330. 331. 332. 333. 334. 335.  
336. 337. 338. 339. 340. 341. 342. 343. 344.  
345. 346. 347. 348. 349. 350. 351. 352. 353.  
354. 355. 356. 357. 358. 359. 360. 361. 362.  
363. 364. 365. 366. 367. 368. 369. 370. 371.  
372. 373. 374. 375. 376. 377. 378. 379. 380.  
381. 382. 383. 384. 385. 386. 387. 388. 389.  
390. 391. 392. 393. 394. 395. 396. 397. 398.  
399. 400. 401. 402. 403. 404. 405. 406. 407.  
408. 409. 410. 411. 412. 413. 414. 415. 416.  
417. 418. 419. 420. 421. 422. 423. 424. 425.  
426. 427. 428. 429. 430. 431. 432. 433. 434.  
435. 436. 437. 438. 439. 440. 441. 442. 443.  
444. 445. 446. 447. 448. 449. 450. 451. 452.  
453. 454. 455. 456. 457. 458. 459. 460. 461.  
462. 463. 464. 465. 466. 467. 468. 469. 470.  
471. 472. 473. 474. 475. 476. 477. 478. 479.  
480. 481. 482. 483. 484. 485. 486. 487. 488.  
489. 490. 491. 492. 493. 494. 495. 496. 497.  
498. 499. 500. 501. 502. 503. 504. 505. 506.  
507. 508. 509. 510. 511. 512. 513. 514. 515.  
516. 517. 518. 519. 520. 521. 522. 523. 524.  
525. 526. 527. 528. 529. 530. 531. 532. 533.  
534. 535. 536. 537. 538. 539. 540. 541. 542.  
543. 544. 545. 546. 547. 548. 549. 550. 551.  
552. 553. 554. 555. 556. 557. 558. 559. 560.  
561. 562. 563. 564. 565. 566. 567. 568. 569.  
570. 571. 572. 573. 574. 575. 576. 577. 578.  
579. 580. 581. 582. 583. 584. 585. 586. 587.  
588. 589. 590. 591. 592. 593. 594. 595. 596.  
597. 598. 599. 600. 601. 602. 603. 604. 605.  
606. 607. 608. 609. 610. 611. 612. 613. 614.  
615. 616. 617. 618. 619. 620. 621. 622. 623.  
624. 625. 626. 627. 628. 629. 630. 631. 632.  
633. 634. 635. 636. 637. 638. 639. 640. 641.  
642. 643. 644. 645. 646. 647. 648. 649. 650.  
651. 652. 653. 654. 655. 656. 657. 658. 659.  
660. 661. 662. 663. 664. 665. 666. 667. 668.  
669. 670. 671. 672. 673. 674. 675. 676. 677.  
678. 679. 680. 681. 682. 683. 684. 685. 686.  
687. 688. 689. 690. 691. 692. 693. 694. 695.  
696. 697. 698. 699. 700. 701. 702. 703. 704.  
705. 706. 707. 708. 709. 710. 711. 712. 713.  
714. 715. 716. 717. 718. 719. 720. 721. 722.  
723. 724. 725. 726. 727. 728. 729. 730. 731.  
732. 733. 734. 735. 736. 737. 738. 739. 740.  
741. 742. 743. 744. 745. 746. 747. 748. 749.  
750. 751. 752. 753. 754. 755. 756. 757. 758.  
759. 760. 761. 762. 763. 764. 765. 766. 767.  
768. 769. 770. 771. 772. 773. 774. 775. 776.  
777. 778. 779. 780. 781. 782. 783. 784. 785.  
786. 787. 788. 789. 790. 791. 792. 793. 794.  
795. 796. 797. 798. 799. 800. 801. 802. 803.  
804. 805. 806. 807. 808. 809. 810. 811. 812.  
813. 814. 815. 816. 817. 818. 819. 820. 821.  
822. 823. 824. 825. 8

[illegible]

Comité  
du Livre  
du Secours  
Populaire  
Français

Comité  
du Livre  
Solidarité  
Chili

CCP 31.711.09  
La Source

L'Académie des beaux-arts a rendu mercredi une communication d'un de ses membres, Bernard Gavoty, sur la crise de la musique religieuse. « Dans l'apart de ces, a-t-il conclu, chant grégorien et les chefs-d'œuvre polyphoniques composés exprès pour l'Eglise à la gloire de Dieu ont dû céder la place à de fades cantiques, à des motifs rudimentaires. Le compositeur avait souhaité une Eglise libre et exemplaire. Avait-il raison ? La musique, elle aussi, s'appauvrit sans pour autant devenir exemplaire ? »

Des chemises chaudes  
pour les week-ends froids...

**S**Y VOUS CHERCHEZ des chemises bien chaudes pour vos week-ends d'hiver, vous n'aurez chez Larvin 2 que l'embaras du choix.

Les plus souples sont en pur velours de coton boyadère (450 f). Les plus confortables sont faites dans un mélange d'angora acrylique et laine (250 f). Les plus rustiques sont en pure laine dans toutes les teintes chaudes de l'automne (270 f).

Enfin, la plus classique est d'origine anglaise : 50 % laine et 50 % coton (à partir de 230 f).



**Le monde entier**  
 APPRÉCIE LES **PARFUMS**  
 FRANÇAIS  
 TOUTES LES MARQUES...

**A DES PRIX *IMBATTABLES!***

UN PRESTIGIEUX CHOIX DE CADEAUX  
 SÀ MAIN • FOULARDS • CRAVATES • PRODUITS DE BEAUTE  
 Emballage cadeau • Sacs/Boîtes cravate • Livres

**MICHEL SWISS**

LE PLUS IMPORTANT  
 SHOPPING À PARIS  
 Tél. 261-71-71

16, Rue de la Paix - PARIS

**En 1974-75 nous**  
**pour**  
**120**

**avons assisté  
les expropriés  
r une valeur de  
0.000.000 de F.**

maintenant à l'administration.  
Je jamais, pour l'expropriation, l'exproprié, le vendeur, il  
indispensable d'être assisté d'un spécialiste car c'est  
une opération délicate.  
L'opération, nous la prenons en charge du début à la  
fin. Enfin, vérifier, analyser, procéder si le faut, nous le  
faisons pour vous, intégralement. Forfaitairement. Sans  
rien de provision. Et vous ne nous réglez d'honoraires  
qu'après aboutissement.  
La prestation, nous l'assurons en vrais gestionnaires,  
au rythme des affaires modernes.  
Et que nous possédons les valeurs de références de plus  
de dix ans.  
Ce que nous avons instruit et réalisé des centaines de  
dossiers.  
Parce que nous savons apprécier la valeur d'un bien.  
Parce que nous attendons pas une convocation, nous la  
provoquons.  
Parce que nous n'attendons pas le règlement, nous  
le suscitons.  
En bref, parce que nous nous efforçons de mener  
le jeu, sans attendre que les processus s'accomplissent  
tout seuls.  
C'est un autre style.  
Celui d'un consultant moderne.  
Le premier cabinet d'expertise immobilière de France,  
filiales: Lyon, Marseille, Lille, Bordeaux, Toulouse, Sao Paulo,  
Représentations: Belgique, U.S.A., Canada.

**Nous avons créé l'engineering immobilier.**

CHARENTAIS  
**AUGUSTE-THOUARD**

17, rue d'Astorg - Paris 8<sup>e</sup> - Tél. 265.54.07 +

REC 10/200

## DROIT DE LA MER

### L'Union soviétique porte à 200 milles sa zone de pêche

Moscou (A.F.P.) — Par décret du Soviet suprême, publié dans le *vestnik* du 10 décembre, l'U.R.S.S. instaura, au large de ses côtes, une zone de pêche de 200 milles nautiques (370 kilomètres) dans laquelle elle se réserve le droit de prendre toutes les mesures nécessaires à la conservation des ressources vivantes et (4) le règlement de la pêche. A ce jour, cette zone était celle des zones territoriales, soit 12 milles nautiques (22,2 kilomètres).

Le décret précise que, dans ces limites de 200 milles, l'U.R.S.S. exerce ses droits économiques sur toutes les ressources vivantes, qu'il s'agisse de leur recherche, de leur capture ou de leur conservation (1) que ces droits sont étendus aux eaux de migration en dehors des eaux territoriales reconnues par l'U.R.S.S. et des zones économiques des autres Etats. La capture de poissons ou d'autres espèces vivantes ne pourra être effectuée que par les étrangers, dans ces zones, que sur la base d'accords entre l'U.R.S.S. et les autres Etats étrangers.

Ces accords pourront donner lieu à l'établissement de quotas, et il

semblerait que les possibilités de pêche des navires étrangers seront assez limitées dans cette nouvelle zone économique puisque le décret parle de la possibilité de pêche, pour les étrangers, seulement si le volume maximal de prise autorisée pour une espèce dépasse les capacités des pêcheries soviétiques.

Le décret fixe, dès à présent, le montant des amendes qui devront être payées par les étrangers qui ne respecteraient pas ces nouvelles mesures : de 10 000 à 100 000 roubles (10 000 à 100 000 F) en cas de récidive.

Le décret marque un très net changement de la position de l'U.R.S.S. sur le droit de la mer. L'Union soviétique, qui possédait une des plus grandes flottes de pêche du monde, s'est opposée, depuis la session de Gênes de 1974, à la création de zones économiques exclusives. Mais, en deux ans et demi, le situation a beaucoup changé. Plusieurs pays industriels ont étendu, ou vont étendre prochainement, leurs zones de pêche sur une base internationale par une convention... réalisant l'application de la Convention économique européenne, une très proche parente de l'Organisation mondiale du commerce — bien que cette dernière ait soutenu des ordonnances avec la Grande-Bretagne et l'Irlande.

Les mesures prises par ce décret

pourraient entrer en vigueur immédiatement — bien que la date d'application ne soit pas précisée, mais le décret est temporaire jusqu'à ce qu'il ne sera applicable que pendant la période précédente à la conclusion — car la conférence des Nations unies sur le droit de la mer d'un convention couvrant l'ensemble des problèmes maritimes.

Ce décret marque un très net changement de la position de l'U.R.S.S. sur le droit de la mer. L'Union soviétique, qui possédait une des plus grandes flottes de pêche du monde, s'est opposée, depuis la session de Gênes de 1974, à la création de zones économiques exclusives. Mais, en deux ans et demi, le situation a beaucoup changé. Plusieurs pays industriels ont étendu, ou vont étendre prochainement, leurs zones de pêche sur une base internationale par une convention... réalisant l'application de la Convention économique européenne, une très proche parente de l'Organisation mondiale du commerce — bien que cette dernière ait soutenu des ordonnances avec la Grande-Bretagne et l'Irlande.

Les mesures prises par ce décret

d'une telle zone, des négociations sur les pêcheries sont déjà en cours entre, d'une part, la Communauté et, d'autre part, divers Etats (Norvège, Espagne, Islande, Canada, États-Unis, notamment). Les États-Unis, au départ, avaient aussi une zone économique, sa réserve, à partir du 1<sup>er</sup> mars 1977, les droits de pêche dans les 200 milles étendus au large de leurs côtes. Mais, les novembre dernier, ils signèrent, avec l'U.R.S.S., un accord sur la pêche des harengs soviétiques à pêcher dans cette zone. Par cet accord, l'U.R.S.S. semblait donc reconnaître implicitement le droit des États à réglementer la pêche dans la limite des 200 milles. La décision soviétique est donc logique.

Une grande partie des côtes de l'U.R.S.S. — celle de l'océan Arctique en particulier — est inhabitée, avec l'exception de la péninsule du Kamchatka, la plus grande partie de l'année. Mais le décret s'applique à l'ensemble des côtes soviétiques, mais de Barents, mer d'Okhotsk, mer du Japon, mer de Chine orientale. Ce décret donne à l'U.R.S.S. une zone de pêche qui, dans la majeure partie, le 10 décembre par l'U.R.S.S.

## JUSTICE

### Deux décisions de la Cour européenne des droits de l'homme

- L'éducation sexuelle peut être dispensée aux élèves
- La protection de la morale peut limiter le droit d'exprimer

De notre correspondant

Strasbourg. — L'introduction de l'éducation sexuelle dans les programmes scolaires obligatoires, la sécularité et la destruction d'œuvres d'art de l'ère nazie ont été les deux thèmes principaux de la Cour européenne des droits de l'homme. Elle a estimé que cette législation obligeait les États à ne pas imposer de restrictions à la liberté d'expression, mais qu'elle ne touchait pas au droit des parents de choisir l'éducation de leurs enfants. Elle a également estimé que la destruction d'œuvres d'art de l'ère nazie ne violait pas le droit de propriété.

Cette session de deux arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme a été marquée par deux décisions importantes. Dans la première, la Cour a estimé que la législation obligeant les États à ne pas imposer de restrictions à la liberté d'expression, mais qu'elle ne touchait pas au droit des parents de choisir l'éducation de leurs enfants. Dans la seconde, la Cour a estimé que la destruction d'œuvres d'art de l'ère nazie ne violait pas le droit de propriété.

### La marine française n'a pas les moyens d'assurer en permanence le contrôle de zones économiques portées à 200 milles nautiques

La marine nationale n'aura pas les moyens d'assurer la surveillance des zones économiques portées à 200 milles nautiques (370 kilomètres) de la côte métropolitaine et de celle des territoires d'outre-mer. Les navires actuellement en service sont vieillissants et leur nombre est insuffisant. Le tonnage global de la flotte tombera de 310 000 tonnes à 245 000 dans le même temps.

La marine nationale qui est chargée des contrôles en mer des zones économiques portées à 200 milles nautiques (370 kilomètres) de la côte métropolitaine et de celle des territoires d'outre-mer. Les navires actuellement en service sont vieillissants et leur nombre est insuffisant. Le tonnage global de la flotte tombera de 310 000 tonnes à 245 000 dans le même temps.

La marine nationale qui est chargée des contrôles en mer des zones économiques portées à 200 milles nautiques (370 kilomètres) de la côte métropolitaine et de celle des territoires d'outre-mer. Les navires actuellement en service sont vieillissants et leur nombre est insuffisant. Le tonnage global de la flotte tombera de 310 000 tonnes à 245 000 dans le même temps.

La marine nationale qui est chargée des contrôles en mer des zones économiques portées à 200 milles nautiques (370 kilomètres) de la côte métropolitaine et de celle des territoires d'outre-mer. Les navires actuellement en service sont vieillissants et leur nombre est insuffisant. Le tonnage global de la flotte tombera de 310 000 tonnes à 245 000 dans le même temps.

### Une douzaine de navires par an

Mais la prolifération, ces derniers temps, de petites flottilles étrangères en Atlantique et au large des côtes de l'Amérique du Nord, peut aussi inquiéter les responsables de la marine nationale. Ils craignent que ces petites flottilles ne soient utilisées pour des opérations de surveillance ou de renseignement.

Mais la prolifération, ces derniers temps, de petites flottilles étrangères en Atlantique et au large des côtes de l'Amérique du Nord, peut aussi inquiéter les responsables de la marine nationale. Ils craignent que ces petites flottilles ne soient utilisées pour des opérations de surveillance ou de renseignement.

Mais la prolifération, ces derniers temps, de petites flottilles étrangères en Atlantique et au large des côtes de l'Amérique du Nord, peut aussi inquiéter les responsables de la marine nationale. Ils craignent que ces petites flottilles ne soient utilisées pour des opérations de surveillance ou de renseignement.

Mais la prolifération, ces derniers temps, de petites flottilles étrangères en Atlantique et au large des côtes de l'Amérique du Nord, peut aussi inquiéter les responsables de la marine nationale. Ils craignent que ces petites flottilles ne soient utilisées pour des opérations de surveillance ou de renseignement.

### L'incident de Cork

De nombreux incidents ont marqué ces dernières semaines, les relations maritimes entre les pays occidentaux. Sans revenir sur la partie de la mer, qui oppose la Grande-Bretagne et l'Irlande, deux États pourtant membres de la même organisation militaire, il faut noter que le dernier incident grave en date, au cours duquel des navires de la marine britannique et irlandaise se sont affrontés, a eu lieu dans le détroit de l'Écluse.

De nombreux incidents ont marqué ces dernières semaines, les relations maritimes entre les pays occidentaux. Sans revenir sur la partie de la mer, qui oppose la Grande-Bretagne et l'Irlande, deux États pourtant membres de la même organisation militaire, il faut noter que le dernier incident grave en date, au cours duquel des navires de la marine britannique et irlandaise se sont affrontés, a eu lieu dans le détroit de l'Écluse.

De nombreux incidents ont marqué ces dernières semaines, les relations maritimes entre les pays occidentaux. Sans revenir sur la partie de la mer, qui oppose la Grande-Bretagne et l'Irlande, deux États pourtant membres de la même organisation militaire, il faut noter que le dernier incident grave en date, au cours duquel des navires de la marine britannique et irlandaise se sont affrontés, a eu lieu dans le détroit de l'Écluse.

De nombreux incidents ont marqué ces dernières semaines, les relations maritimes entre les pays occidentaux. Sans revenir sur la partie de la mer, qui oppose la Grande-Bretagne et l'Irlande, deux États pourtant membres de la même organisation militaire, il faut noter que le dernier incident grave en date, au cours duquel des navires de la marine britannique et irlandaise se sont affrontés, a eu lieu dans le détroit de l'Écluse.

### Un aéroport européen ?

La panoplie française, actuelle ou future, est de plus en plus réduite en raison de la politique nationale de réduction des dépenses militaires. Les avions de combat sont remplacés par des avions de transport, ce qui a des conséquences importantes sur la capacité de la France à intervenir militairement.

La panoplie française, actuelle ou future, est de plus en plus réduite en raison de la politique nationale de réduction des dépenses militaires. Les avions de combat sont remplacés par des avions de transport, ce qui a des conséquences importantes sur la capacité de la France à intervenir militairement.

La panoplie française, actuelle ou future, est de plus en plus réduite en raison de la politique nationale de réduction des dépenses militaires. Les avions de combat sont remplacés par des avions de transport, ce qui a des conséquences importantes sur la capacité de la France à intervenir militairement.

La panoplie française, actuelle ou future, est de plus en plus réduite en raison de la politique nationale de réduction des dépenses militaires. Les avions de combat sont remplacés par des avions de transport, ce qui a des conséquences importantes sur la capacité de la France à intervenir militairement.

### Aérer l'intérieur des îles

Cela permet d'acquiescer les besoins de la population, mais la ville n'a pas de moyen de transport suffisant. Les habitants sont obligés de se déplacer en voiture, ce qui a des conséquences importantes sur l'environnement.

Cela permet d'acquiescer les besoins de la population, mais la ville n'a pas de moyen de transport suffisant. Les habitants sont obligés de se déplacer en voiture, ce qui a des conséquences importantes sur l'environnement.

Cela permet d'acquiescer les besoins de la population, mais la ville n'a pas de moyen de transport suffisant. Les habitants sont obligés de se déplacer en voiture, ce qui a des conséquences importantes sur l'environnement.

Cela permet d'acquiescer les besoins de la population, mais la ville n'a pas de moyen de transport suffisant. Les habitants sont obligés de se déplacer en voiture, ce qui a des conséquences importantes sur l'environnement.

## ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

### COMMENT RESTAURER LES QUARTIERS ANCIENS

#### Le Marais, dix ans après

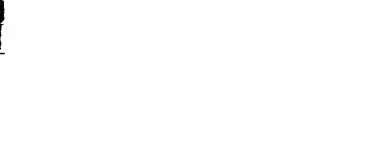
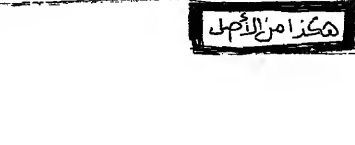
L'opération entreprise par la Société d'économie mixte de restauration du Marais (SORM) présente les documents élaborés de son action (1). Mais le véritable bilan est dans la rue : les boutiques, les restaurants, les ateliers d'artisans ont été créés, les logements ont été construits, les services ont été installés. Le Marais a retrouvé son caractère de quartier vivant.

L'opération entreprise par la Société d'économie mixte de restauration du Marais (SORM) présente les documents élaborés de son action (1). Mais le véritable bilan est dans la rue : les boutiques, les restaurants, les ateliers d'artisans ont été créés, les logements ont été construits, les services ont été installés. Le Marais a retrouvé son caractère de quartier vivant.

L'opération entreprise par la Société d'économie mixte de restauration du Marais (SORM) présente les documents élaborés de son action (1). Mais le véritable bilan est dans la rue : les boutiques, les restaurants, les ateliers d'artisans ont été créés, les logements ont été construits, les services ont été installés. Le Marais a retrouvé son caractère de quartier vivant.

L'opération entreprise par la Société d'économie mixte de restauration du Marais (SORM) présente les documents élaborés de son action (1). Mais le véritable bilan est dans la rue : les boutiques, les restaurants, les ateliers d'artisans ont été créés, les logements ont été construits, les services ont été installés. Le Marais a retrouvé son caractère de quartier vivant.

L'opération entreprise par la Société d'économie mixte de restauration du Marais (SORM) présente les documents élaborés de son action (1). Mais le véritable bilan est dans la rue : les boutiques, les restaurants, les ateliers d'artisans ont été créés, les logements ont été construits, les services ont été installés. Le Marais a retrouvé son caractère de quartier vivant.



JUSTICE

La procédure des flagrants délits  
vu être améliorée à Paris

Un cours d'une réunion plénière, tenu le 10 décembre, dans la cour d'appel de Paris, en présence notamment de M. Paul-André Baudou, procureur général, de M. Jean-Marie Baudou, procureur de la Cour d'appel de Paris, de M. Louis Baudou, procureur de la Cour d'appel de Paris, de M. Michel Lhuissier et de M. Michel Lhuissier et de M. Michel Lhuissier, a été consacré à la procédure des flagrants délits. Le ministre de la Justice a souligné l'importance de cette procédure et a demandé que les magistrats puissent bénéficier de toutes les facilités nécessaires pour assurer le bon déroulement de la procédure.

DEUX ANS DE PRISON  
AVEC SURETÉ  
POUR M. DE SAINT-PHILIPPE

La chambre correctionnelle de la Cour d'appel de Paris a rendu, vendredi 10 décembre, son jugement dans l'affaire de M. de Saint-Philippe, condamné à deux ans de prison avec sursis. Le condamné a été condamné à deux ans de prison avec sursis pour avoir commis des délits de fraude fiscale. Le jugement a été rendu en l'absence du condamné, qui se trouve actuellement en fuite.

La procédure des flagrants délits a été améliorée à Paris. Les magistrats ont pu bénéficier de toutes les facilités nécessaires pour assurer le bon déroulement de la procédure. Le ministre de la Justice a souligné l'importance de cette procédure et a demandé que les magistrats puissent bénéficier de toutes les facilités nécessaires pour assurer le bon déroulement de la procédure.

DEUX ANS DE PRISON  
AVEC SURETÉ  
POUR M. DE SAINT-PHILIPPE

La chambre correctionnelle de la Cour d'appel de Paris a rendu, vendredi 10 décembre, son jugement dans l'affaire de M. de Saint-Philippe, condamné à deux ans de prison avec sursis. Le condamné a été condamné à deux ans de prison avec sursis pour avoir commis des délits de fraude fiscale. Le jugement a été rendu en l'absence du condamné, qui se trouve actuellement en fuite.

APRÈS HUIT ANS DE PROCÉDURE

La cour d'appel de Lyon condamne un industriel  
pour entrave au fonctionnement d'un comité d'entreprise

Lyon. — La chambre criminelle de la cour d'appel de Lyon a rendu, vendredi 10 décembre, un arrêt supprimant la peine de prison infligée à un industriel pour entrave au fonctionnement d'un comité d'entreprise. Le condamné a été condamné à huit ans de prison pour avoir entravé le fonctionnement du comité d'entreprise de son entreprise.

De notre correspondant régional

La cour d'appel de Lyon a rendu, vendredi 10 décembre, un arrêt supprimant la peine de prison infligée à un industriel pour entrave au fonctionnement d'un comité d'entreprise. Le condamné a été condamné à huit ans de prison pour avoir entravé le fonctionnement du comité d'entreprise de son entreprise.

Amende maintenue

C'est la cour d'appel de Lyon qui a rendu, vendredi 10 décembre, son jugement dans l'affaire de M. de Saint-Philippe, condamné à deux ans de prison avec sursis. Le condamné a été condamné à deux ans de prison avec sursis pour avoir commis des délits de fraude fiscale. Le jugement a été rendu en l'absence du condamné, qui se trouve actuellement en fuite.

A Bédiers

UN OBJECTEUR DE CONSCIENCE  
EST RELÂCHÉ

Un objeteur de conscience, M. Jacques Lemaire, condamné à deux ans de prison pour entrave au fonctionnement d'un comité d'entreprise, a été relâché. Le condamné a été relâché pour avoir commis des délits de fraude fiscale. Le jugement a été rendu en l'absence du condamné, qui se trouve actuellement en fuite.

EQUIPEMENT ET RÉGIONS

Provence - Côte d'Azur

MENTON : un port de plaisance contesté

Menton. — Un port de plaisance, situé à Menton, a été contesté. Le port a été contesté pour avoir été construit sans autorisation. Le port a été construit sans autorisation et a été contesté pour avoir été construit sans autorisation. Le port a été construit sans autorisation et a été contesté pour avoir été construit sans autorisation.

Paris

SOCIALISTES PROPOSENT  
AMÉNAGER EN PROMÈNE  
L'ANCIENNE LIGNE  
DE LA BASTILLE

La fédération de Paris du parti socialiste a proposé d'aménager en promenade l'ancienne ligne de la Bastille. Le parti socialiste a proposé d'aménager en promenade l'ancienne ligne de la Bastille. Le parti socialiste a proposé d'aménager en promenade l'ancienne ligne de la Bastille.

Provenance - Côte d'Azur

MENTON : un port de plaisance contesté

Menton. — Un port de plaisance, situé à Menton, a été contesté. Le port a été contesté pour avoir été construit sans autorisation. Le port a été construit sans autorisation et a été contesté pour avoir été construit sans autorisation.

Paris

SOCIALISTES PROPOSENT  
AMÉNAGER EN PROMÈNE  
L'ANCIENNE LIGNE  
DE LA BASTILLE

La fédération de Paris du parti socialiste a proposé d'aménager en promenade l'ancienne ligne de la Bastille. Le parti socialiste a proposé d'aménager en promenade l'ancienne ligne de la Bastille. Le parti socialiste a proposé d'aménager en promenade l'ancienne ligne de la Bastille.

CORRESPONDANCE

Une lettre du SAC  
à propos du meurtre  
du journaliste René Trounev

Une lettre du SAC a été envoyée à propos du meurtre du journaliste René Trounev. La lettre a été envoyée à propos du meurtre du journaliste René Trounev. La lettre a été envoyée à propos du meurtre du journaliste René Trounev.

FAITS DIVERS

Incendie à Chazet

Un incendie a éclaté à Chazet. L'incendie a éclaté à Chazet. L'incendie a éclaté à Chazet. L'incendie a éclaté à Chazet. L'incendie a éclaté à Chazet.

TRANSPORTS

PAS  
DE COMPTIMENTS  
POUR LES 2<sup>e</sup> CLASSE

Il n'y a pas de comptiments pour les 2<sup>e</sup> classe. Il n'y a pas de comptiments pour les 2<sup>e</sup> classe. Il n'y a pas de comptiments pour les 2<sup>e</sup> classe. Il n'y a pas de comptiments pour les 2<sup>e</sup> classe.

La construction du pylône  
de Brand-et-Saint-Louis

La construction du pylône de Brand-et-Saint-Louis a été commencée. La construction du pylône de Brand-et-Saint-Louis a été commencée. La construction du pylône de Brand-et-Saint-Louis a été commencée.



















# LA SEMAINE FINANCIÈRE

## LES MARCHÉS DES CHANGES

### EFFREITEMENT DU DOLLAR

Le DOLLAR, qui donnait des signes d'effacement depuis quelques semaines, s'est effrité, son cours venant en fin de semaine au-dessous de 540 Deutschmarks et au-dessous de 57 à Paris. Sans que l'on ait vu dans ce léger effacement une conséquence du refus du DOLLAR de se soumettre à la hausse d'une unité de la nouvelle baisse du « Prime » (à taux préférentiel) des banques américaines, mais entre les taux d'intérêt se

confirmation de la volonté du gouvernement de défendre le DOLLAR. Des rumeurs faisaient d'ailleurs que l'augmentation de la balance commerciale en septembre était également élevée.

Table with 10 columns: Date, Lira, S.L.S., Franc, Mark, Spéc. (Spécial), Perte, Lira, Lira. Rows show exchange rates for various currencies over time.

Nous reproduisons dans ce tableau les cours pratiqués sur les marchés financiers de change. À Paris, les prix indiqués représentent la contre-valeur de 1 dollar, de 1 livre de 100 deniers, de 100 florins, de 100 francs belges et de 100 francs.

des deux côtés de l'Atlantique et incite les spéculateurs à des achats et des ventes de dollars, et ce traitant la reprise de l'économie américaine se fait attendre. Ce mouvement, toutefois, reste limité, et les banques américaines ne s'engagent pas à intervenir cette semaine. D'autre part, l'exception de la loi nationale sur le prêt n'est pas accompagnée d'un relâchement de la politique monétaire. Dans ces conditions, bien des spéculateurs estiment que le DOLLAR ne sera pas affecté par la baisse du « Prime ».

Le DOLLAR s'est effrité, la Bourse française a progressé. Bien entendu, le DOLLAR n'est pas la seule monnaie à la veille du week-end. Les marchés financiers ont été très actifs, et les spéculateurs ont profité de la hausse du DOLLAR pour acheter des actions et des obligations. Les banques américaines ont également été actives, et les spéculateurs ont profité de la hausse du DOLLAR pour acheter des actions et des obligations.

### Des parités fixes mais ajustables

Jeune que son passé récent, l'économie française a connu une période de croissance remarquable. Les parités fixes mais ajustables ont permis de maintenir la stabilité des échanges internationaux. Les parités fixes mais ajustables ont permis de maintenir la stabilité des échanges internationaux. Les parités fixes mais ajustables ont permis de maintenir la stabilité des échanges internationaux.

### LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

Table with 5 columns: Date, 6 déc., 7 déc., 8 déc., 9 déc., 10 déc. Rows show transaction volumes for different dates.

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 28 décembre 1961)

## Bourse de Paris

SEMAINE DU 6 AU 10 DÉCEMBRE 1976

### VENTS CONTRAIRES

CURIEUX semaine à la Bourse de Paris, où, en l'espace de quatre séances seulement — aucune cotation n'a pu avoir lieu jusqu'à la fin d'un arrêt de travail des employés — le chaud et le froid ont alternativement soufflé sous les voiles du palais Boursier.

Malheureusement pour les spéculateurs, l'actualité de ces semaines ne leur fut pas toujours aussi agréable. Licenciements de grève à l'É.D.F.-G.D.F., la semaine précédente, licenciements dans la sidérurgie locale et sondage d'opinion favorable à la gauche dans un questionnaire du matin ont contribué largement à alourdir le climat de la fin de la semaine.

Sur le marché de l'or, le lingot a poursuivi son mouvement de reprise, gagnant encore 400 F à 21 740 F. Dans de nombreuses proportions, le marché a également monté, s'élevant à 22 400 F contre 21 300 F.

PATRICE CLAUDE

### LES MATIÈRES PREMIÈRES

#### Reprise du cuivre et du zinc

MÉTALUX — Reprise des cours du cuivre en Metal Exchange de Londres. Pour les semaines précédentes, le prix du cuivre a été en baisse, mais la reprise a été observée. Les cours du zinc ont également montré une tendance à la hausse.

### COURS DES PRINCIPAUX MARCHÉS

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

Table with 2 columns: Marché, Cours. Rows list various markets and their corresponding prices.

## LE MARCHÉ MONÉTAIRE

### Légère détente

L'œil fixé sur le cours du franc, dont la tenue a été encore relativement satisfaisante, les spéculateurs ont encore pu faire balancer, cette semaine, le marché monétaire. Le franc, qui revient de 101/2 à 105/16, soit en valeur de 3/16, après avoir été à 3/8, a enregistré la semaine précédente.

Cette volonté de procéder à une certaine détente s'est nettement affirmée dès le lundi matin, lorsque le franc a été acheté à 101/2. Le franc a ensuite progressé, atteignant 105/16 à la fin de la semaine. Le franc a été acheté à 101/2, ce qui a entraîné une baisse du DOLLAR.

### BOURSES ÉTRANGÈRES

#### NEW-YORK

Une vive hausse des cours s'est produite cette semaine à Wall Street, où l'indice Dow Jones a passé près de 23 points, s'établissant à 971,00 contre 948,50. Le volume des transactions s'est élevé à 1,3 milliard de titres échangés.

#### LONDRES

Le marché des actions a été plutôt calme, mais les cours ont progressé. L'indice FTSE 100 a atteint 331,00 contre 328,00.

#### FRANCFORT

Les marchés allemands ont été plutôt calmes, mais les cours ont progressé. L'indice DAX a atteint 1.212,00 contre 1.208,00.

#### TOKYO

Les marchés japonais ont été plutôt calmes, mais les cours ont progressé. L'indice Nikkei a atteint 191,00 contre 189,00.

### LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE DES ÉCHANGES FINANCIERS

Base 100 = 28 décembre 1961

Table with 2 columns: Indice, Valeur. Rows list various indices and their values.

### TITRES LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉS À TERME

Table with 2 columns: Titre, Valeur. Rows list various titles and their values.

